



**HAL**  
open science

# Communisme : origine et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes 1785-1842

Jacques Grandjone

► **To cite this version:**

Jacques Grandjone. Communisme : origine et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes 1785-1842. Science politique. Université Paul Verlaine - Metz, 1979. Français. NNT : 1979METZ008L . tel-01775606

**HAL Id: tel-01775606**

**<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01775606>**

Submitted on 24 Apr 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : [ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr](mailto:ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr)

## LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

[http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg\\_droi.php](http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php)

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

UNIVERSITE DE METZ



Jacques GRANDJONC

COMMUNISME / KOMMUNISMUS / COMMUNISM .

ORIGINE ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL DE  
LA TERMINOLOGIE COMMUNAUTAIRE PREMARXISTE  
DES UTOPISTES AUX NEO-BABOUVISTES

1785 - 1842

Thèse d'Etat sous la direction de  
Monsieur Pierre GRAPPIN

1 9 7 9

## AVERTISSEMENT

Cette étude étant destinée à être publiée (dans la série Schriften aus dem Karl-Marx-Haus, n° 23, Trier/Trèves) le présent exemplaire dactylographié est une copie du manuscrit destiné à l'imprimeur allemand. Cela en explique les corrections ainsi que les signes et indications typographiques de marge: en particulier le filet tremblé pour les longues citations dans le corps du texte et pour les introductions historiques et techniques aux différents documents, ces passages devant être imprimés dans un caractère inférieur à celui utilisé pour le reste de l'ouvrage.

C'est de cette édition que seront déposés à l'Université de Metz les 180 exemplaires réglementaires, suite à soutenance, et que sera remis un exemplaire à chaque membre du jury.

## T A B L E

## VOLUME 1

AVANT-PROPOS	2
Abréviations	5
PREMIERE PARTIE. - HISTORIQUE: LA TERMINOLOGIE COMMUNAUTAIRE DANS LE CHAMP DU VOCABULAIRE SOCIAL	6
Chapitre I. <u>Introduction</u>	7
Restif, un réformateur quasi méconnu	7
Les Hommes de la Liberté	13
Présentation	21
Lexique (21) Pièces justificatives (22)	
Historique (24)	
Chapitre II. <u>Des communautés et des coutumes rurales archaïques à l'utopie communautaire de la fin du 18e s.</u>	26
Communiste	26
"La main-morte doit disparaître" (Voltaire)	28
"La propriété particulière source du mal absolu"	34
Les utopies communautaires	40
Communiste	43
Chapitre III. <u>De l'utopie communautaire à la révolution sans-culotte</u>	45
L'événement révolutionnaire	45
Les biens communaux	48
Loi sur le maximum. Communautiste. Kommunismus	51
Théorie révolutionnaire de la communauté	55
Athéisme (59) Education(61) Egalité réelle (63)	
Lutte des classes (64) La communauté (67) Révolution (69)	
Les derniers livres de Mr-Nicolas. M.-A. Jullien	70
Réaction thermidorienne et nouveau recours à l'utopie	77
La conjuration babouviste à l'étranger	78

<u>Chapitre IV. Cheminements souterrains, résurgences et sources nouvelles</u>	82
De "socialiste" à "socialisme" et de leur trans- cription en anglais et en allemand	86
Sociétaire (86) Socialiste/Socialist (88)	
Socialisme/Socialism (91) Science sociale (94)	
Sozial/Sozialist/Sozialismus (97)	
• Vrai et faux "libéralisme", "mutualisme", "collectisme" et "co-operation" 1815 - 1828	101
Libéralisme (103) Collectisme (104) Mutualisme (106) Mutuellisme (109) Ecole mutuelliste (110)	
Histoire des Egaux et "exploitation de l'homme par l'homme"	112
Buonarroti (112) Exploitation de l'homme par l'homme (114)	
 <u>Chapitre V. Les mouvements républicain et socialiste des années trente</u>	 117
Le mouvement en Grande-Bretagne: "Congress"	119
Congrès/Kongreß (122)	
Le mouvement républicain et néo-babouviste en France	126
Après le soulèvement lyonnais: classe bourgeoise, prolétariat, socialisme	128
Humanitaire (129)	
'D'avril 1834 à mai 1839: une Société nouvelle, de Communautaires ou Communistes	132
Les Aphorismes de Lebon et la querelle Dezamy-Cabet (134) Egalitaire (139) Travailleurs égalitaires ou Communistes (145) Communiste et lexicographie (147) Communautaire et Communautaire (151)	

Chapitre VI. Amorces internationales 1832 - 1839

Les Allemands à Paris 1832-1835

Arbeiter - Arbeiterklasse - Liberalismus -  
Social - Vergesellschaftung - Proletair -  
Proletariat

Les Allemands à Paris 1836-1839

Les débuts de la Ligue des Justes - Güterge-  
meinschaft

Les contacts socialistes franco-britanniques

Néo-babouvisme en Grande-Bretagne

Owenisme en France

Chapitre VII. Extension internationale et diversification  
1840 - 1842

La crise sociale de 1840 et la diffusion internationale  
de communiste/Communist/Kommunist

Création de Communisme/Communism/Kommunismus

Le parti communiste

Le grand débat du communisme à partir de 1841

De la science sociale au socialisme scientifique

Athéisme ou religion

Domination de la bourgeoisie et dictature du prolétariat

Le Capitalisme (1842)

Famille et communauté

Patriotisme et internationalisme

Les Arts

Le fantôme du communisme

Conclusion.

DEUXIEME PARTIE. - PIECES JUSTIFICATIVES: EMPLOI ET		
EVOLUTION DE <u>COMMUNISTE</u> ET DES TERMES APPARENTES		250
0	Communistae Moravienses, 1569 - Mährische Communisten, 1610	251
1	L'usage archaïque, rural et juridique de "communiste"	256
	A Les communistes, gens de main-morte, V. de Mirabeau, 1769	257
	B Etre "communiste avec", 1789	259
	C La propriété abandonnée aux déprédations des communistes, Ch. Danthon, 1792	260
	D Les habitans de Latude en leur qualité de communistes, 1834	262
	E La possession du communiste, Troplong et autres, 1835-1907	265
2	J.-A.-V. d'Hupay/N.-E. Restif, Auteur communiste, 1785	269
3	Loi du maximum, Communauté, Egalité parfaite, novembre 1793	277
	A Egaux et Communautistes, Babeuf	277
	B Communauté et Republicanisme, J. Grenus	283
4	Revoluzion, Sansculottismus und Kommunismus, A. Riedel, 1794	287
5	Conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf, an IV	298
	A Nous réclamons le jouissance communale des fruits de la terre, S. Maréchal, frimaire an IV	298
	B Le but de la Révolution est de rétablir le bonheur commun, Babeuf/Buonarroti, germinal an IV	309
6	Nous-seuls Patriotes-Republicains-Communistes, Restif, 1797	313
7	Toutes les religions sont inutiles au bonheur de l'Home, Restif, 1797	333



8	Le Communisme, qui serait le meilleur des Gouvernemens, Restif, 1797	341
9	Conspiration pour l'Egalité, Ph. Buonarroti, 1828	366
	A Histoire du parti démocratique en l'an IV, Buonarroti, 1828	378
	B Babeuf, ce dernier des martyrs de la démocratie, Anonyme, 1830	381
10	Les saint-simoniens et la question sociale, 1828-1832	384
	A Lutte de classes et exploitation de l'homme par l'homme, Bazard, 1828	384
	B La grande question du prolétariat, P. Leroux, janvier 1832	396
	C Prolétaires et bourgeois, J. Reynaud, avril 1832	401
11	Deux Aphorismes de Napoléon Lebon, 1834	406
	A La propriété, instrument de votre exploitation	414
	B Le capital social: nature, industrie, intelligence	419
12	La société se divise en deux grandes catégories, Sauriac, avril 1835	423
13	Une secte de communistes ou radicaux, Poinsoy, 1835	428
14	Communiste et communautaire, Paris et Londres, 1839	436
	A Tu es avec des républicains communistes, Anonyme, Paris	436
	B Le système communautaire, Anonyme, Londres	439
15	Babouvisme et parti démocratique, Thoré, novembre 1839	443
16	Citoyen, frère, démocrate, républicain ou communiste, Cabet, janvier 1840	455
	A Il faut surtout avoir un système, Cabet	455
	B Le but actuel des communistes, Lahautière,	464
17	Premier banquet communiste, 1er juillet 1840	473
18	Le parti communiste a passé outre, L. Faucher, 3 juillet 1840	490
19	Communisten, Communistenpartei, Anonyme, 11 juillet 1840	498

20	Au nom du communisme, N. Dufraisse, 24 juillet 1840	501
21	French Communists, Communism, G. Barnby, juin-juillet 1840	503
22	Transformer le communisme en babouvisme, Cabet, août 1840	513
23	Le communisme actuel, Thoré, 13 août 1840	520
24	Savary, un prolétaire qui parle comme il peut, 20 août 1840	527
25	Comment je suis communiste, Cabet, 7 novembre 1840	535
26	Le matérialisme doit être proclamé, G. Charavay, 20 juillet 1841	544
27	La question du mariage et de la famille, J. Gay, 7 septembre 1841	563
28	Communisme / Communionisme, P. Leroux, 15 septembre 1841	574
29	Kommunion, Kommunisten und Kommunismus, Weitling contre Niederer, novembre-décembre 1841	578
	A Jeder von euch hat kommuniziert, war also Kommunist, Weitling, début novembre 1841	584
	B Der Kommunismus zieht das Christenthum in's Weltliche herab, Niederer, 6 novembre 1841	586
	C Kommunismus und Christenthum sind nicht von einander zu trennen, Weitling, début décembre 1841	588
30	L'Allgemeine Zeitung contre le tailleur communiste Weitling, novembre-décembre 1841	590
	A Ein Apostel der Gütergemeinschaft, der den Pariser Communismus predigt, Hochdörfer, 17 novembre 1841	593
	B Das germanische Element in Genf von dem gallischen Communismus gereinigt, Hochdörfer, 5 décembre 1841	595
31	Der Communismus, eine Sprache, die jedes Volk versteht, Heinrich Heine, 11 décembre 1841	596

32	L'Allgemeine Zeitung contre le communisme français ..	602
A	Der Communismus, ein schmutziges Capernaum, Savoie, 15 novembre 1841	605
B	Der Communismus, eine antisociale Verirrung von Tollhäuslern, Anonyme, 30 novembre 1841	607
C	Der Kreuzzug der Allgemeinen Zeitung gegen die fran- zösische Kommunistenparthei, Weitling, janvier 1842	609
33	Le spectre du communisme	613
A	Le National, Paris, juillet 1840	623
B	Lamennais, Paris, octobre 1840	623
C	Journal des Débats, Paris, novembre 1841	624
D	Le Commerce, Paris, novembre 1841	625
E	Allgemeine Zeitung, Augsburg, novembre 1841	627
F	Wilhelm Weitling, Genève, novembre 1841	627
G	Heine, Paris / Allgemeine Zeitung, décembre 1841	628
H	Heine, Paris / Allgemeine Zeitung, juin 1842	628
I	Lorenz Stein, Leipzig, septembre 1842	629
J	August Becker, Schaffhouse, juin 1843	629
K	Carl Ludwig Bernays, Paris, février 1844	629
L	Jacob Venedey, Manchester, mai 1844	630
M	Johann Hinrich Wichern, Hambourg, décembre 1845	631
N	Karl August Varnhagen von Ense, Berlin, mars 1846	631
O	E. Dürre, Lyon / Allgemeine Zeitung, juin 1846	631
P	Brockhaus, Conversations-Lexikon, Leipzig 1846	632
Q	Staats-Lexikon, Altona / W. Schulz, Zurich 1846	632
R	Allg. dt. Volks-Conv.-Lexikon, Hambourg 1846	633
S	Emil Otto Weller, Leipzig, automne 1847	633
T	Hermann Ewerbeck, Paris, décembre 1847	633
U	Adalbert von Bornstedt, Bruxelles, janvier 1848	634
V	K. Marx/F. Engels, Londres, février 1848	635
W	Helen MacFarlane, Londres, novembre 1850	636
X	K. Marx/F. Engels, Manchester, septembre 1879	637
Y	Laura Lafargue, Paris, août 1885	637

La langue est le ciment des actes; non seulement elle les rend explicites, mais elle en conserve l'empreinte... Le contenu des faits culturels et le contenu de la langue ressortissent à des domaines d'exploitation scientifique différents, mais comme les deux faces d'un même objet; il est impossible de pénétrer l'une sans aboutir à l'autre.

André LEROI-GOURHAN

Prenez les mots de communisme, de communistes:  
écoutez-les, pesez-les, soupesez-les, appréciez-les.

Raymond JEAN

## AVANT-PROPOS

Cette étude sur les origines du vocabulaire communautaire international est à la fois une réponse - différée - à la question posée par M. Pierre Grappin il y a une dizaine d'années, lors d'une réunion de germanistes et d'historiens de l'Equipe Heinrich Heine du C.N.R.S., sur la première date d'emploi de "communiste/isme", et une réponse - préalable - à la question de la transformation des mentalités des Allemands émigrés en Europe occidentale entre 1830 et 1848, question qui s'est imposée au cours d'une série de recherches, entreprises de façon isolée d'abord, puis en collaboration, sur la naissance du mouvement ouvrier allemand et de l'internationalisme avant 1848.

Etude sur la terminologie de la communauté, ce livre est aussi en quelque sorte le résultat d'un travail communautaire, et je tiens à remercier ici celles et ceux qui ont participé d'une façon ou d'une autre à son élaboration, en premier lieu Monique et Bert, lecteurs infatigables, pour m'avoir signalé le passage de Claude Manceron qui a orienté de façon décisive la recherche; à Aix-en-Provence René Gérard qui s'est employé à ce que ce travail voie le jour, Marcel Bernos pour ses indications sur l'ancien emploi de "communiste", Alain Ruiz à qui je dois maint renseignement sur les rapports entre Allemands et Français au temps de la Révolution, Jacques Viard pour ses renseignements sur Pierre Leroux, tous quatre mes collègues à l'Université; Mme Sauze, archiviste à l'Inventaire des

Monuments de la France, qui m'a aidé à trouver les rares données dont on dispose sur Hupay de Fuveau; Jean Vivian qui a revu les inventaires des archives de Gap sur l'ancien emploi de "communiste"; Georges Dumarchez enfin qui s'est chargé de la tâche, combien ingrate, de confectionner les index; à Berlin, Joachim Höppner et Waltraud Seidel-Höppner de l'Institut d'Histoire auprès de l'Académie des Sciences de la République Démocratique Allemande qui ont fait preuve de beaucoup de patience pour répondre à mes multiples questions; à Cologne et à Hambourg, respectivement, les Dr. Alfred Körner et Franzjosef Schuh qui m'ont aidé de leurs connaissances et de leurs archives jacobines viennoises; Bert Andréas, de l'Institut Universitaires des Hautes Etudes Internationales à Genève, qui a mis à ma disposition sa bibliothèque de Socialistica et d'Encyclopédies germano-américaines, et qui a été mon premier lecteur critique; à Halle, le professeur Günter Mühlpfordt pour ses renseignements sur l'emploi ancien de "Kommunist"; Mme Dorothea Kuhn, Dr., conservatrice du Schiller-Nationalmuseum à Marbach am Neckar qui m'a aidé dans l'identification des articles utilisés de l'Allgemeine Zeitung; à Paris, Mme Hauteceur, conservateur en chef de la Bibliothèque de l'Institut, grâce à l'obligeance de laquelle j'ai pu travailler sur des ouvrages inaccessibles ailleurs; Françoise Lagier et Sophie Lutz, collaboratrices de l'Equipe Heine au C.N.R.S., qui ont effectué une part du travail de vérification de l'emploi de "communiste/isme" dans les années quarante du siècle dernier; Mme Edith Lançon, rédactrice aux éditions Le Robert

qui m'a communiqué certaines datations non encore entrées dans les dictionnaires; Léon Centner, directeur des éditions E.D. H.I.S., et Guy Putfin, archiviste aux Archives Nationales, qui m'ont aidé dans ma recherche de brochures rares ou inconnues; Mondher Sfar, auteur de trouvailles d'archives en ce domaine; à Tel Aviv, Walter Grab, directeur de l'Institut historique allemand, pour quelques fructueuses indications concernant la période révolutionnaire et d'ancien régime; à Trèves enfin, Wolfgang Schieder, professeur à l'Université, qui a mis à ma disposition les documents qu'il avait recueillis en vue d'un article qu'il prépare sur "Kommunismus/Sozialismus"; le secrétariat et la bibliothèque de la Karl-Marx-Haus que j'ai également mis à contribution, sans en oublier le Directeur, Hans Pelger, qui s'est proposé, dans la meilleure tradition internationaliste de 1840, de publier le résultat de cette recherche.

Aix-en-Provence, janvier 1977

Chauvirey-le-Châtel, juin 1979.

## ABREVIATIONS

AD	Archives Départementales (France)
AGSA	Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung
AHRF	Annales Historiques de la Révolution Française
AN P	Archives Nationales Paris
APP	Archives de la Préfecture de Police (Paris)
AZ	Allgemeine Zeitung (Augsbourg)
BBF	Bibliographie de la France
BdK I	Der Bund der Kommunisten, Band I (Berlin 1970)
BHVP	Bibliothèque Historique de la Ville de Paris
BN	Bibliothèque Nationale (Paris)
BU	Bibliothèque Universitaire
CABV	Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein (Londres)
IML	Institut du Marxisme-Léninisme (Berlin ou Moscou)
RDM	Revue des Deux-Mondes
SDF	Société Démocratique Française (Londres)
SDH	Société des Droits de l'Homme (Paris)

Afin de ne pas surcharger les notes, les ouvrages cités en référence le sont tous sous une forme abrégée qui comporte le seul nom de l'auteur, souligné; il est suivi de la date de publication lorsque cette dernière est utile à la compréhension historique (c'est en particulier le cas dans la discussion des datations lexicographiques); lorsque sont utilisés plusieurs ouvrages d'un même auteur, le nom de celui-ci est suivi du premier terme significatif de chaque titre. On trouvera à l'index bibliographique l'ensemble des titres complets auxquels il est fait référence dans le cours de l'étude.



PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE : LA TERMINOLOGIE COMMUNAUTAIRE  
DANS LE CHAMP DU VOCABULAIRE SOCIAL

Néologie. - Une Science nouvelle n'a-t-elle pas la faculté d'employer quelques mots nouveaux et de se créer au besoin une nomenclature complète?

Charles FOURIER Traité de l'association domestique-agricole (1822), tome I, p. iv.

## CHAPITRE PREMIER

### INTRODUCTION

Le communisme, de Nicolas-Edmé Restif (dit de la Bretonne aux Humanitaires et aux Justes de 1841/1842.

Voilà aussi comment aurait pu s'intituler cet essai sur l'origine et le développement des termes "communiste", "communisme" et d'un certain nombre d'autres apparentés, entre le dernier quart du 18e et les années quarante du 19e siècle. Avec le risque que le lecteur, ne sachant très bien où situer ces "Humanitaires" ou ces "Justes" inconnus, ne me soupçonne un peu vite, au seul nom apparemment trop connu de Restif, de confondre érotisme ou libertinage avec révolution sociale. Et cependant c'est bien à Restif, jusqu'à plus ample informé, qu'on doit "communiste" au sens moderne et "communisme" tout court.

Restif, un réformateur quasi méconnu

Etrange destin que celui de Restif "le peuple-auteur"<sup>1</sup>, plus réputé comme écrivain licencieux que comme réformateur social. Et cependant, sans même parler de son célèbre roman utopique en 4 volumes La Découverte australe par un Homme-volant, ou Le Dédale français (1781), une large partie de son oeuvre présente un aspect résolument social, au sens le plus large du terme. Il s'agit <sup>d'abord</sup> de la série des "Graphes" ou "Idées singulières": Le Pornographe ou Idées d'un Honnête-Homme sur

un Projet de Règlement pour les Prostituées (1769); La Mimos-  
graphe ou Idées d'une Honnête-Femme pour la Réformation du  
Théâtre National (1770); L'Educographe, encore appelé par  
l'auteur Le Nouvel-Emile (1770-1774); Les Gynographes ou Idées  
de deux Honnêtes-Femmes sur un Projet de Règlement proposé à  
toute l'Europe, pour mettre les Femmes à leur place, et opérer  
le bonheur des deux sexes (1777); L'Andrographe ou Idées d'un  
Honnête-Homme sur un Projet de Règlement proposé à toutes  
les Nations de l'Europe pour opérer une Réforme générale des  
mœurs, et par elle, le bonheur du Genre-humain (1782), ouvra-  
ge appelé aussi L'Anthropographe par l'auteur; Le Thesmographe  
ou Idées d'un Honnête-Homme sur un Projet de Règlement proposé  
à toutes les Nations de l'Europe pour opérer une Réforme géné-  
rale des Loix (daté de 1789, publié en 1790); Le Glossographe  
ou La Langue réformée, resté inachevé<sup>2</sup>. Et il faut ajouter  
à cette liste Le Paysan perverti de 1776, Le plus fort des  
Pamphlets, paru anonymement en 1789, ainsi que Monsieur-Nicolas  
ou Le Coeur-Humain dévoilé (1794-1797), etc. Cet homme, Mon-  
sieur Nicolas, Restif lui-même, un des grands écrivains  
de son siècle, fut de son vivant et reste auprès de la posté-  
rité victime en premier lieu de lui-même sans doute, mais aus-  
si et surtout de toutes les calomnies, de tous les sous-enten-  
dus bien-pensants et de la conspiration du silence, méconnu  
en mot même par bon nombre de ceux qui, à un titre ou à un  
autre font profession de parler de lui. On peut trouver dans  
l'ouvrage de James Rives Childs, parmi d'autres jugement plus  
fondés heureusement, l'essentiel des accusations colportées

de La Harpe à Brunetière et au-delà sur "le Rousseau du ruisseau", cet "auteur vulgaire", "au mauvais style et au mauvais goût", au "libertinage effrené", sur cet "aventurier du naturalisme" et sur ses lecteurs, "rares amateurs de gravures" graveleuses cela s'entend<sup>3</sup>. Voilà qui n'est pas pour surprendre si on considère que durant le dernier quart du 18<sup>e</sup> siècle, tandis que la bourgeoisie révolutionnaire s'emparait du pouvoir politique et consacrait en droit son pouvoir économique de fait, tandis que [REDACTED] sous le nom de liberté (du commerce et de l'industrie) elle asservissait à son tour la population laborieuse à ses desseins et que, devenue thermidorienne, installée, elle envoyait Robespierre puis Babeuf à la guillotine, Restif avait l'audace ou la naïveté - "le mauvais goût" - de proposer, depuis son Paysan perversi [REDACTED] jusqu'à Monsieur-Nicolas [REDACTED], un idéal de vie fondé sur la communauté des biens et des jouissances, en même temps qu'il demandait, en 1789, avant l'ouverture des Etats-Généraux, outre la suppression de l'Ordre du clergé, qui se dissoudrait dans la nation et "n'aurait rien à dire", la représentation politique de la partie la plus nombreuse de la population française, "la classe des Cultivateurs qui nous recrute tous" et "l'Ordre des Femmes" ou "Ordre des Mères, en nombre égal aux quatre autres", mesures assorties "de la délibération par tête"<sup>4</sup>, autant dire le suffrage universel réel, acquis en France en 1945 seulement, au sortir de la Résistance.

On comprend mieux pourquoi la France bourgeoise du 19<sup>e</sup>

siècle, "la France savante et lettrée, la France de l'Institut, la France qui n'a jamais cessé de porter du linge blanc sous sa carmagnole, cette France-là n'a jamais eu pour lui que surprise ou dédain"<sup>5</sup>, au point de les faire partager à ceux-là mêmes qui auraient pu se réclamer de l'idéal de Restif. Je n'en citerai ici que quelques exemples qui suffiront à illustrer la parfaite réussite du dénigrement systématique effectué à l'encontre de Restif. Ainsi François Villegardelle, un de ceux qui firent le plus [REDACTED] pour la diffusion des oeuvres du socialisme utopique ancien, qui avait publié en 1840 le Code de la Nature de Morelly et la première traduction française de Tomaso Campanella, La Cité du Soleil, consacra-t-il en 1845 dans une note de son Histoire des idées sociales avant la Révolution deux lignes au total à Restif, propres à détourner de le lire; citant divers romans utopiques, il déclare en effet [REDACTED]: "Je pourrais ajouter à cette liste la Découverte australe, de Rétif de la Bretonne, qui ne brille pas par la correction du langage"<sup>6</sup>. Un demi-siècle plus tard le directeur de la Revue Socialiste, Benoît Malon, écrit en introduction à un article qu'il rédige sur Restif, en 1889: "Avec Rétif de la Bretonne, nous n'avons pas affaire à un grand philosophe inconnu, mais à un fécond et incorrect romancier oublié et à un réformateur un peu confusionnaire qui fit grand bruit en son temps et dont on ne parle plus"<sup>7</sup>. Et après avoir résumé quelques pages du Paysan pervers et de La Découverte australe, cité le titre de Monsieur-Nicolas, qu'il n'a pas lu, de toute évidence, Malon conclut:

"Sa communauté tyrannique et répressive est un bain intolérable; sa prétendue conception novatrice, le cauchemar écrit d'un rétrograde en délire, d'un débauché repentant et dépassant toute borne dans la voie réactionnaire; c'est, pour tout dire une blâmable défaillance intellectuelle. C'est donc avec raison [...] qu'il n'est pas compté parmi les grands précurseurs socialistes du XVIIIe siècle"<sup>8</sup>. Conclusion qui mériterait à elle seule un long commentaire: d'une part sur l'ignorance feinte ou réelle de Malon de ce que le genre littéraire de l'utopie achevée, que ce soit celle de Platon, de Morus, Campanella, Restif, Goethe ou Weitling, donne nécessairement une vision close de l'avenir, à caractère autoritaire, voire dictatorial ou totalitaire, à la différence de l'utopie ouverte proposée par un Rabelais, un Charles Fourier ou un Gébé; d'autre part sur les critères moraux petits-bourgeois de Malon, sans parler de l'absence radicale de repentir chez Restif. De son côté enfin André Lichtenberger, historien du socialisme utopique au temps de la Révolution française, consacre bien dans un de ses ouvrages un chapitre à Restif, mis en compagnie de l'abbé Raynal et de Sébastien Mercier<sup>9</sup>. Il a raison sans doute de le classer parmi les réformateurs moralistes, mais on peut s'étonner de le voir en conclusion ranger Restif parmi les auteurs partisans de "la monarchie, de la religion et même du catholicisme"<sup>10</sup>; ou d'affirmer de Charles Gosselin et de Restif curieusement rassemblés qu'ils "ne sont pas dans la vraie voie du socialisme, se montrant plus égalitaires que communistes, et faisant preuve de senti-

ment chrétien plus que de velléités révolutionnaires"<sup>11</sup> .

Etrange destin que celui de ce néologue, un des plus féconds sans doute de son époque<sup>12</sup> , comparable seulement à un Luther, un Rabelais ou un Shakespeare pour la richesse de la langue, qui a inventé ou diffusé, parmi des dizaines d'autres termes qui se sont ou ne se sont pas imposés: "éditer" (1784), "mutualité" (1784), "communiste" (adj., 1785) "communiste" (subst., 1797), "anarchisme" et "communisme" (1797); termes que chacun, dans le domaine de la lexicographie, s'en va datant d'autres temps, d'autres auteurs<sup>13</sup> .

"Anarchisme", employé simultanément par Babeuf (autre important néologue) et Restif en 1797, est ordinairement daté de 1840 ou de 1842 et attribué à Proudhon; quant à "communiste" et "communisme", le premier passe pour une création de 1840 due à Cabet, quand ce n'est pas Lamartine qui l'aurait créé en 1834 ou Chateaubriand en 1836, et le second, daté de 1841, 1842 ou 1843 selon les cas, passe pour être de Lamennais, de Cabet, voire même de Heinrich Heine.

Il faut avouer à la décharge de la postérité que Restif ne lui a pas facilité la tâche dans ses quelques deux cents volumes, riches aussi d'innombrables répétitions, contradictions et paradoxes, dont le moindre ici n'est pas que ce créateur de langue française la considère comme "un jargon informe, dégénéré du latin, plus mobile que le sable, parce qu'il n'est pas fait, qu'il n'est pas une langue et peut-être ne le deviendra jamais"<sup>14</sup> ! Il n'en reste pas moins vrai que si J. Rives Childs a pu dénombrer de 1797 à 1949 plus de

vingt-cinq rééditions et traductions partielles de Monsieur-Nicolas, ou Le Coeur-Humain dévoilé, cette curieuse chronique en seize parties et plus de 5000 pages de la vie de Restif et du Paris révolutionnaire, aucune d'entre elles n'en reproduit les trois parties capitales, Ma Morale, Ma Religion et Ma Politique<sup>15</sup>, qui contiennent l'ultime profession de foi de Restif: morale naturelle, athéisme et communisme. Seules en effet ont tenté les éditeurs les treize premières parties auxquelles pourrait très partiellement s'appliquer cette épigraphe du sophiste Restif: "Si, quand j'eus toutes ces aventures, dont je rougis, j'avais été Républicain, je ne les aurais pas eues, et j'eusse été vertueux"<sup>16</sup>.

#### Les Hommes de la Liberté

Mais suum cuique, à chacun son dû, pour parler latin avec Restif. L'orientation de la recherche et la mise en chantier de cette mise au point d'histoire de la langue et de théorie politique reviennent à Claude Manceron, dont une remarque, au premier tome des Hommes de la liberté, allait à l'encontre des connaissances apparemment les mieux établies en ce domaine; en effet, à propos de la parution du Paysan perversi qui contient le premier plan de communauté de Restif, les "Statuts du Bourg d'Oudun, composé de la famille R\*\*, vivant en-commun"<sup>17</sup>, Manceron écrit: "Le terme de 'communisme' n'est pas employé dans le Paysan perversi; il le sera, fréquemment, vingt ans plus tard, dans le dernier volume de Monsieur-Nicolas, dont Restif voudra faire la somme de



sa vie et sa pensée"<sup>18</sup> . Or, toutes les études existant sur ce terme, des articles de Gabriel Deville ou Carl Grünberg à l'ouvrage fondamental de Hans Müller sur l'apparition et l'usage de "socialisme" et des termes apparentés, datent "communiste" au plus tôt de 1840 et "communisme" de 1841<sup>19</sup> . Un examen semblait [REDACTED] donc s'imposer.

D'une part il s'imposait pour moi de façon d'autant plus impérative que je me heurtais au problème "linguistique" de l'impact du vocabulaire social, socialiste et communiste français et anglais sur l'allemand dans l'étude des organisations politiques et des associations de culture ouvrière de l'émigration allemande en Suisse, en France, en Belgique et à Londres de 1832 environ à 1847/1848 (Association Patriotique Allemande/Deutscher Volksverein, Ligue des Bannis/Bund der Geächteten, Jeune Allemagne/Junges Deutschland, Ligue des Justes/Bund der Gerechten et Ligue des Communistes/Bund der Kommunisten, et leurs annexes), problème qui demandait à être résolu pour permettre de préciser les courants d'influence [REDACTED] anglais et français sur le mouvement ouvrier allemand naissant avant et pendant le débat avec la philosophie néo-hegélienne, le degré des changements de mentalité intervenus chez ces Allemands de l'étranger et les moyens de propagande mis en oeuvre par ces organisations en direction de l'Allemagne<sup>20</sup> . D'autre part, au cours de travaux en collaboration, avec Bert Andréas et Hans Pelger, sur les origines de l'internationalisme démocratique et sur les échanges intellectuels entre socialistes français et néo-hegéliens

allemands, il nous était apparu nécessaire de nous assurer des racines historiques, théoriques et linguistiques du courant socialiste et communiste des années quarante du 19<sup>e</sup> siècle sur lequel se greffent les premières manifestations de cet internationalisme démocratique<sup>21</sup>. Une recherche effectuée sur l'emploi du terme "congress/congrès/Kongreß" par les socialistes anglais puis français et par les communistes allemands et sur son évolution sémantique entre 1830 et 1847 venait aussi de me convaincre de l'insuffisance des outils lexicographiques en ce domaine, étant donné l'absence de dépouillement systématique, ou même de consultation pure et simple par leurs auteurs de la presse et des brochures politiques<sup>22</sup>. Et, comme l'écrit un orfèvre en la matière, B. Quemada, auteur de Matériaux pour l'histoire du vocabulaire français: "Pour divers motifs, dont les impératifs commerciaux ne doivent pas être les moindres, les dictionnaires étymologiques les plus utilisés ne citent qu'exceptionnellement leurs sources, et - plus grave encore - omettent de préciser la signification exacte qu'ils datent. Ainsi présentées, les datations brutes, dépouillées de tout contexte, restent pratiquement sans valeur [...]. On notera aussi à diverses reprises l'absence de référence précise pour des datations communément admises dans tous les répertoires"<sup>23</sup>. D'un autre côté enfin, les publications récentes de Franzjoseph Schuh et Alfred Körner sur le jacobinisme allemand venaient de mettre à jour l'emploi, dès 1794, du terme "Kommunismus" à Vienne au cours de l'interrogatoire du réformateur et jacobin Andreas Riedel<sup>24</sup>.

L'examen devait se révéler instructif à bien des égards, ou, pour le dire avec Lucien Febvre, "faire l'histoire d'un mot, ce n'est jamais perdre sa peine"<sup>25</sup>, surtout si on peut par là déboucher sur un plus vaste champ de langage et d'activité humaine. Il apparaît en premier lieu que l'emploi de "communiste" et "communisme" par Restif n'était pas entièrement inconnu, sauf des lexicographes, des historiens de la langue et de ceux du communisme, ou du moins que jamais, à une exception près non suivie d'effet, le lien n'avait été fait des études restiviennes, bibliographiques, historiques ou littéraires, à celles de linguistique et de civilisation. La tendance communautaire de Restif est notée pour la première fois sans doute par Xavier de Montépin en 1849 dans un article du journal L'Assemblée Nationale<sup>26</sup>. L'année suivante, de façon plus solide et intéressante Pierre Leroux montre ce que Fourier et les autres utopistes français doivent, sans le dire, à Restif<sup>27</sup>, et Gérard de Nerval qui a lu Monsieur-Nicolas, grâce sans doute à son ami le bibliophile et démocrate Paul Lacroix, déclare sans ambage et à très juste titre: "En politique et en morale Restif est tout simplement communiste"; et il intitule plus loin un des chapitres de son étude "Restif communiste"<sup>28</sup>; mais qui irait croire ce farfelu de Leroux et le poète "■ à la tour abolie", cet irresponsable de Nerval! La meilleure étude ancienne sur les idées communautaires de Restif est celle de Lindemann (1913): mais analysant les passages de Monsieur-Nicolas qui se rapportent au communisme, il ne fait pas apparaître l'usage du terme par Restif<sup>29</sup>.

Le premier à noter expressément l'emploi de "communiste" adjectif par Restif, ou plutôt dans une lettre de V. d'Hupay à Restif et publiée par ce dernier, est Paul Lacroix<sup>30</sup> dans sa Bibliographie de 1875; et le premier à ma connaissance à avoir relevé l'usage de "communisme" dans Monsieur-Nicolas est Pringault en 1913: son article est des plus médiocres, et datant les derniers livres de Monsieur-Nicolas de 1794 (comme les premiers), il en fait une sorte de prophétie de la conjuration des Egaux, alors que Restif y parle par exemple de l'exécution de Babeuf et de Darthé. Une de ses remarques cependant reste valable: "Dans les histoires et dictionnaires socialistes où il est parlé abondamment de Morus, Campanella et autres utopistes, Restif n'est jamais mentionné"<sup>31</sup>. Vient ensuite l'académicien soviétique Ioannissian qui publie une traduction russe de La Découverte australe et un certain nombre d'études sur le communisme utopique de Restif<sup>32</sup>. Cependant et malgré ces diverses approches, il faut croire que le champ "Restif et le communisme" n'avait pas encore été suffisamment travaillé puisque rien jusque là n'y avait été moissonné pour l'histoire de la langue et des doctrines<sup>33</sup>.

En revanche il faut signaler un certain nombre de fausses pistes ou d'anachronismes flagrants à propos desquels Bestor écrit par exemple: "The word communism appears in the indexes of certain modern editions of 17th-century writings, but in every instance the word does not appear in the passages referred to"<sup>34</sup>. On pourrait ajouter: dans des oeuvres / concernant le 18e et début 19e siècle parfois. Ainsi dans l'introduction

en français au Code de la Nature de Morelly, l'académicien soviétique Volguine semble attribuer à Babeuf un premier usage du terme "communisme". En 1797, écrit-il, "Babeuf dans son plaidoyer, se référa à Diderot comme à l'auteur du Code, l'appelant 'le maître du communisme'." <sup>35</sup> L'examen de la Défense générale de Babeuf, où ce dernier se réfère effectivement à Morelly qu'il nomme Diderot, révèle bien l'emploi d'un certain nombre de superlatifs à l'adresse de l'auteur des "pages immortelles" ou des "oracles saints" du Code: il est, selon Babeuf, "le plus déterminé, le plus intrépide, j'ai presque dit le plus fougueux athlète du système", c'est-à-dire du système du "bonheur commun", de la "communauté des biens" <sup>36</sup>; mais à aucun moment n'apparaît le mot "communisme", dû sans doute chez Volguine à un effet de contamination dans la traduction du russe. Babeuf pour sa part utilisait en 1795-1797 le terme de "plébéianisme". Il est courant également de voir projeter par certains dans le passé une terminologie plus ou moins adéquate: c'est le cas par exemple de W. Schulz dans son long article Communismus (1846), dont l'information est extrêmement riche mais la méthode et la formulation défectueuses dans la mesure où toute tendance égalitaire, toute amorce de justice sociale de la haute antiquité au 18e siècle est qualifiée de "communistisch", et les [ ] théories les plus diverses qui les sous-tendent de "Communismus" <sup>37</sup>.

La recherche de ce vocabulaire dans les textes et les archives, depuis Restif, Babeuf et leurs maîtres philosophes utopistes jusqu'aux communistes humanitaires, unitaires,



icariens, weitlingiens, etc. des années quarante m'a permis non seulement de proposer des datations plus précises de "communiste" et "communisme" en français, en allemand et en anglais, de suivre leur évolution sémantique et de faire apparaître l'existence de doublets oubliés comme "communautiste", "communismal", "communionisme", "communaliste", etc., mais elle a surtout présenté l'avantage de ramener à la surface avec ces termes un certain nombre d'autres qui les accompagnent pour ainsi dire naturellement - "prolétaire", "prolétariat", "classe ouvrière", "classe bourgeoise", "révolution bourgeoise", etc. - et qui délimitent avec les premiers le champ de tension sociale, les luttes de classes, dans lequel naissent tous ces vocables. L'utopie communautaire de la fin du 18e siècle, de la Maison de réunion de Victor d'Hupay au Manifeste des Egaux de Maréchal ou au Projet de décret économique de Buonarroti, en passant par Homo hominibus, le poème latin de Hebenstreit, a, dans des circonstances variables et à des moments différents, une commune origine, la survivance de communautés et de coutumes rurales archaïques dans lesquelles vit encore la conscience rebelle des "communes bourgeoises" des 12e et 13e siècles, et sur lesquelles vient se greffer une réflexion née du Contrat social, de l'Emile et du Code de la Nature. Et en 1794/1797 les néologismes de "Kommunismus/communisme" sont en relation directe avec l'actualité politique: [REDACTED] la Commune de Paris, les Sans-culottes, puis la conjuration babouviste; ce qui en explique pour une part sans doute la disparition du langage

(ou seulement du langage écrit?) plus de quarante ans durant, jusqu'à ce que le mouvement néo-babouviste vienne leur donner une seconde naissance à laquelle ni Lamennais ni Chateaubriand n'ont de part.

L'analyse entreprise amène à constater aussi, dans cette période intermédiaire, d'une part un véritable foisonnement de vocables neufs ou renouvelés, de "sociétaire" à "industrialisme", de "mutualisme" à "coopération", destinés chez leurs auteurs (Fourier, Saint-Simon, Owen, etc.) à définir une approche nouvelle, non plus révolutionnaire le plus souvent mais réformiste, du phénomène social. D'autre part cet examen permet également de mettre à jour, comme en [REDACTED] la personne de Marc-Antoine Jullien (de Paris), d'Emile Babeuf, d'Hésine père et fils, de Joseph Rey de Grenoble, des frères Charavay, etc., de liens possibles et tangibles, autres que le seul Buonarroti dont l'importance reste indéniable, entre babouvisme et néo-babouvisme, et dévoiler ainsi pour une part le cheminement souterrain du vocable et de la chose communautaires entre 1793/1797 et 1840. Intéressant enfin du point de vue linguistique et hautement significatif du point de vue social et politique est le phénomène de l'extension internationale immédiate des termes "communiste" et "communisme" lors du renouveau de 1840 en "communist" et "communism" pour l'anglais, en "Kommunist", "kommunistisch" et "Kommunismus" pour l'allemand. Dès la fin des années quarante d'ailleurs le phénomène d'échanges réciproques dans le domaine du vocabulaire social et politique entre l'anglais et le français et

d'emprunts à sens unique de l'allemand à ces deux langues commencera à s'inverser partiellement: la terminologie des socialistes et des marxistes allemands va alors se mettre à passer dans le français et l'anglais. Mais ce processus, dont j'ai noté à l'occasion certains exemples aux rubriques concernées du Lexique, dépasse les bornes de ce travail et ouvre une perspective sur un autre champ de recherche au sein de ce que Moses Heß appelait la "Triarchie européenne".

### Présentation

Pour ce qui est de ce travail, sa présentation en trois parties nettement distinctes encore que complémentaires et imbriquées - analyse historique et socio-linguistique, pièces justificatives annotées, lexique - tient plus à la matière traitée qu'à un choix a priori.

### Lexique

Le Lexique, pour commencer: étant donné le nombre relativement élevé de termes du vocabulaire politique et social à caractère communautaire, démocratique-révolutionnaire, égalitaire et humanitaire dont la ou les significations, datations et évolution sémantique sont relevées au cours de l'analyse, leur classement alphabétique dans chacune des trois langues envisagées allait de soi. Toute autre solution aurait présenté l'inconvénient de surcharger le texte d'excursus et de notes. Chacun des termes ainsi répertorié dans le



Lexique apparaît d'abord entre guillemets dans le corps du texte, accompagné ou non de notes explicatives.

### Pièces justificatives

Les quelques cinquante documents annotés<sup>38</sup> qui constituent la seconde partie, sont étalés dans le temps de 1769 à janvier 1842, à quelques exceptions près, et sont destinés à illustrer la naissance et l'évolution d'un certain nombre de ces vocables communautaires, égalitaires, etc. jusqu'à l'aube du grand débat théorique et de la création des organisations d'où naîtront socialisme, communisme et internationalisme modernes; ils sont destinés aussi et surtout à mettre ces vocables en situation, à faire apparaître par la simple chronologie les temps forts comme les temps morts de la pensée et des organisations de tendance communautaire. Mieux que le simple appareil lexicographique, ils permettent de saisir l'émergence d'un langage nouveau à la frontière du non-dit, de la langue parlée et de la langue écrite: si les inventions verbales d'un Mirabeau et d'un Restif semblent bien dès l'origine écrites en même temps que pensées, ayant par là vocation culturelle immédiate, voulue par leurs auteurs, celles des brouillons, interrogatoires, réquisitoires, lettres ou comptes-rendus de Babeuf, de Riedel, de Poinot, des Travailleurs Egalitaires, des Humanitaires, de Barmby, de Weitling, de Savary, etc. sont arrachées pour ainsi dire à l'oral

éphémère qui les créait par des concours de circonstances plus ou moins fortuits qui seuls désormais permettent de déterminer les phases de conception/conceptualisation, avancée et régression, enrichissement et extension de sens, disparition apparente, cheminements souterrains et résurgences de ce langage nouveau, sans qu'on puisse pour autant prétendre à l'exhaustivité car il reste toujours possible, au détour d'une lecture ou d'une recherche, de corriger telle datation, de découvrir tel terme nouveau ou tel emploi inédit. Ils permettent aussi, s'il en était besoin, de constater que tout langage humain, fondamentalement et sous peine de devenir rite ou langue de bois, "paroles gelées" comme dit Rabelais, n'est ni un donné éternel ni une structure abstraite, mais un outil d'appréhension et de transformation du réel, continuellement transformé lui-même, abandonné, repris, diversifié, recréé par des hommes. Il va de soi, étant donné la nature des sources retenues au terme de l'investigation, que les documents ainsi rassemblés sont d'origine et de valeur littéraires fort variables comme de longueur fort inégale. Textes théoriques perdus à l'occasion dans une chronique ou un roman, articles de presse ne valant que par la date d'emploi d'un terme, lettres personnelles, pièces de police ou de justice, polémique par tract, journal ou brochure, presse clandestine, etc. constituent en effet la source littérairement hétérogène où il a fallu puiser l'information sur les vocables en question, et on ne pouvait attendre de leurs auteurs qu'ils calibrent à l'avance leur contribution parfois bien involontaire. Certains documents ne dépassent donc pas quelques lignes tandis que d'autres courent sur des pages.

## Historique

Dans l'analyse elle-même et l'introduction aux différents documents j'ai été amené enfin à aborder tour à tour des problèmes aussi divers que ceux posés par l'ethnographie rurale, les luttes politiques de la Révolution, les débats de théorie communautaire, les interférences de la politique et de la lexicographie, passant de la biographie de tel ou tel créateur [REDACTED] ou porteur de langage neuf à l'historique d'un groupe de partisans de la communauté, de la datation d'une brochure, d'une lettre ou d'un article de journal à une mise au point sur une grève, une prison, un procès politique; ce qui s'explique d'une part par cette diversité des documents, déjà soulignée, d'autre part par l'existence ou non de recherches antérieures utilisables dans tel ou tel cas. C'est-à-dire par la diversité des problèmes posés à l'analyse du phénomène historique variable de la création, de la diffusion (synchrone) et de la transmission (diachronique) de ce langage communautaire par des hommes souvent obscurs ou inconnus mais très concrets, dans des situations et sous des régimes aussi divers que ceux qui, des Lumières ou du Joséphisme à la Monarchie [REDACTED] bourgeoise, couvrent trois quarts de siècle de révolution industrielle et politique en Europe. Si j'avais à justifier ce travail nécessairement multidisciplinaire, et à ce titre délicat à maîtriser par un seul, je citerais cette réflexion récente de Georg Knepler sur le métier d'historien: "Arbeitsteilung ist eine vertrackte Sache. Entbehrlich ist

sie nicht, aber wenn man ihren Gefahren nicht entgegenwirkt, kann sich der Segen der durch sie ermöglichten Spezialisierung in Fluch verwandeln: der Zusammenhang zwischen den von Spezialisten aufgedeckten Tatbeständen und Prozessen kann verlorengehen. [...] Universalgeschichte, die wohl uns allen wünschenswert scheint, haben wir noch nicht produziert"<sup>39</sup> .

Ou bien cette devise de politique théorique et pratique empruntée à Napoléon Lebon dans son Instruction de septembre 1833 aux associations ouvrières: "Les événements, les doctrines et les hommes sont de notre compétence"<sup>40</sup> .

Il me faut encore signaler, pour conclure cette présentation, que le but de la présente recherche étant de dater l'apparition des vocables communautaires en français, en anglais et en allemand et de les présenter en situation, il était exclu de procéder à une traduction des termes eux-mêmes, des citations ou des documents, "traduction" qui non seulement aurait été plus que jamais peut-être une "trahison" mais surtout aurait tourné aussi sûrement qu'à Babel à la "confusion des langues".

## CHAPITRE II

### DES COMMUNAUTES ET DES COUTUMES RURALES ARCHAÏQUES A L'UTOPIE COMMUNAUTAIRE DE LA FIN DU 18<sup>e</sup> SIECLE

#### Communiste

"Communiste" au sens ancien, membre d'une commune médiévale ou d'une communauté de main-morte, adjectif et substantif est attesté au plus tard depuis le 15<sup>e</sup> siècle, terme de formation savante directement dérivé du latin "communis" ou de "communista", à supposer que ce ne soit pas ce dernier, de bas-latin, qui a été forgé sur celui de langage vernaculaire<sup>41</sup>. Hors du domaine de la langue française le terme connu, en particulier sous ses formes latines et allemandes, "communista, -ae" et "Communist, -en", une première évolution d'emploi vers le sens moderne dans certains groupes minoritaires d'Anabaptistes de Moravie, pacifistes et partisans de la communauté des biens (et chez leurs adversaires) au cours du dernier tiers du 16<sup>e</sup> siècle et des deux premières décennies du 17<sup>e</sup>: le phénomène est attesté tant en latin qu'en polonais, en allemand et, du fait de la dispersion, en néerlandais, peut-être même en anglais<sup>42</sup>. Cependant ce premier usage de "communiste" à connotation moderne reste un cas isolé, sorte de bloc erratique dans le monde féodal et rural d'avant la révolution industrielle et politique du 18<sup>e</sup> siècle. A preuve la création du doublet latin "communicantes", français "communicants" pour désigner aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles ces mêmes Anabaptistes commu-

nautaires - encore que l'allemand "Communisten" semble être encore d'un usage (rare) jusque vers la fin du 17<sup>e</sup> siècle<sup>43</sup> ; à preuve surtout que, lorsque le marquis Victor de Mirabeau utilise le terme en français en 1769 dans un de ses ouvrages d'économie agricole, il en présuppose la connaissance chez le lecteur au sens de membre d'une communauté de main-morte, c'est-à-dire d'une forme économique de type féodal tout à fait archaïque, et sans aucune référence socio-religieuse ou révolutionnaire<sup>44</sup>. A preuve enfin l'histoire du terme depuis la fin du 18<sup>e</sup> siècle en français, en anglais et en allemand.

Outre "communier" et "communiste", le français populaire possédait depuis les 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> siècles une quantité de termes issus de l'adjectif plus ancien "commun" et de ses dérivés "commune" et "communal" pour désigner dans la vie sociale, économique et religieuse tout ce qui avait trait à un usage ou à droit collectif: entre autres "communable", "communage", "communaille", "communalier", "communalité", "communance", "communer", "communiquer", "communeté/communauté", "communauté", "communion", etc. Or, à partir de la fin du 13<sup>e</sup> siècle, par la multiplicité des relations entre la France et l'Angleterre (Aquitaine, Anjou, Normandie), au nombre desquelles il ne faut pas négliger la guerre de Cent ans (1339-1453), la presque totalité des termes de la racine "commun" passent du français à la langue anglaise, pour laquelle dépouillements de textes et datations ont été effectués, comme en français, d'assez longue date<sup>45</sup>. Le délai mis à cette transposition, après leur apparition en français, est d'ordinaire de quelques décennies, parfois de quelques années seulement. On voit ainsi fleurir:

"common", "commonable", "commonage", "commonality", "commoner", "commonness", "communance", "commonty/communalty/community", "commune", "communer", "communion", "communionist", etc. Il en va de même pour l'allemand où un nombre considérable de ces mêmes termes a été introduit à partir du français (parfois de l'italien ou de l'anglais), aux 13e et 14e siècles par le biais des adaptations littéraires, plus tard, en particulier aux 17e et 18e siècles, sous l'influence alors prédominante de la culture française dans les cours allemandes; enfin aux 19e et 20e siècles dans la langue politique et administrative. Mais en ce qui concerne l'allemand, contrairement au français et à l'anglais, on ne peut à l'heure actuelle dater l'usage de la plupart de ces termes au moyen des ouvrages courants car, s'ils sont répertoriés dans les encyclopédies et grands dictionnaires des 19e et 20e siècles, ils n'y sont pas datés, et ils n'apparaissent pas dans les instruments lexicographiques antérieurs, de la fin 17e à la fin 18e siècle<sup>46</sup>.

En ce qui concerne "communiste": d'une part malgré l'existence assurée en français du terme XXXXXXXXXX dans son double sens ancien depuis le 15e siècle au moins, il semble n'avoir pas été d'usage courant écrit (ou généralisé sur l'ensemble du pays) jusqu'au dernier tiers du 18e siècle, étant donné que Brunot ne l'a pas rencontré avant 1769; en revanche l'usage oral paraît s'en être maintenu, au sens déjà différent d'usufruitier sur un bien communal, dans le sud-est de la France puisque c'est dans cette région qu'on le voit réapparaître, après l'usage qu'en fait Mirabeau, lui même d'origine proven-

çale, lors de la rédaction des cahiers de doléances pour les Etats-Généraux de 1789 et de la préparation du partage des communaux en 1792/1793<sup>47</sup>. Avec la constitution définitive de la propriété bourgeoise et sa sanction juridique dans le Code civil (1804) se développe, par l'interprétation de ce dernier dans l'enseignement du droit au début du 19e siècle, un sens déjà existant de "communier" et nouveau de "communiste", à savoir copropriétaire dans l'indivision<sup>48</sup>. D'autre part, et malgré la transposition attestée de "communiste" en son sens ancien en latin, en polonais et en allemand, hypothétique en anglais, il semble bien que le terme, également d'emploi rare dans les autres pays européens, sauf chez les Anabaptistes de Zwickau et en un sens déjà dérivé, avait disparu de l'usage de le 17e siècle pour ne réapparaître, massivement cette fois et ~~en certains de ses sens nouveaux, juridique et politique, que~~ postérieurement à 1840, par un nouvel emprunt au français<sup>49</sup>.



"La main-morte doit disparaître" (Voltaire)

Lorsque le mot "communiste" réapparaît en 1769 sous la plume de Mirabeau, "l'ami des hommes", la notion qu'il recouvre a une histoire qui remonte aux origines de la féodalité, voire au-delà sans doute. Ainsi le juriste Jean-Baptiste-Victor Proudhon, interprète du Code civil, consacre-t-il une large part de ses chapitres sur les biens communaux à un historique qui remonte à la fin de l'Empire romain; selon ses sources médiévales, "avant la conquête des Francs, les villes, bourgs et villages qui étaient répandus dans la Gaule et que nous désignons aujourd'hui sous la dénomination générale de communes, avaient chacun leur propriété foncière; car les fonds ont été communs avant d'être partagés"<sup>50</sup>. En cette seconde moitié du 18e siècle, "communiste" a deux significations distinctes, que confond d'ailleurs Brunot: l'une se rattache à l'existence, dans la société d'ancien régime, de gens et de biens dits de main-morte constituant des communautés; l'autre

se rapporte à des coutumes de pâture du bétail ou de défrui-  
tage sur des terrains communs ou d'usage saisonnier commun.

Dans sa première signification, attestée par Mirabeau, il a même une double acception, selon qu'il s'agit de gens ou de biens de main-morte. Les gens de main-morte étaient à l'origine une catégorie de serfs privés de certains droits, dont celui de disposer de leurs biens quand ils n'avaient pas d'enfants: c'est le seigneur qui était leur héritier; cette situation juridique de haute féodalité, en régression depuis le 16<sup>e</sup> siècle, limitée par Louis XIV, combattue par les philosophes des Lumières, subsistait au 18<sup>e</sup> siècle, surtout sous forme de communautés rurales dont les membres n'avaient pas de biens propres, dans certains districts de l'Orléanais, du Nivernais, de Franche-Comté<sup>51</sup>, etc. Conformément au vœu de la bourgeoisie éclairée, d'un Voltaire qui écrivait par exemple: "Les lémures et le sabbat fuyaient à l'apparition du jour; la main-morte doit disparaître devant la raison, la religion, la justice et la politique"<sup>52</sup>, la main-morte personnelle sera abolie par la Constituante en 1790 en même temps qu'était rapportée la législation régissant les biens de main-morte. Quant à ceux-ci, ce sont des biens possédés à l'état d'indivision par des collectivités autres que la couronne et les communes, c'est-à-dire par des "collections de particuliers incessamment renouvelées et qui par suite ne meurent pas. [...] Etaient biens de main-morte avant 1789: les biens du clergé [...]; des universités et collèges; ceux des corporations d'arts et métiers; ceux enfin des établissements de bienfaisance et des fondations charitables"<sup>53</sup>. C'est principalement les propriétaires de cette

catégorie de biens fonds que Mirabeau qualifie de "communistes". Cette situation de gens et de biens de main-morte souvent confondus subsistera dans certaines communautés d'Europe centrale et en Russie, sous la forme du mir, jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle<sup>54</sup>.

Le phénomène est suffisamment important pour que dans leur analyse des divers modes de production, Marx et Engels s'y soient longuement intéressés, ainsi qu'en témoignent notes de lecture, extraits, correspondance et quelques passages du Capital<sup>55</sup>. Dans un brouillon de réponse en français à Vera Sassoulitch, Marx écrivait en 1881: "Les communautés primitives ne sont pas [redacted] toutes taillées sur le même patron. Leur ensemble forme au contraire une série de groupements sociaux qui diffèrent et de type et d'âge et qui marquent des phases d'évolution successives. Un de ces types qu'on est convenu d'appeler la commune agricole est aussi celui de la commune russe. Son équivalent à l'Occident, c'est la commune germaine, qui est de date très récente [par rapport à l'Orient]. Elle n'existait pas encore au temps de Jules César et elle n'existait plus quand les tribus germaniques venaient conquérir l'Italie, la Gaule, l'Espagne, etc. A l'époque de Jules César il y avait déjà une répartition annuelle de la terre labourable entre des groupes, les gentes et les tribus, mais pas encore entre les familles individuelles d'une commune; probablement la culture se fit aussi par groupes, en commun. Sur le sol germain même cette communauté du type plus archaïque s'est transformée par un développement naturel en commune agricole, telle que l'a décrite Tacite.

Depuis son temps nous la perdons de vue. Elle périt obscurément au milieu des guerres et migrations incessantes; elle mourut peut-être de mort violente. Mais sa vitalité naturelle est prouvée par deux faits incontestables. Quelques exemplaires épars de ce modèle ont survécu à toutes les péripéties du Moyen Age et se sont conservés jusqu'à nos jours, par exemple dans mon pays, le district de Trèves. Mais ce qu'il y a de plus important, nous trouvons l'empreinte de cette 'commune agricole' si bien tracée sur la nouvelle commune qui en sortit, que Maurer, en déchiffrant celle-ci, put reconstruire celle-là. La nouvelle commune, où la terre labourable appartient en propriété privée aux cultivateurs, en même temps que forêts, pâtures, terres vagues etc. restent encore propriété commune, fut introduite par les Germains dans tous les pays conquis. Grâce au caractère emprunté à son prototype, elle devenait pendant tout le Moyen Age le seul foyer de liberté et de vie populaires.

On rencontre la 'commune rurale' aussi en Asie, chez les Afghans etc., mais elle se présente partout comme le type le plus récent et, pour ainsi dire, comme le dernier mot de la formation archaïque des sociétés." Et poursuivant son analyse sur la transformation de la commune rurale en propriété privée individuelle, il note: "Mais est-ce dire que la carrière historique de la commune agricole doit fatalement aboutir à cette issue? Point du tout. Son dualisme inné admet une alternative: son élément de propriété l'emportera sur son élément collectif, ou celui-ci l'emportera sur celui-là. Tout dépend

du milieu historique où elle se trouve placée"<sup>56</sup> .

La seconde signification de "communiste" relevée par Brunot dans les cahiers de 1788/1789 établis avant la réunion des Etats-Généraux et surtout dans les débats de 1791-1793 à l'occasion du partage des biens communaux<sup>57</sup> , et qui correspond selon Marx à la dernière phase d'évolution de la "commune rurale avant sa transformation en propriété privée, a trait à d'anciens droits de pâture et de parcours du bétail ainsi que de défruitage et de bûcherage: sont dits "communistes" des individus ou des communautés qui "communient", c'est-à-dire qui ont un droit de jouissance sur un terrain commun. "Dès l'épi coupé, dès le fruit essentiel du travail recueilli, le champ revenait à la communauté. Il était interdit au possédant ou propriétaire de couper la paille; l'usage de la faucille était en beaucoup d'endroits obligatoire et celui de la faux interdit, à plus forte raison celui d'engins mécaniques, qui coupent au ras du sol. La paille appartenait à la collectivité; bien qu'elle manquât aux cultivateurs pour la litière des bêtes et la production de fumier [...] elle servait à chauffer les fours, à couvrir les toits, à fabriquer des sièges ou paillasons pour tous les habitants du village. Dès l'épi coupé, ceux-ci se répandaient dans les champs et ramassaient, sous les pieds des moissonneurs, les épis tombés (droit de glanage), puis la paille (droit de chaumage). [...] Les champs dépouillés étaient alors abandonnés au bétail dans toute l'étendue de la communauté (droit de parcours, vaine pâture). Dans les prairies, seule la première herbe appartene-

nait de droit aux 'laboureurs', c'est-à-dire aux paysans aisés, possesseurs du sol; d'où l'interdiction de clore champ ou prairie"<sup>58</sup>. Ces droits, qui ont fait l'objet de contestations séculaires dans les campagnes<sup>59</sup>, ont subsisté sous le nom de "commune pâture" ou "vaine pâture" dans certaines régions jusqu'au milieu du 20e siècle, et au-delà, le terme de "communiste", cela va de soi, n'y étant plus attaché depuis le milieu du siècle dernier, vraisemblablement depuis 1848.

J'en donnerai ici un témoignage - sans doute un des derniers - qui prouve que, deux siècles après la mort de Voltaire et un après celle de Marx, combien pour être déjà archaïque à leur époque cette forme de production et de société a cependant laissé des traces jusque de nos jours. Autant que je le connaisse encore d'expérience pour avoir "gardé les vaches" dans ma Franche-Comté natale, l'usage de la vaine pâture était devenu le suivant: le bétail est conduit après la moisson sur les terres cultivées en céréales et après la seconde fenaison (regain) sur les prairies naturelles. La propriété individuelle de chaque parcelle est ainsi remise à l'usage commun de façon saisonnière, ce qui suppose naturellement un minimum de concertation dans le choix des cultures. Cet usage a reculé: devant la transformation des prés et prairies en pâtures permanentes closes; devant l'extension des prairies artificielles; et devant l'emploi des herbicides dans les cultures céréalières qui rendent sans objet la dépaissance sur les chaumes nus. Ce recul de l'usage communautaire, amorcé au début du 20e siècle seulement, et qui a naturellement été

accompagné de débats passionnés entre partisans et adversaires du fil de fer barbelé, plus récemment des clôtures électriques, a cependant été arrêté pour un temps par les guerres mondiales qui ont, à deux reprises, freiné la tendance individualiste et concurrentielle à la fermeture définitive de la propriété privée au profit de la tendance communautaire du pacage commun. Un rôle analogue jouent d'ailleurs encore périodiquement, quoique de façon non durable, les catastrophes naturelles, telle dernièrement la sécheresse de 1976.

"La propriété particulière source du mal absolu" (Morelly)

Devant l'écart grandissant entre l'opulence aristocratique ou bourgeoise et la misère populaire, la critique sociale au cours du 18<sup>e</sup> siècle se radicalise et, ce faisant, théorise les constatations empiriques éparses des observateurs de la société. Dès 1846 W. Schulz en faisait la remarque:

"Vom 18. Jahrhundert an trat die communistische Lehre theils nur in einzelnen Andeutungen, theils schon etwas vollständiger ausgebildet und in mehr wissenschaftlicher Fassung auf; immer jedoch im Zusammenhang mit einer religiösen oder philosophischen Weltanschauung, ob diese nun christlich hieß, oder deistisch, theistisch oder atheistisch-materialistisch war"<sup>60</sup>

Cette critique est confiée tantôt au secret, mal gardé, d'un testament intellectuel, comme c'est le cas de celui du curé Meslier<sup>61</sup> ; tantôt elle se fait jour dans un ouvrage manuscrit

diffusé à la main et sous le manteau: Diderot laissa ainsi circuler des copies non signées de son Supplément au voyage de Bougainville, se gardant bien de le faire imprimer en raison des risques d'embastillement<sup>62</sup> ; dans d'autres cas il s'agit de publications anonymes comme celles du bénédictin Dom Deschamps<sup>63</sup> ou de Morelly, dont le Code de la Nature ou Le véritable esprit de ses loix, de tous tems XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX négligé ou méconnu, paru à Amsterdam en 1755, fut attribué à Diderot jusqu'en plein 19e siècle<sup>63</sup> ; enfin de publications avouées par leur auteur mais paraissant hors d'atteinte de la censure à La Haye, Londres ou Amsterdam, je pense en particulier à deux oeuvres au retentissement énorme, signées du "citoyen de Genève" Jean-Jacques Rousseau, Discours sur l'origine, et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes et Du Contract social, ou Principes du droit politique parues à Amsterdam respectivement en 1755 et 1762.

Quelles qu'elles soient, ces critiques pourraient porter en exergue cette formule de Morelly: "J'ose ici conclure qu'il est presque mathématiquement démontré que tout partage, égal ou inégal, de biens, toute propriété particulière de ces portions, sont, dans toute société, ce qu'Horace appelle summi materiam mali [la source du mal absolu]"<sup>64</sup> ; ou celle de Rousseau, de la même année 1755: "Le premier qui ayant enclos un terrain, s'avisa de dire, ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreur, n'eût point épargnés au Genre-hu-



main celui qui arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables: Gardez-vous d'écouter cet imposteur; Vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la Terre n'est à personne"<sup>65</sup>. On oublie trop souvent à propos de cette dernière phrase qu'elle est de Rousseau à qui la doivent les égalitaires et communautaires de la fin du siècle<sup>66</sup>. Mais ces derniers l'actualisent dans le contexte de la Révolution: à Antonelle par exemple qui, reprenant le mythe rousseauiste des origines, écrivait à Babeuf: "Nous parûmes un peu tard au monde l'un et l'autre, si nous y vinmes avec la mission de désabuser les hommes sur le droit de propriété"<sup>67</sup>, Babeuf répond par un essai d'analyse historique: "Je conteste l'opinion qu'il nous eût été plus avantageux d'être venus moins tard au monde pour accomplir la mission de désabuser les hommes, par rapport au prétendu droit de propriété. Qui me désabusera, moi, de l'idée que l'époque actuelle est précisément la plus favorable [...] ? D'abord, est-ce d'ordinaire avant que le mal d'un abus se fasse sentir qu'on songe à le détruire? Or, les hommes, toujours imprévoyans. quand ils ont laissé introduire le droit de propriété particulière, n'ont pas pressenti tous les inconvéniens qui alloient en résulter. [...] Et lors même qu'on leur eût crié: Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et la terre à personne, je doute qu'ils eussent rien écouté, ou bien ils ne l'auroient pas voulu croire. [...] Ensuite, quand le mal s'est bien fait sentir, il s'étoit glissé imperceptiblement, on en étoit arrivé à devoir le juger tout naturel, on ne

) savoit plus trop d'où il venoit; il résultoit de toutes cir-  
 constances qu'on étoit accoutumé à voir, que l'on prenoit  
 pour l'ordre immuable et fatal: l'ignorance, la superstition  
 et l'autorité s'étoient liguées pour empêcher qu'on en démêlât  
 la vraie cause, ou qu'on ne se mît en puissance de l'attaquer.  
 [...] Mais aujourd'hui [...] la révolution française nous a  
 donné preuves sur preuves que des abus, pour être anciens,  
 n'étoient point indéracinables"<sup>68</sup>. Quoi qu'il en soit de ce

débat plus tardif sur les origines<sup>7</sup>, la problématique générale  
 reste la même: la propriété individuelle (des moyens de pro-  
 duction, dirions-nous aujourd'hui après Marx; de la terre, du  
 fer et du blé, disait Rousseau<sup>69</sup>) entraînant le mal moral  
 source de l'injustice économique (il faudra un siècle encore  
 avant que la pensée économique révolutionnaire sorte du cercle  
 vicieux moralisant), la tâche à laquelle les moralistes réfor-  
 mateurs sociaux se trouvent affrontés est, toujours selon  
 Morelly, de "trouver une situation dans laquelle il soit  
 presque impossible que l'homme soit dépravé, ou méchant, ou,  
 du moins, minima de malis [le moins possible]"<sup>70</sup>.

C'est là un écho laïcisé, lointain dans le temps mais  
 direct si on considère la formation théologique de la plupart  
 des utopistes et réformateurs sociaux de cette époque, des  
 condamnations sans ambiguïté de la propriété privée formulées  
 par les Pères de l'Eglise du 4<sup>e</sup> siècle en particulier. Pour  
 ne citer qu'un exemple, St-Ambroise écrit: "La terre a été  
 créée pour être commune à tous, riches et pauvres. Pourquoi,  
 riches, vous arroyez-vous le droit de propriété? La nature

et de l'évacuation du mythe au profit de l'histoire

ne reconnaît pas de riches.[...] La terre ayant été donnée en commun à tous les hommes, personne ne peut se dire propriétaire que de la portion qui suffit à ses besoins parmi les choses qu'il a ravies au fonds commun, et qu'il n'a obtenues que par la violence. [...] La nature fournit en commun tous les biens à tous les hommes. Dieu a créé toutes choses afin que la jouissance en fût commune à tous, et que la terre devînt la possession commune de tous. La nature a donc engendré le droit de communauté; c'est l'usurpation qui a fait la propriété privée"<sup>71</sup> .

Pour le dire brièvement, du curé Meslier à Dom Deschamps, de Morelly à Sylvain Maréchal, de Restif à ██████████ Babeuf, tous estiment que la communauté des biens, des travaux et des jouissances représente cette situation optimum demandée par Morelly qui permettra de faire disparaître à jamais jalousie, envie, concurrence, inégalité, etc. Ainsi Babeuf écrit-il en décembre 1795 à Antonelle qui objectait le danger de guerre civile dans l'établissement de la communauté des biens: "La guerre civile! Je te demanderois s'il en est une plus horrible que celle qui existe perpétuellement depuis l'établissement de la propriété, par le moyen de laquelle chaque famille est une république à part, qui, par la crainte d'être dépouillée, et l'inquiétude constante de manquer elle ou les siens, conspire sans cesse pour dépouiller les autres. Diderot [ie. Morelly] que tu te complais à citer, dit précisément dans son ouvrage du Code de la Nature [...] que 'l'esprit de propriété et d'intérêt dispose chaque individu

à immoler à son bonheur l'espèce entière. [...] En privant la moitié des hommes de biens de la nature, ces prétendus sages que notre imbécillité admire, ont ouvert la porte à tous les crimes.' [...] Diderot [Morelly] étoit un peu plus consolant que toi: 'Il ne [redacted] s'agiroit, dit-il, que de parvenir à faire bien entendre à la majorité lésée, que cet ordre entretiendrait parmi nous une réciprocité de secours si parfaite, que jamais aucun ne pourroit manquer, non seulement du nécessaire et de l'utile, mais même de l'agréable.' Ce qui se rencontre positivement avec ce que j'ai dit; qu'il ne faudroit que pouvoir convaincre la masse dépouillée, comme tu parois être convaincu toi-même, que l'état de communauté est le seul bon, le seul juste, le seul [redacted] conforme aux purs sentimens de la nature [...], celui hors duquel il ne peut exister de sociétés paisibles et vraiment heureuses"<sup>72</sup> .

Même des réformateurs très prudents tels Ch. Gosselin ou J.-P. Brissot en viennent à des formulations verbales extrêmes sur le droit de propriété; ainsi Brissot, s'adressant à l'homme propriétaire, déclare-t-il: "tout prouve ta tyrannie, & rien ta propriété", cette dernière étant qualifiée de "délit", de "spoliation"<sup>73</sup> , etc. Le titre même de l'opuscule de Brissot, Recherches philosophiques sur la propriété et [redacted] le vol (1780) induisait que "la propriété, c'est le vol", selon la formule que Proudhon<sup>74</sup> , soixante ans plus tard, voudra neuve et fracassante et qui, sous une forme ou sous une autre, se rencontre des Pères de l'Eglise du 4e siècle aux athées Morell ou Babeuf. On notera cependant que ni Brissot, ni Gosselin,

à la fin du 18e

ni Proudhon ne proposent l'abolition de la propriété privée ou l'établissement de la communauté des biens, ce à quoi travaillent, de manière utopique ou révolutionnaire, Morelly ou Babeuf par exemple.

### Les utopies communautaires

Dans la mesure où certains de ces réformateurs sont soucieux de montrer la possibilité de réalisation de leur projet, ils ont recours dans leur démonstration à des modèles préexistants; le régime de communauté jadis encore serve des Pinons d'Auvergne ou des Jault du Jura<sup>75</sup>, le régime de communauté par nécessité économique des paysans misérables ou sortant à peine de la misère<sup>76</sup>, ou encore celui des premiers chrétiens, des frères moraves ou des jésuites du Paraguay<sup>77</sup> leur semblent offrir deux garanties fondamentales, à caractère moral et économique à la fois: l'égalité et la fraternité. Il n'y faut ajouter que la liberté qu'on va chercher soit dans l'Antiquité, soit dans la peinture ordinairement idyllique des communautés primitives des bons sauvages de Tahiti, des Alibamons d'Amérique du Nord ou des Othomacos des bords de l'Orénoque qui ont toute la faveur de Restif dans le dernier quart du siècle. Les exemples abondent, de la République de Sparte à celle de Rome, de Lycurgue aux Gracques utilisés dans la littérature comme machines de guerre contre la monarchie et la féodalité, que ce soit dans l'Encyclopédie ou dans les drames "in tyrannos" de la période prérévolution-



naire; ou encore des emprunts au langage et au costume antique pendant la Révolution: bonnet phrygien, changement de prénom (François-Noël Babeuf devenant Gracchus Babeuf, Tribun du peuple), etc. De même sont légion au 18<sup>e</sup> siècle les récits de voyages extra-européens - réels ou fictifs - utilisés à des fins de [REDACTED] critique sociale et proposant une nouvelle organisation de la société; parmi ceux qui eurent non seulement un succès de librairie immédiat et retentissant, mais aussi incitèrent à une réflexion philosophique et sociale, qu'il suffise de citer le Voyage autour du monde de Bougainville<sup>78</sup>. Parmi les fictions, il faut évidemment relever celle du bon et libre sauvage émise par Rousseau dans le Discours sur l'inégalité et qui sous-tend tout le Contrat social: "L'HOMME est né libre, et par-tout il est dans les fers"<sup>79</sup>. Enfin, c'est à la frontière des récits de voyage et de l'imaginaire rousseauiste que se situe le Tahiti des philosophes, ce Tahiti où Diderot place son Supplément au Voyage de Bougainville, ce même Tahiti dont débattent vingt ans plus tard à Vienne Andreas Riedel et Franz Hebenstreit à propos de l'homme naturel, du meilleur système social et de la communauté des biens<sup>80</sup>.

Il est sans doute vrai, comme le dit Henri Lefebvre, que certaines de ces utopies communautaires sont plus tournées vers le passé que vers l'avenir et qu'elles sont au sens propre "réactionnaires"<sup>81</sup>. Cela serait sans doute le cas pour celles de Restif avant 1780: je pense principalement à la communauté du Bourg d'Oudun<sup>82</sup>, dont Le Roy Ladurie dit

excellamment qu'elle "constitue en beaucoup plus austère la Thélème de Nicolas, [et] n'est en fait qu'une pérennisation de la famille du Patriarche [Edmé Restif, le père de Nicolas], élargie à l'espace de son expansion démographique; et congelée pour l'éternité sur le modèle des frérèches de l'Auvergne et du Morvan"<sup>83</sup>. Cela est également le cas pour celles de Victor d'Hupay après la même date: son premier projet, contenu dans ses brochures de 1776 et 1779 a encore un réel aspect communautaire qui fait cruellement [redacted] défaut par la suite à ses fantaisies d'éducation et de mariage complexe publiées de la Révolution à l'Empire<sup>84</sup>. Encore ne faut-il pas confondre utopies communautaires qui visent une nouvelle société et pour lesquelles le plus souvent "l'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous, [mais] au devant, [...] dans la perfection de l'ordre social" (Saint-Simon)<sup>84a</sup>, et robinsonades individuelles qui tournent le dos à la société<sup>85</sup>. Les auteurs d'utopies communautaires tournés vers l'avenir - qu'il suffise de rappeler Restif dans Le plus fort des pamphlets qui prend prétexte des Alibamons, Othomacos et autres étranges "sauvages" pour proposer la transformation des Etats-Généraux en Assemblée Nationale assortie du suffrage universel - ont recours à l'exemple des communautés préexistantes dans le monde féodal d'une part dans un but polémique, pour prouver "à ceux qui [les] accusent ou seulement [les] plaignent de vouloir l'impossible"<sup>86</sup> que la communauté des biens est justement possible dans le présent et le futur parce qu'elle a déjà été dans le passé; d'autre part ces exemples, qui inscrivent leur propre projet dans une histoire, leur donnent les racines indispen-

sables à toute entreprise humaine, à toute conscience comme à toute culture: une origine et une identité.

### Communiste

C'est dans ce contexte et par rapport aux utopies de ses prédécesseurs que dans une lettre non datée adressée à Restif et publiée par ce dernier en 1785 dans une réédition de ses Contemporaines, J.-A.-V. d'Hupay - ou peut-être Restif lui-même retouchant la lettre de d'Hupay - détourne le ~~terme~~ terme "communiste" de sa signification originelle et l'utilise pour la première fois en un sens étranger à l'économie rurale, au sens de partisan de la communauté des biens et de l'éducation communautaire<sup>87</sup>. Non que d'Hupay, paradoxalement, ait été partisan de la communauté des biens, loin de là. Il semble bien que le vocable "communiste" l'ait trahi au moment même où il lui forgeait un sens nouveau, si c'est bien lui qui en est l'auteur. En effet le seul but poursuivi alors par d'Hupay est d'ordre éducatif, éventuellement sexuel, et la communauté qu'il préconise, par groupes de six couples libres, comme il prétend l'avoir organisée dans sa "Maison ~~de~~ champêtre", ne va pas jusqu'à la confusion des fortunes<sup>88</sup>. Il l'indique d'ailleurs dans sa lettre à Restif: "cette communauté serait praticable [...] sans confondre les fortunes [et] eu égard au juste mérite de divers talents"[...] "ce qui donnerait les avantages & les agréments de la vie commune sans l'apathie de la communauté des biens, & les charmes de l'intimité sans les désagréments de la dépendance d'une famille: le bonheur en un mot d'être libre"<sup>89</sup>. Et si "commun" et "communauté" reviennent fréquemment dans ses brochures, l'emploi de "com-



muniste" est, autant qu'on en puisse juger, un cas unique; le terme n'a d'ailleurs tout son sens que dans l'oeuvre de Restif où on le trouve imprimé. Mais ce détournement de sens de "communiste" (plus ou moins involontaire s'il est le fait de d'Hupay) était riche d'avenir à considérer le développement que lui donnera Restif et la reprise qui en sera faite à partir de 1839/1840 par les néo-babouvistes; si on considère aussi que le Viennois Andreas Riedel, alors en Toscane, tient peut-être la notion de "kommunismus"<sup>90</sup> de ce texte publié par Restif.

## CHAPITRE III

## DE L'UTOPIE COMMUNAUTAIRE A LA REVOLUTION SANS-CULOTTE

## L'événement révolutionnaire

Entre le rêve utopique, la réflexion philosophique sur la communauté, les essais de communauté économique à base religieuse ou de communauté éducative à base philosophique et la lutte politique pour la réalisation de la communauté des biens par "l'égalité réelle" à Vienne parmi les jacobins autrichiens ou de façon plus concrète à Paris par la Commune ou la conjuration babouviste - lutte avortée sans doute mais riche d'avenir<sup>91</sup> - l'événement décisif est naturellement la Révolution, ouverte en 1789 par le premier soulèvement populaire du 14 juillet.

Il y a loin désormais du Code de la Nature de Morelly à Dame Nature à la barre de l'Assemblée Nationale de Maréchal, même s'il s'agit de 1755 à 1791 de la même "Nature", athée, libertaire et communautaire, celle-là qu'invoquent encore Babeuf et Restif en 1796/1797: il y a en effet justement entre ces deux prosopopées de la Nature l'existence politique d'une Assemblée nationale issue de la Révolution, celle-ci n'étant elle-même entre autre qu'une conséquence tangible de l'idée philosophique de Nature. Cette notion de Nature, en

40

effet, particulièrement ambiguë en général, est employée au cours du 18<sup>e</sup> siècle dans trois grandes acceptions et fonctions différentes. La première est toute de combat contre les religions révélées, le christianisme en particulier, et tend à justifier un humanisme dégagé des liens de la morale religieuse. La seconde acception, de caractère rousseauiste, sert à fonder l'égalité des droits et des besoins entre les hommes et n'est autre que la notion laïcisée de la Création (au lieu de "Dieu créa les hommes à son image, il les créa tous égaux", on a la nouvelle formule: "La Nature a créé tous les hommes égaux"). La troisième enfin, purement matérielle, sert à désigner les matériaux et les produits fournis "naturellement" à l'homme par la nature extérieure et rejoint les deux premières dans leur visée philosophique et politique. Même si cette notion a rapidement eu tendance, sous le nom de droit naturel, de dons naturels, etc., à justifier comme ██████████ "naturelle" toute situation de fait dans une société donnée, elle est alors encore fortement destructrice et on comprend que de Morelly à Babeuf et aux néo-babouvistes, utopistes et révolutionnaires y aient eu recours, l'employant comme arme philosophique, puis politique, parfois les deux à la fois.

Comme/ il y a loin des "Statuts du Bourg d'Oudun" de Restif en 1776 au "Projet de Communauté générale du Genre-humain" du même Restif en 1797 car, s'il avait donné jadis à réfléchir sur

la communauté à des hommes comme Maréchal ou Babeuf, ces derniers le lui ont bien rendu: s'il ressort en effet des Mémoires de Restif qu'il était lié de longue date avec Maréchal<sup>93</sup> et si ce dernier tenait en haute estime les ouvrages de Restif à tendance [REDACTED] sociale bien avant la Révolution - en recommandant la lecture autant à ses correspondants qu'aux lecteurs de son ouvrage monumental des Antiquités d'Herculanum<sup>94</sup> -, on est frappé à lire les derniers livres de Monsieur-Nicolas de la similitude de leur structure avec Le Tribun du Peuple de Babeuf: dans l'un comme dans l'autre alternent revue des événements révolutionnaires et prises de position théoriques à valeur de manifeste souvent proches, voire identiques. "Dépassant Rousseau, Bernardin et Laclos", écrit Pierre Trahard, "Rétif, que la Révolution épouvante et enthousiasme à la fois, Rétif, monarchiste sous l'Ancien Régime, se rallie, quinze ans plus tard, à Babeuf et préconise le système communiste"<sup>95</sup>.

Comme il y a loin aussi du "Modèle de législation conforme aux intentions de la Nature"<sup>96</sup>, par lequel Morelly clôt le Code, au "Projet de décret de police" et au "Projet de décret économique"<sup>97</sup> rédigés par Babeuf et Buonarroti en 1796 et par lesquels ce dernier conclut son second volume de la Conspiration pour l'Egalité, même si l'inspiration et parfois la disposition en sont identiques. Morelly fait encore précéder son "Modèle de législation" d'un avant-propos dans lequel il le qualifie de hors-d'oeuvre dont la réalisation lui paraît impossible: "Je donne cette esquisse de lois par forme d'appen-

dice et comme un hors-d'oeuvre, puisqu'il n'est malheureusement que trop vrai qu'il serait comme impossible, de nos jours, de former une pareille république"<sup>98</sup>. Buonarroti et Babeuf par contre rédigent des "Projets" destinés à être mis en application au lendemain d'une insurrection sans-culotte victorieuse qu'ils préparent activement, et cela au terme de six années de participation à la Révolution et de réflexion sur celle-ci.

Il s'est produit entre temps un phénomène nouveau: la mort théorique de la façon ancienne d'être "communiste" et la naissance virtuelle d'une nouvelle manière de l'être dans les revendications sociales des Sans-culottes de l'an II auxquelles donnent voix des hommes tels J.-R. Hébert, J. Roux, Riedel, Babeuf ou Restif. On peut dater ce phénomène de 1790 à 1793, c'est-à-dire de la période qui va de l'abolition du droit de main-morte à la promulgation de la loi sur le maximum, avec, au centre, les débats sur le partage des biens communaux à l'Assemblée Législative, du printemps 1792 aux décrets d'application du printemps 1793, auxquels s'ajoutent les débats sur les biens séquestrés des émigrés et du clergé, déclarés biens nationaux<sup>99</sup>.

#### Les biens communaux

L'enjeu initial était d'attacher le monde paysan, en particulier les plus pauvres, à la Révolution en les faisant accéder à la propriété; le résultat en fut principalement une spéculation foncière sans précédent et la constitution

de fortunes scandaleuses au prix de la misère accrue des plus pauvres. Quelles étaient les solutions possibles? L'exploitation en commun, le partage gratuit ou la vente onéreuse. La première solution fut rejetée comme "barbare", contraire à la liberté et économiquement rétrograde <sup>100</sup> ; la seconde avait un relent de "loi agraire" <sup>101</sup> mais, assortie de fortes restrictions qui lui enlevaient ce haut-goût, elle fut décidée en principe et appliquée à une partie des communaux sous la Terreur <sup>102</sup> ; la troisième enfin fut appliquée en grand après Thermidor. L'argumentation de la bourgeoisie triomphante qui veut acheter de la terre, souvent obscurcie de raisons qui ne servent qu'à cacher les véritables, est particulièrement apparente dans une brochure de Charles Danthon, député de l'Isère, publiée en 1792.

La difficulté principale sur le plan social, et par conséquent sur le plan de la décision politique, était de masquer la double injustice faite aux habitants pauvres (les sans-culottes ruraux) en leur retirant avec l'usage des communaux une source souvent indispensable de subsistance autre que leurs bras et en les excluant du partage qui allait devenir vente et auquel ils ne pourraient prendre part. La difficulté est résolue en déclarant tous les habitants égaux en droit: "Un communiste ne peut aliéner sa jouissance, ni la louer, ni l'hipothéquer; il l'étend autant que ses besoins le commandent, ou que ses facultés le permettent. [...] L'inégalité qui règne entre les facultés des communistes, n'en règle pas la mesure, puisque le domicilié le plus pauvre l'exerce ou peut l'exercer avec autant d'étendue que le plus riche pro-

priétaire" <sup>103</sup> . Sur le plan juridique, et en ce qui concerne les communaux seulement, la difficulté consistait à tourner leur caractère inaliénable; Danthon y parvient par une double distinction boîteuse entre le droit des communes et le droit d'usage d'une part, d'autre part entre le partage gratuit (réputé aliénation injuste) et la vente (censée fournir à la commune la contrepartie du sol aliéné): "Les communes ne peuvent ni aliéner, ni affermer leurs domaines indivis [...]; elles ont été assimilées aux gens de main-morte, et leur jouissance est bien restreinte encore par la manière d'en user" <sup>104</sup> ; cependant "gardons-nous [...] de confondre le droit des communes à la propriété de leurs domaines indivis, et le droit d'usage exercé par les communistes; de convertir l'un dans l'autre, et d'aliéner un fonds de subsistance inaliénable par une concession gratuite, par un partage injuste, inconséquent et désastreux, dans quelque proportion qu'on l'effectue" <sup>105</sup> . Vient alors la proposition concrète: "Que faut-il donc faire de ces domaines immenses? Faut-il les laisser encore sous le régime destructeur qui les a si complètement dégradés? faut-il souffrir que cette précieuse propriété qui, si elle étoit mise en valeur, pourroit nourrir des millions d'hommes, soit abandonnée aux déprédations des communistes, qui, actifs, industriels, sur leurs propriétés particulières, usent de ces biens communs comme des barbares? Non, il faut en disposer avec sagesse, avec justice; il faut [...] les vendre, [...] en appliquer le prix à des entreprises, à des établissemens utiles aux communes où ils sont situés, à fournir du travail et des

(  
) salaires à ceux des usagers qui ne manquent si souvent de pain  
) que parce qu'ils n'ont pas toujours de l'ouvrage"<sup>106</sup>. On voit  
là, sous couvert de "Liberté - Egalité - Fraternité", se créer  
le nouveau droit de propriété correspondant à un nouveau type  
de société, et mieux adapté que l'ancien à exploiter les  
"barbares" que lègue la société féodale et ceux que crée la  
société bourgeoise.

Loi sur le maximum. Communautiste. Kommunismus.

Cependant la guerre contre l'étranger et dans l'ouest  
ainsi que la pénurie des denrées obligent la Convention à  
instaurer, à partir du printemps 1793, la dictature d'un  
gouvernement révolutionnaire et de décréter un certain nombre  
de lois restrictives du droit de propriété, englobées dans la  
langue courante [REDACTED] sous le nom générique de "maxi-  
mum" (première loi sur le maximum, 4 mai; sur l'accaparement,  
27 juillet; emprunt forcé d'un milliard sur les riches, 3 sep-  
tembre; maximum général, 29 septembre; commission des subsis-  
tances, 22 octobre). Ces mesures donnent espoir à des hommes  
aussi divers que le Genevois Grenus, le Picard Babeuf ou les  
Viennois Riedel et Hebenstreit, etc. de l'emporter dans la  
lutte contre les partisans de la nouvelle propriété bourgeoise  
et de parvenir à un état de communauté des biens par la pour-  
suite de la Révolution jusqu'à son achèvement, qu'ils situent  
dans la satisfaction de tous les besoins de la partie la plus  
nombreuse et la plus défavorisée du peuple, les [REDACTED]



"sans-culottes"<sup>107</sup> . Tandis que Jacques Grenus pense (ou que ses relations du moment pensent pour lui) que "les principes [révolutionnaires] & le Maximum nous mènent à la communauté, qui est peut-être le seul moyen conservateur du Républicanisme"<sup>108</sup> , Babeuf, qui avait été tenté au début de la Révolution par la loi agraire, songe à organiser (ou fonde déjà) une "Société de l'Egalité parfaite" ou encore un "Club des Egaux et des Communautistes" pour lequel, de toute évidence, il donne à l'adjectif substantivé "égal" un sens nouveau, un "Egal" étant un sans-culotte partisan de la communauté des biens; et il crée le terme de "communautiste" pour désigner ces mêmes partisans de la communauté, terme qu'il ne reprendra pas par la suite, tandis qu'il diffusera largement le précédent quelques années plus tard dans Le Tribun du Peuple<sup>109</sup> .

Andreas Riedel de son côté, réformateur social, pédagogue et conseiller de l'Empereur Léopold II (1790-1792), devenu jacobin et théoricien convaincu de la révolution sans-culotte en compagnie du lieutenant Franz Hebenstreit et de quelques autres avec lesquels il suivait attentivement depuis Vienne le déroulement des événements révolutionnaires en France, utilise en 1794 au cours de l'interrogatoire que lui fait subir un juge d'instruction les termes de "Hebenstreitische Theorie", "Hebenstreitismus" et "Kommunismus" pour désigner la théorie de la communauté des biens<sup>110</sup> . La création du terme "Kommunismus" par Riedel en pleine réaction antijacobine à Vienne près d'un demi-siècle avant sa (re)création sur

le modèle français en 1841, pose d'ailleurs problème: comment en effet Riedel fut-il amené à employer le terme nouveau "Kommunismus" qui recouvre une notion qui ne peut lui venir que des théoriciens français de la communauté, à une date où ceux-ci, pour autant qu'on le sache, n'ont pas encore créé le vocable "communisme"? Bien que ce dernier ne soit attesté à ma connaissance pour la première fois qu'en 1797 dans Monsieur-Nicolas<sup>111</sup>, il reste possible que "communisme" ait été créé et utilisé quelques années auparavant en français et que Riedel en ait été informé soit par ses lectures soit par des connaissances revenant de Paris. D'une part nul ne peut prétendre avoir lu toute la production de feuilles volantes ou d'ouvrages publiés pendant la Révolution et qui peuvent comporter le terme; [REDACTED] on notera par exemple que la création de "communautiste" par Babeuf, restée ignorée jusqu'ici, n'est connue qu'au hasard de la conservation d'une feuille de brouillon. D'autre part le cas de Mesmer (avec qui Riedel était lié) rentrant de Paris à Vienne en 1791 suffit à attester l'existence d'un canal de transmission orale des faits et du langage révolutionnaires français quasi impossible à cerner désormais. Ainsi que me l'écrivait Wolfgang Schieder au terme d'une discussion tenue à Trèves en mai 1977 et poursuivie par correspondance: "Ich nehme aber weiterhin nicht an, daß Andreas Riedel den Begriff selbst geprägt hat. Er muß ihn einfach schon irgendwo gehört bzw. gelesen haben, und da bleibt nur Paris übrig" (lettre du 20 juillet 1977). Cependant l'hypothèse de la création de

"Kommunismus" - demeuré lettre morte d'ailleurs jusqu'à ce que A. Körner l'exhume il y a quelques années seulement - par le cosmopolite polyglotte qu'était Riedel n'est pas à écarter: ce fin lettré et néologue conscient, qui adapte immédiatement à l'allemand les termes de "sans-culotte" et de "sans-culottisme", qui parle de "Sansculottismus" tout au long de ses interrogatoires de 1794, et ne recule pas devant la création de "Hebenstreitismus", peut avoir créé "Kommunismus" (c'est ainsi que l'orthographe le [REDACTED] secrétaire lors de l'interrogatoire) à partir de la racine "communis" et de la donnée française préexistante de "communiste", pour qualifier d'un terme adéquat la notion abstraite de "système de la communauté des biens". C'est ce que fera Restif en français lorsqu'il aura besoin d'un mot destiné à désigner le mode de gouvernement correspondant au système de la communauté (à supposer qu'il soit bien le premier créateur de "communisme") ou à l'absence de gouvernement ("anarchisme"), etc.; de même Babeuf, dans sa Défense devant la Haute Cour, crée-t-il "anarchisme" simultanément à Restif, pour qualifier le système de ceux qui veulent abattre le régime du Directoire et "grisélisme" (du nom du traître Grisel) pour qualifier le système d'infiltration, de mouchardage et de provocation des organisations démocratiques par la police<sup>112</sup> .

Théorie révolutionnaire de la communauté

Quel est le contenu de cette théorie nouvelle aux racines anciennes qui prend ou à qui l'on donne dès 1793 le nom de "parfaite égalité" ou de "sans-culottisme", que Riedel nomme en 1794 de sa lointaine Vienne "Sansculottismus", "Hebenstretismus" ou "Kommunismus", que Babeuf appelait encore "sans-culottisme" en 1793-1794 et qu'il nomme "plébéianisme" à partir de novembre 1795 et Restif "communisme" un an plus tard ?<sup>113</sup>

Dans Le Tribun du Peuple du 15 brumaire an IV (6 novembre 1799) Babeuf, qui vient d'être remis en liberté après un nouveau séjour en prison, résume ainsi le résultat des réflexions échangées avec ses compagnons au cours de neuf à dix mois de détention sous la réaction thermidorienne<sup>114</sup> :

"Ne nous dissimulons pas l'exacte vérité. Qu'est-ce qu'une révolution politique en général? Qu'est-ce, en particulier, qu'une révolution Française?"

Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens<sup>115</sup>, entre les riches et les pauvres.

Voilà donc la grande question abordée. Suivons-en quelques-uns des développemens.

Quand les institutions mauvaises et abusives d'une nation ont produit l'effet que sa masse est ruinée, avilie, chargée de chaînes insupportables; quand l'existence de la majorité est devenue tellement pénible qu'elle ne peut plus y tenir, c'est ordinairement alors qu'éclate une insurrection des opprimés contre les oppresseurs<sup>116</sup>. C'est la gêne qu'on éprouve

) dans cette position qui devient la cause pour laquelle on se  
) meut, on s'ébranle, pour chercher à se mettre mieux. Il vient  
) naturellement à l'esprit de réfléchir sur les droits primitifs  
) des hommes. On les discute, on examine quels ils sont dans  
) l'état naturel, quels ils doivent être au passage à l'état  
) social. On reconnoît facilement que la nature a fait naître  
) chaque homme égal en droits et en besoins avec tous ses frè-  
) res<sup>117</sup> ; que cette égalité doit être imprescriptible et inatta-  
) quable; que le sort de chaque individu ne doit éprouver aucune  
) altération en arrivant à la sociabilité; que les établissemens  
) civils, loin de porter atteinte au bonheur commun, qui ne  
) peut que résulter que du maintien de cette égalité, ne doivent  
) qu'en garantir l'inviolation.

)           Après avoir ainsi examiné ce qui doit être, on examine  
) ce qui est.

)           On découvre que le plus grand nombre des associés<sup>118</sup> est  
) dépouillé de ses droits et manque du nécessaire. On ne cherche  
) pas long-temps pour appercevoir que ce que la plus saine, la  
) plus laborieuse, la plus nombreuse portion du peuple a de moins  
) que ce nécessaire, ne lui a point été refusé par la nature.  
) Elle n'est jamais ingrate, elle n'est jamais en retard de pour-  
) voir complètement à l'entretien de tous ses enfans... Ce n'est  
) pas sa faute s'ils font entre eux une mauvaise répartition de  
) ses dons; ce n'est pas sa faute si les uns sont assez coup-  
) ables, assez audacieux pour dépouiller, et les autres assez  
) foibles et assez dupes pour se laisser dépouiller. On recon-  
) noit donc clairement que ce qui manque au grand nombre, existe  
) dans le trop, dans le superflu du petit nombre. Ce petit nom-

bre forme donc dans l'état une caste d'accapareurs, d'usurpateurs. Les membres de cette caste vous disent que c'est légitimement qu'ils sont parvenus à dépouiller la majorité de leurs frères. Mais on a bientôt scruté que ce n'est qu'à l'aide d'horribles institutions consacrées par les gouvernements. Alors se fait aussi le procès des gouvernements<sup>119</sup>. On ne reconnoit entre eux et les patriciens-accapareurs que des complices. Sans doute on voit bientôt que le dépouillement de la multitude n'a pu être opéré que par le résultat combiné de lois institutives; ce sont elles qui ont mis une poignée de la société à portée de tout envahir: mais ainsi elles ne forment qu'un affreux code de brigandage, elles ne légitiment point la possession des richesses communes entre les mains de la compagnie d'envahisseurs qui en dispose exclusivement<sup>120</sup>. Sans remonter aux sources, il suffiroit d'envisager les effets. Il est toujours certain, que lorsque la partie la plus utile d'une nation se trouve expropriée, cet état de choses n'a pu s'opérer que par une suite de combinaisons, dont la faculté d'application tire sa source des lois favorables à la cupidité et à l'ambition. Or, ces lois sont homicides: elles sont destructives du contrat social primitif qui a nécessairement garanti le maintien, perpétuellement inaltérable, de la suffisance des besoins de tous et de chaque associé. Donc, il faut revendiquer cette garantie du premier contrat. Il est deux choses contre lesquelles il faut se révolter, contre les lois qui ont consacré la violation du pacte originel, et contre les effets de la même violation.

Voilà, n'en doutons pas, l'analyse exacte du manifeste de

guerre publié en France dès 1789. Voilà la déclaration solennelle des plébéiens aux patriciens, et le prologue sérieux de l'insurrection et de la révolution.

Cette guerre des plébéiens et des patriciens, ou des pauvres et des riches, n'existe pas seulement du moment où elle est déclarée. Elle est perpétuelle, elle commence dès que les institutions tendent à ce que les uns prennent tout et à ce qu'il ne reste rien aux autres<sup>121</sup> ; et tant que le manifeste n'est pas promulgué, le patriciat ne semble guère se mettre en garde contre la révolte plébéienne. [...] Mais quand le déclaratoire insurrectionnel est proclamé, alors la lutte s'engage vivement, et chacun des deux partis emploie tous ses moyens pour faire triompher le sien.

La plèbe met en réquisition toutes les vertus: la justice, la philanthropie, le désintéressement.

Le patriciat appelle à son secours tous les crimes: l'astuce, la duplicité, la perfidie, la cupidité, l'orgueil, l'ambition. [...]

Effectivement, si la somme des vertus excède dans les représentans celle de la corruption, la justice doit triompher. L'inverse a lieu si c'est la force du crime qui l'emporte sur celle de l'équité.

Appliquant ces réflexions à la révolution française, j'y trouve une parfaite analogie historique. Dans toutes les Déclarations des Droits, excepté dans celle de 1795<sup>122</sup>, on a débuté par consacrer cette première, cette plus importante maxime de justice éternelle: Le but de la société est le bonheur commun. On a ensuite consacré dans mille endroits, comme conséquence

nécessaire, cet autre axiome: Le but de la révolution, étant de ramener au but de la société, est également le bonheur commun. On a marché à grands pas et à grands et rapides progrès vers ce but, jusqu'à une époque; depuis, on a marché en sens rétrograde on a marché contre le but de la société, contre le but de la révolution, pour le malheur commun, et pour le bonheur seulement du petit nombre. Précisons cette époque. Osons dire que la révolution, malgré tous les obstacles et toutes les oppositions, a avancé jusqu'au 9 Thermidor, et qu'elle a reculé de puis"<sup>123</sup>.

Cette analyse de Babeuf, que j'ai tenté à citer un peu longuement, me semble tout à fait propre non seulement à une meilleure compréhension de la conspiration babouviste elle-même, mais en outre à définir la doctrine de la révolution (sans-culotte ou prolétarienne) dans la révolution (bourgeoise) qui s'ébauche au cours du phénomène plus vaste et indifférencié que ~~le~~ représente trop souvent la Révolution française, doctrine que diffuseront en particulier les néo-babouvistes et les blanquistes de la Monarchie de Juillet et qui inspirera encore Marx puis Lénine qui la qualifiera de "démocratie révolutionnaire". Ce sans-culottisme, plébéianisme ou communisme repose sur trois bases: une première, morale (et religieuse ou plutôt antireligieuse), une seconde, économique et sociale, et une troisième, politique.

Athéisme

Le principe fondamental, consacré à l'article premier de la Constitution de 1793, en est le bonheur commun. Cet article sert d'exergue au Tribun du Peuple à partir de la fin septembre 1794; deux semaines plus tôt Babeuf déclarait dans son Journal



de la liberté de la presse qu'il était nécessaire de "changer en réalité la plus belle des maximes qui ne fut [ ] jusqu'ici qu'une illusion". Et l'année suivante, il lance le défi "le bonheur commun ou la mort", auquel ses lecteurs du Var répondent: "Vive le bonheur commun et la République démocratique à venir". Enfin en février 1796 Maréchal écrivait: "C'est un beau crime que de conspirer pour le bonheur commun"<sup>124</sup>. Formule qu'il faut entendre par bonheur commun terrestre, en opposition à l'hypothétique béatitude céleste promise par les représentants de la religion officielle, qui sont aussi les garants de l'oppression politique et économique. "Hommes, soyez bienfaisants, Dieu le veut, Dieu l'ordonne". Beau début, plaisante exhortation! Apprenez-leur [aux hommes] ce que c'est qu'être bienfaisant, les moyens d'y réussir, les avantages qui leur en reviennent; laissez là l'idée de la divinité": c'est Morelly qui parle. Et faisant référence à ce passage, [ ] il prévoit dans son Modèle de législation que "toute métaphysique se réduira à ce qui a été précédemment dit de la divinité", ou encore qu'"il n'y aura absolument point d'autre philosophie morale que sur le plan et le système des lois"<sup>125</sup>. Cette théorie d'une religion et d'une morale exclusivement sociales est à l'origine du culte de l'Être suprême instauré par la Convention mais aussi de l'athéisme militant de Maréchal et de Babeuf qui dit de lui-même avoir "l'entêtement des vieux incrédules dont les prêtres se plaignoient tant, parce qu'ils résistoient au dogme: soumets ta foi", qui, s'en prenant aux "charlatans politiques" les traite de "prêtres en républicanis-

me" et dont on possède au moins cette profession de foi: "le républicain n'est pas l'homme de l'éternité, il est l'homme du temps; son paradis est cette terre, il veut y jouir de la liberté, du bonheur, et en jouir durant qu'il y est, sans attendre, ou toutefois le moins possible"<sup>126</sup>. Cette théorie est aussi la source de la religion "naturelle" qui "repousse la superstition", telle que la prônent Restif dans son projet communiste de Monsieur-Nicolas et Hebenstreit dans Homo hominibus. Il s'agit là d'une religion sans dieu et d'une morale utilitaire, fondées sur l'égalité et la réciprocité, que professent aussi bien Robespierre que Babeuf<sup>127</sup>.

### Education

Cette "morale démocratique" et cette religion sociale ont pour corollaire nécessaire une théorie de l'éducation - tout le 18e siècle est consciemment et passionnément pédagogue<sup>128</sup> - qui doit servir à former les citoyens, à combattre "l'anti-civisme"<sup>129</sup>, à faire sortir le peuple de son isolement, à le "moraliser"<sup>130</sup> afin qu'il comprenne, selon le mot de Saint-Just souvent cité par Babeuf, que "les malheureux sont les puissances de la terre, [qu'] ils ont droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent"<sup>131</sup>. "L'instruction républicaine, écrit Babeuf, nous avoit déjà avancés fort loin dans la connoissance des principes qui conservent la dignité du lien social. Mais cette instruction, par l'effet des corrupteurs que nous avons laissés prendre pied au milieu de nous, a rétrogradé de tout le chemin qu'elle avoit franchi. Ils sont parvenus à pervertir entièrement la morale démocratique"<sup>132</sup>. Et il poursuit dans Le Tribun après sa sortie de

prison: "l'éducation est une monstruosité, lorsqu'elle est inégale, lorsqu'elle est le patrimoine exclusif d'une portion de l'association; puisqu'alors elle devient, dans les mains de cette portion, un amas de machines, une provision d'armes de toutes sortes, à l'aide desquelles cette première portion combat contre l'autre qui est désarmée, parvient facilement en conséquence, à la juguler, à la tromper, à la dépouiller, à l'asservir sous les plus honteuses chaînes"<sup>133</sup>. Situation et jugement auxquels fait écho et que justifie a contrario quarante ans plus tard l'ancien saint-simonien Michel Chevalier dans une page programmatique, depuis les dispositions prises en matière d'éducation par la Convention thermidorienne et Napoléon, de la bourgeoisie industrielle des 19e et 20e siècles: "L'intérêt le plus immédiat de la bourgeoisie lui fait une loi de constituer pour elle-même l'enseignement industriel, en même temps que l'on organisera l'apprentissage sur de meilleures bases pour les classes ouvrières, y compris les paysans [...]. C'est pour la bourgeoisie une question de conservation; il y va de son existence; il s'agit pour elle d'être ou de n'être pas [...]. Dans notre siècle de révolutions, la bourgeoisie encourrait la déchéance, si elle ne s'assurait les moyens de diriger les masses populaires dans la vie réelle et pratique. Pour que les bourgeois conservent leur prééminence, il est indispensable qu'ils soient et demeurent de plus en plus les chefs des travaux de la classe la plus nombreuse. Pour qu'une classe maintienne sa supériorité politique et sociale, il faut qu'elle reste supérieure,

c'est-à-dire qu'il faut qu'elle sache et puisse présider, et qu'elle préside de fait aux mouvements de la société, à ses actes, à ses oeuvres"<sup>134</sup> .

égalité réelle

Quant à la parole des malheureux dont parlent Saint-Just et Babeuf, c'est la revendication de "l'égalité de fait" ou "égalité réelle"<sup>135</sup> et non pas seulement l'égalité de droit qui n'est qu'"injustice révoltante" et "séduction politique"<sup>136</sup> de la part des nantis. Cette égalité réelle, appelée "égalité absolue" par les adversaires qui veulent ainsi en souligner le caractère irréalisable, Babeuf la nomme encore, depuis 1793, "égalité parfaite", annonçant par exemple à mots couverts la conspiration à laquelle il travaille avec les autres membres du directoire secret comme la "Retraite du Tribun pour organiser le mode-pratique du système de la parfaite Egalité"<sup>137</sup> . Il s'agit là d'une revendication fondée sur l'impératif moral de justice et la volonté sociale d'abolir non seulement les "signes" ou les "accessoires" de la misère, ce qui ne dure qu'un temps, mais de façon radicale la réalité de la misère<sup>138</sup> c'est-à-dire en termes modernes de maîtriser l'économie, Babeuf disait "enchaîner le sort"<sup>139</sup> . On constate ici, sur le plan opérationnel, combien était nécessaire l'athéisme, c'est-à-dire la rupture avec une théorie sociale d'origine religieuse (Dieu fait l'histoire), supposant une répartition providentielle des biens de la terre; et on comprend en outre l'accusation d'immoralité (qu'il faut entendre comme sociale et non personnelle) jetée par Restif aux économistes de son temps qui cherchaient à mettre en équation les données

économiques, non pour parvenir à plus de justice, mais pour justifier la situation de fait, car on pouvait déjà craindre ou même déceler, sous le masque de la science, la genèse d'une nouvelle pensée fataliste à l'usage des "plébéiens", d'origine non plus religieuse mais scientifique désormais<sup>140</sup>.

### tte des classes

La constatation de Babeuf, de la révolution politique comme "guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres", constatation socio-économique qui contraste avec tant de tirades moralisantes des périodes révolutionnaire, pré et post-révolutionnaire, contient en germe les notions complémentaires de constitution de classes et de luttes des classes. En effet, si la formule de "lutte des classes" n'est pas employée sous la Révolution, la réalité de la chose est fort bien perçue des plus clairvoyants. Robespierre par exemple écrit le 2 juin 1793: "Les dangers intérieurs viennent des bourgeois; pour vaincre les bourgeois il faut rallier le peuple"; et en décembre de la même année il emploie pour la première fois sans doute, la formule de "parti des bourgeois"<sup>141</sup>. L'analyse sociale s'affine ensuite au cours des premières décennies du 19e siècle: ainsi par-delà le foisonnement de classes et de sous-classes, de castes et de sous-castes que distinguent dans la société post-révolutionnaire maints observateurs, parmi [REDACTED] lesquels Fourier et Saint-Simon, c'est à ce dernier que revient d'avoir précisé la division globale de la société en deux grandes classes antagonistes, même si Saint-Simon déplore cette situation. En 1818 dans son essai intitulé Les Communes, réfléchissant aux rap-

ports entre noblesse et tiers-état, il écrit de façon tout à fait caractéristique: "Il existe donc dans le moment une lutte entre les deux classes qui composent la société et cette lutte est nécessairement très nuisible aux intérêts communs. Son résultat n'est pas difficile à prévoir; il est évident que la classe qui s'est formée la dernière [la bourgeoisie] et qui a toujours gagné sur l'autre, doit finir par l'absorber et par s'identifier à la totalité. Celle qui a toujours perdu de ses forces depuis l'origine de la lutte dans laquelle elle s'est trouvée engagée en sortira vaincue; il est également clair que les communes doivent finir par posséder tous les pouvoirs politiques et par donner leurs principes pour base unique à l'organisation sociale." Or il s'aperçoit bientôt, au vu de l'essor industriel des premières années de la Restauration, que l'ancienne césure de la société s'est déplacée et dans le Catéchisme des industriels en 1823, il rectifie et complète le jugement précédent de la manière suivante: "Avant la Révolution

la nation était partagée en trois classes, savoir: les nobles, les bourgeois et les industriels. [...] Aujourd'hui, la nation n'est plus partagée qu'en deux classes: les bourgeois, qui ont fait la révolution et qui l'ont dirigée dans leur intérêt, ont anéanti le privilège exclusif des nobles d'exploiter la fortune publique." Enfin dans Le Nouveau Christianisme, deux ans plus tard, il note que déjà dans l'Empire romain: "La société était partagée en deux grandes classes; celle des maîtres et celle des esclaves"<sup>142</sup>.

Alors que "classe ouvrière" avait été forgé par Babeuf au plus tard en 1794<sup>143</sup>, il faut attendre 1831 pour que voie le jour dans le milieu socialiste et révolutionnaire que constituent au sein des sociétés républicaines certains de leurs membres passés par l'école saint-simonienne mais acquis au néo-babouvisme, comme Auguste Blanqui ou Albert Laponneraye, la formule complémentaire et antithétique de "classe bourgeoise". Ainsi dans son Cours public d'histoire de la Révolution française ouvert pour les ouvriers le 6 novembre 1831, Laponneraye déclare-t-il lors de la séance d'ouverture publiée peu après qu'en 1789 "le peuple n'échappait à l'oppression de la classe privilégiée, que pour se mettre sous le joug de la classe bourgeoise"; et trois mois plus tard, le 2 février 1832 Blanqui, déclarant à la Société des Amis du Peuple: "Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a guerre à mort entre les classes qui composent la nation"<sup>144</sup>, emploie à son tour dans son exposé la formule "classe bourgeoise" là où depuis l'époque révolutionnaire des hommes très divers, comme Lemontey, Fourier, etc. utilisaient celle, plus floue, de "classe(s) moyenne(s)". Et c'est juste avant la Révolution de 1848 que Marx donne à la théorie de la lutte des classes sa formulation classique: "Dans la lutte [...] cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique" — analyse reprise et condensée dans cette phrase initiale du Manifeste du parti communiste: "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours





vais de la propriété particulière, la solution envisagée pour parvenir au bonheur commun est naturellement la communauté<sup>147</sup>, l'administration commune des produits de la nature et du travail. "Nous prouverons, poursuit Babeuf dans son Manifeste,<sup>148</sup>

Qu'il n'est pas de vérité plus importante que [redacted] celle que nous avons déjà citée, et qu'un philosophe a proclamée en ces termes: Discourez tant qu'il vous plaira sur la meilleure forme du gouvernement, vous n'aurez rien fait, tant que vous n'aurez point détruit les germes de la cupidité et de l'ambition<sup>149</sup>.

Qu'il faut donc que les institutions sociales mènent à ce point, qu'elles ôtent à tout individu l'espoir de devenir jamais ni plus riche, ni plus puissant, ni plus distingué par ses lumières, qu'aucun de ses égaux.

Qu'il faut, pour préciser davantage ceci, parvenir à enchaîner le sort; à rendre celui de chaque co-associé<sup>150</sup> indépendant des chances et des circonstances heureuses et malheureuses; à assurer à chacun et à sa postérité, telle nombreuse qu'elle soit, la suffisance, mais rien que la suffisance; et à fermer, à tous, toutes les voies possibles, pour obtenir jamais au-delà de la cote-part individuelle dans les produits de la nature et du travail.

Que le seul moyen d'arriver là, est d'établir l'administration commune; de supprimer la propriété particulière; d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connoît; de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun; et d'établir une simple administration de distribution,

) une administration des subsistances, qui, tenant registre de  
 ( tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces  
 ( dernières dans la plus scrupuleuse égalité, et les fera déposer  
 ( dans le domicile de chaque citoyen"<sup>151</sup> .

### olutionner

Comment parvenir à ce but souhaité, caractéristique d'ailleurs d'une situation de pénurie ? par la révolution, qui ne sera pas achevée "tant que tous les hommes ne partageront pas les fruits de la terre, comme ils partagent les rayons du soleil"<sup>152</sup> ; et si on objecte aux Egaux "que la révolution est finie" et qu'ils sont "des anarchistes et des hommes qui voudroient révolutionner toujours", Babeuf de répondre: "Révolutionner, nous avons déjà dit plusieurs fois ce que c'est. C'est conspirer contre un état de choses qui ne convient pas; c'est tendre à le désorganiser et à mettre en place quelque chose qui vaille mieux. Or, tant que tout ce qui ne vaut rien n'est pas renversé et que ce qui seroit bon n'est pas stabilisé, je ne reconnois point que l'on ait assez révolutionné pour le peuple. [...] Donc il faut la continuer, cette révolution, jusqu'à ce qu'elle soit devenue la révolution du peuple"<sup>153</sup> . Ce n'est pas encore la notion de révolution permanente sans doute, encore qu'on en soit proche chez Maréchal ou dans certains textes de Babeuf sur la nécessaire dénonciation permanente du pouvoir par la presse<sup>154</sup> , mais c'est déjà celle de "révolution démocratique" au sein de la révolution (française) en général, celle de "république populaire et démocratique" s'opposant à la "république bourgeoise et aristocratique", celle de la constitution d'un "parti populaire"

ou "parti plébéien" qui, au "grand jour du peuple", l'emportera dans la lutte contre le "parti patricien"<sup>155</sup>. Pour ce faire, Babeuf, qui s'est moralement investi du Tribunal du Peuple<sup>156</sup> et qui veut "substituer au langage de la flagornerie rampante l'idiome libre du démocratism"<sup>157</sup>, pense pouvoir renouer avec la marche interrompue de la révolution en préparant une insurrection populaire sur la base politique de la "constitution démocratique de 93"<sup>158</sup> et par la publication d'un Manifeste contenant, "comme tous les Manifestes", "d'une part, l'acte d'accusation de la puissance qu'on attaque; de l'autre, l'exposition du meilleur ordre qu'on se propose, et des moyens pris et à prendre pour réussir à le fonder"<sup>159</sup>.

Les derniers livres de Monsieur-Nicolas. M.-A. Jullien

C'est dans ce contexte que Restif rédige les derniers livres de Monsieur-Nicolas, et on ne s'étonnera guère que ce partisan depuis toujours de la communauté, qui assiste désormais aux réunions de la Société du Panthéon, donne voix au "communisme" dans son ouvrage, à la fois chronique des événements et autobiographie entrecoupée de réflexions théoriques<sup>160</sup>:

) "On vit, écrit-il, dans la Section du Panthéon, un citoyen  
) demander le rejet de la Constitution, et l'établissement du  
) Communisme: mais il s'expliqua si mal d'abord, que moi-même  
) je fus contre lui. Les préjugistes s'indignèrent: l'orateur  
) descendit honni de la chaire d'Etienne-du-Mont, qui lui avait

) servi de tribune: on voulait le battre, tant l'aristocratie  
 ) était déjà puissante! Nous nous y opposâmes, le président  
 ) Delavigne et moi... Nous sûmes ensuite que cet homme avait  
 ) été secrétaire de Robespierre: nous en conjecturâmes que  
 ) Robespierre s'occupait d'un projet analogue. Je n'eus bientôt  
 ) plus de doute là-dessus... Mais je ne m'expliquerai pas davan-  
 ) tage"161 .

Le passage est particulièrement significatif et important tant comme complément aux données dont on dispose déjà sur l'activité des robespierristes et des babouvistes au cours de l'hiver 1795/1796 que comme témoignage sur Restif lui-même qui semble avoir eu alors une connaissance intime du milieu des opposants (sans doute par Maréchal) et qui a le courage encore au printemps 1797 d'écrire en faveur de Robespierre et des Egaux. Particulièrement intéressant serait de connaître en outre le nom de ce citoyen qui demandait alors l'établissement du communisme: l'indication "secrétaire de Robespierre" (qu'il faut entendre naturellement au sens de collaborateur proche et non de secrétaire administratif à la Convention ou au Comité de Salut Public), jointe au contexte de jacobinisme communautaire qui fait dériver directement le babouvisme du robespierrisme, permet à mon avis trois hypothèses tout au plus quant à l'identité de l'orateur: il peut s'agir soit de Simon Duplay dont on sait positivement qu'il remplit ce rôle auprès de Robespierre, soit de Marc-Antoine Jullien, dont la qualité de "secrétaire de Robespierre" est encore évoquée par l'ancien jacobin Jean-Jacques Delorme dans une lettre à Buonarroti en

1836, et quatre ans plus tard par le socialiste anglais John G. Barmby, soit enfin de Ph. Buonarroti.

En ce qui concerne Buonarroti, qui se lia à Robespierre au cours de son séjour à Paris au printemps 1793<sup>162</sup> et le fréquenta chez les Duplay à l'époque où, après la journée révolutionnaire du 31 mai, la Convention débattait de la nouvelle constitution, il fut alors suffisamment proche de Robespierre pour rendre compte plus tard des raisons profondes qui, selon lui, amenèrent ce dernier à proposer, contre son propre sentiment, un Projet de Constitution<sup>163</sup>. On peut même se demander si Buonarroti n'a pas participé aux discussions préliminaires ou à la rédaction de ce texte dont il loue "la définition du droit de propriété, qui cesse d'être au nombre des droits principaux, pour faire place à celui de pouvoir à la conservation de l'existence"<sup>164</sup>. Quoi qu'il en soit, ses relations avec Robespierre et la concordance de ses opinions avec celles du citoyen inconnu pourraient faire passer Buonarroti, tout aussi bien que Jullien, pour un des "secrétaires" de Robespierre. Cependant aucune tradition ne l'atteste et il est peu vraisemblable que cet habile juriste, publiciste, organisateur et orateur de premier plan, qui présidait à tour de rôle aux séances de la Société du Panthéon, d'une part se soit "si mal expliqué" selon le dire de Restif et d'autre part lui ait été inconnu. Restent Duplay et Jullien.

Simon Duplay<sup>165</sup>, volontaire de 1792, avait eu une jambe emportée à ██████████ Valmy (20 septembre) et depuis la fin de la même année vivait chez son oncle Maurice Duplay. Il se lia à

Robespierre dont il devint secrétaire bénévole jusqu'à Thermidor; emprisonnés au Plessis, entre autres avec Buonarroti, leur ancien commensal, l'oncle et le neveu devaient participer à la conjuration des Egaux et se retrouver devant la Haute Cour de Vendôme, après que Simon Duplay ait publié avec Babeuf une petite feuille pour "les classes laborieuses"<sup>166</sup>. Il est peu vraisemblable, à nouveau, que le citoyen inconnu de Restif, et que certains voulaient battre, ait été Simon Duplay, vétéran de 1792, amputé, et que dans le milieu jacobin et sans-culotte tout un chacun devait connaître. Reste donc Jullien.

Marc-Antoine Jullien, né en 1775, est un destin exceptionnel, à la mesure de la culture des Lumières à laquelle il fut formé et des événements révolutionnaires qu'il vécut et auxquels il participa à moins de vingt ans<sup>167</sup>. Membre du Club des Jacobins en 1791, envoyé en Angleterre l'année suivante, commissaire aux guerres dans les Pyrénées à 18 ans en 1793, il attire sur lui l'attention de Robespierre qui note alors: "JULLIEN fils: Homme énergique et probe, capable des fonctions les plus importantes"<sup>168</sup>; Robespierre le fait effectivement rappeler en août 1793 à Paris et nommer en septembre agent du Comité de Salut Public pour un voyage d'inspection avec pleins pouvoirs dans l'ouest et le sud-ouest. A l'occasion de ce voyage il s'affronte violemment avec Carrier à Nantes, qui tente de le faire fusiller et dont il obtient cependant le rappel à Paris; lors du 9 thermidor il est à Bordeaux en lutte avec les Girondins. Les membres des Comités de la Convention qui venaient d'abattre Robespierre et qui faisaient revenir

les conventionnels girondins proscrits firent en sorte de rejeter sur des comparses (absents) leur part de responsabilité au gouvernement de Salut Public. C'est ainsi que Tallien dénonça Jullien fils dès le 10 thermidor comme un des plus zélés terroristes et agents de Robespierre. Arrêté à son retour à Paris, il se trouvait en 1795 à la prison du Plessis où il rencontra Buonarroti en avril/mai et Babeuf en septembre. C'est ce dernier qui rédigea en partie le prospectus de L'Orateur Plébéien que devait fonder Jullien à leur sortie de prison, tandis que Babeuf reprenait Le Tribun du Peuple et Antonelle Le Journal des Hommes Libres<sup>169</sup>. Naturellement impliqué dans la conspiration des Egaux (même s'il ne partageait pas ou plus toutes les vues de Babeuf)<sup>170</sup>, Jullien échappe à la police en se cachant à la campagne, puis rejoint l'armée d'Italie]. Même si les convictions communautaires ou communiste de Jullien devaient être de courte durée comme le montrent ses hésitations ultérieures entre bonapartisme et libéralisme politique, il garda toute sa vie une attitude d'opposant en matière sociale et éducative. Après avoir été rédacteur du Courrier de l'Armée d'Italie (1797-1798) sous la direction de Bonaparte avec qui il se brouille, été secrétaire du gouvernement militaire de Naples, de nouveau emprisonné sur ordre du Directoire, Jullien travaille plusieurs années au ministère de la guerre dans un emploi subalterne; il s'intéresse dès cette époque aux problèmes d'éducation - il prend contact avec Pestalozzi<sup>171</sup> - et aux questions scientifiques: il fondera à cet effet en 1819 la Revue Encyclopédique qu'il diri-

170a]

gera jusqu'en 1831, revue conçue, à l'image de l'Encyclopédie jadis, comme machine de guerre contre la Restauration; il en cède d'ailleurs la direction à partir de 1832 aux saint-simoniens Pierre Leroux et Jean Reynaud, tandis que ses anciens collaborateurs se disputent les places sous la monarchie nouvelle. Jullien ne se désintéresse pas pour autant des affaires politiques, comme en témoignent ses brochures de 1799, de 1815 et de 1830 contre Bonaparte, contre la Chambre introuvable ou la royauté bourgeoise<sup>172</sup> .

Cependant son intérêt principal va aux questions scientifiques, communautaires et éducatives. Dès l'Empire et la Restauration il entretient des relations scientifiques internationales non seulement avec la Suisse, l'Italie, l'Angleterre mais encore en Allemagne et en Russie (ce qui lui vaut un bref emprisonnement en 1815); et il participera avec Alexander von Humboldt à la création des Congrès scientifiques (à partir de 1828 en Allemagne, depuis 1833 en France). En septembre 1822 il est allé rendre visite à Robert Owen et publie sur les problèmes de la communauté une Notice sur la colonie industrielle de New-Lanark, en Ecosse, fondée par M. Robert Owen<sup>173</sup> . Sous la Restauration il est des membres fondateurs de la société républicaine Aide-toi et en juillet 1830 il est à l'Hôtel de Ville avec Audry de Puyraveau et Lafayette. Pendant la Monarchie de Juillet on le voit fréquenter non seulement les milieux littéraires et scientifiques mais encore des réfugiés politiques allemands, polonais, hongrois<sup>173a</sup> , non seulement certains dirigeants néo-babouvistes comme de Puyraveau et d'Argenson, non seulement les saint-simoniens de renom mais encore de simples



militants comme Jules Gay et sa femme Désirée Véret, qui furent tour à tour fouriéristes, owenistes et communistes matérialistes. C'est à Jullien en effet que Gay s'adresse en 1831 pour s'informer sur Owen dont les idées "sapaient la religion, la famille et la propriété"<sup>174</sup> : Jullien lui remet alors le livre de Joseph Rey, Lettres sur le système de la coopération mutuelle et de la communauté de tous les biens d'après le plan de M. Owen, paru à Paris en 1828, qui est une révélation pour Gay et dont Buonarroti, écrivant à Emile Babeuf, disait: "Rey, dont tu trouves l'ouvrage pâle, a touché une corde fort délicate, mais ce qu'il dit est de toute vérité, quiconque sait un peu raisonner peut en déduire les conséquences de la plus haute importance. Si les principes qu'il ose émettre trouvaient beaucoup de défenseurs c'en serait fait du principal appui de toutes les tyrannies"<sup>175</sup> . Or c'est dans l'établissement d'éducation communautaire de Désirée et Jules Gay aux environs de Paris que le socialiste anglais John Goodwyn Barmby devait rencontrer Jullien en juin/juillet 1840, prendre connaissance à cette occasion du vocabulaire communiste français et créer les termes anglais de "communist", "communism" et de "communitarian" dont il qualifie Jullien en conclusion de son rapport<sup>176</sup> .

Voilà qui constitue à mon avis un ensemble d'indices convergents suffisants pour avancer l'hypothèse plausible - encore que non définitivement confirmée - selon laquelle Jullien fils put être ce citoyen inconnu de Restif qui proposa du haut de la chaire de Saint-Etienne-du-Mont dans l'hiver 1795/1796 l'établissement du communisme. Jullien, après tout, fut plus longtemps et plus sérieusement partisan de la communauté sous des formes diverses que Grenus qui la prôna quelques semaines seulement et dont le témoignage est cependant précieux.

## Réaction thermidorienne et nouveau recours à l'utopie

Il est caractéristique qu'en 1797, après l'échec de la conspiration "babouviste"<sup>177</sup> et le procès de Vendôme dont Babeuf déclarait avec une remarquable lucidité: "Ce procès est celui de la [REDACTED] Révolution française; de sa décision dépendra le sort de la République"<sup>178</sup>, Restif, qui cependant est convaincu que "le communisme serait le meilleur gouvernement", le déclare irréalisable et doit recourir une fois encore pour présenter son Projet de Communauté générale du Genre-humain au mode romanesque de l'époque, mi-philosophique, mi-utopique<sup>179</sup>; il n'en demeure pas moins qu'il donne du communisme, qu'il est si on excepte le malheureux Riedel au fond de son cachot, le premier à désigner ainsi, la triple définition morale, économique et politique que Babeuf et ses [REDACTED] compagnons donnaient du plébéianisme<sup>180</sup>. Outre "communiste" et "communisme" au sens moderne (plus exactement à l'émergence du sens moderne) on y trouve toute la famille des dérivés de "commun": le terme même "commun", "en-commun", celui de "communauté" y sont d'un emploi extrêmement fréquent; "commune" au sens de communauté de base (dans la Communauté des biens générale) est sans doute un premier emploi<sup>181</sup> différent de celui de la commune bourgeoise médiévale et de la commune administrative issue de la Révolution; l'adjectif "commun" au sens de communiste est employé soit seul soit en composition:

70

"commun-républicain", avec un doublet "républicain-communal" qui marque sans doute la date limite d'emploi de communal au sens primitif<sup>182</sup> ; enfin Restif tente un "communismal"<sup>183</sup> qui restera sans écho. Il reprend d'autre part, non sans courage au printemps 1797, un des mots-clefs du babouvisme: "Egaux"<sup>184</sup> ainsi qu'"association" en un sens à mi-chemin entre Babeuf et Fourier<sup>185</sup>. Si on ajoute à cela "anarchisme" et la notion nouvelle de consensus social ou de communauté d'idées (non religieuse) qu'il appelle "coordonance sociale"<sup>186</sup>, on avouera que les derniers livres de Monsieur-Nicolas méritaient d'être tirés d'un oubli ou d'une méconnaissance parfaitement injustifiés: c'est la raison principale de l'importance des extraits qu'on en trouvera parmi les documents rassemblés dans cette étude; je n'ai pas voulu non plus, en les réduisant à l'excès, mutiler une pensée et une sensibilité où le bon sens et le sens politique vont aussi de pair avec l'extravagance, la contradiction, la poésie et la pensée magique<sup>187</sup>, et fabriquer ainsi un Restif de circonstance qui n'a jamais existé.

#### La conjuration babouviste à l'étranger

J'ai déjà noté l'absence totale de traduction des derniers livres de Monsieur-Nicolas, ce qui exclut par conséquent la transcription et l'usage en anglais, en allemand, en italien,

etc. jusque de nos jours du vocabulaire communiste qu'ils contiennent<sup>188</sup> .

Walter Markov a fait pour la presse allemande l'analyse de l'écho suscité par la conjuration babouviste<sup>189</sup> en 1796/1797 entièrement considérée d'ailleurs du point de vue du Directoire; ainsi, le seul périodique qui lui consacre une large part, la Minerva de Hambourg<sup>190</sup> , prend pour référence (outre la traduction de deux interrogatoires, de l'Acte insurrecteur et d'une ou deux lettres de Babeuf) les articles de Thermidoriens d'extrême-droite comme Lacretelle et Courtois sur les principaux conjurés, Antonelle, Babeuf, Drouet, etc. En fait de termes typiques de la conspiration babouviste ("Baboeuf-sche Verschwörung")<sup>191</sup> la moisson est maigre; ce qu'on trouve ne va guère au-delà du vocabulaire révolutionnaire ou contre-révolutionnaire courant déjà adapté du français à l'allemand au cours des années antérieures: outre les qualificatifs attendus de "Terroristen", "Räuber", "Bösewichter"<sup>192</sup> , etc. accolés aux conjurés, sont particulièrement représentés les termes "Parthey", "Patriot", "Demokrat" et son dérivé "demokratisch", "Anarchie" et les deux dérivés "Anarchist" et "anarchisch"<sup>193</sup> ; "bonheur commun", en tête de l'Acte insurrecteur, est rendu par "gemeinschaftliches Glück"<sup>194</sup> et "communauté des biens" naturellement par "Gemeinschaft der Güter"<sup>195</sup> , les conjurés réunis constituant des "Associationen"<sup>196</sup> ; l'égalité est représentée par "Gleichheit"<sup>197</sup> , les conjurés sont des "Gleichmacher" (niveleurs) et l'inévitable loi agraire est rendue par "Ackergesetz"<sup>198</sup> . "Volk" (peuple) est assez

courant<sup>199</sup>, accompagné des plus rares "populaire/unpopulaire"<sup>200</sup> on notera également un emploi unique de "Pantheons-Brüder"<sup>201</sup> pour le terme alors courant de "Panthéonistes", c'est-à-dire les membres de la Société du Panthéon décrite par Restif et Buonarroti.

De son côté Samuel Bernstein a effectué pour la presse britannique et surtout nord-américaine un sondage<sup>202</sup> d'où il ressort que les mêmes pièces approximativement et la même presse officielle ou semi-officielle française furent utilisées par les journalistes allemands et anglo-saxons pour rendre compte de l'insurrection avortée<sup>203</sup>. Le résultat en anglais est comparable à celui esquissé pour l'allemand: l'essentiel du vocabulaire révolutionnaire était passé dès les premières années de la Révolution et au fur et à mesure de sa création du français en anglais à travers l'oeuvre anti-révolutionnaire de l'ambassadeur Burke, du Conventionnel Paine (The Rights of Man) et de la presse qui, dès 1790, rendait ainsi compte de la situation: "All is in a flame between the Aristocratic and Democratic parties [in France]"<sup>204</sup>. Je relèverai ici seulement la formule de "conspiracy of Babeuf", les qualificatifs de "terrorists", "anarchists", "royalists" attribués aux Egaux qui sont accusés par la presse américaine à la fois de "royalism" et d'"anarchism", de vouloir "the agrarian law", "the counter-revolution", "the overthrow of the Constitution"<sup>205</sup>, etc. Le vocabulaire babouviste lui-même n'est représenté que par quelques formules de l'Acte insurrecteur et de l'Ana-

lyse de la doctrine de Babeuf présentés aux lecteurs américains à titre de curiosité et de repoussoir: "equal rights", "common labours and enjoyments"<sup>206</sup>, etc.

Il faudra attendre dans le cas de l'anglais comme de l'allemand (à l'instar du français d'ailleurs) la diffusion de l'ouvrage de Buonarroti et sa traduction ou les adaptations qui en seront faites après 1830 pour que le vocabulaire communautaire babouviste s'impose dans la langue politique. Il est à noter cependant que tandis que l'anglais, qui possède de longue date une tradition démocratique et révolutionnaire, développe au cours des trois premières décennies du 19<sup>e</sup> siècle son propre langage social et communautaire avec la naissance du mouvement ouvrier et les expériences d'Owen et de son école, l'allemand demeure encore dans les années trente et quarante entièrement tributaire en ce domaine des modèles français et anglais.

## CHAPITRE IV

### CHEMINEMENTS SOUTERRAINS, RESURGENCES ET SOURCES NOUVELLES

Avec la fin du Directoire, le coup d'Etat bonapartiste, l'Empire et la Restauration on passe, en ce qui concerne le plébéianisme ou communisme, par une phase de profond silence, au cours de laquelle il est très difficile de suivre tant le progrès de la pensée, qui ne peut s'exprimer, que le destin particulier des démocrates survivants, qui entrent dans l'anonymat, dans la clandestinité et qui se cherchent une activité de couverture; la chape de silence - sur le continent du moins - est si épaisse que se perd jusqu'au vocabulaire de l'idéal communautaire, pour devoir être réinventé quarante ans plus tard. A la fin de la Restauration par exemple, Buonarroti, qui fit plus que tout autre pour cette résurrection, constatait dans l'avant-propos de son livre que "les doctrines politiques actuelles [étaient] à une distance infinie de celles que professaient les démocrates de l'an IV"<sup>207</sup>. Le silence et l'oubli apparent - avec le cheminement souterrain qui va de pair - sont confirmés tant par les observations de contemporains au cours des années trente et quarante que par des faits symboliques, comme la disparition du drapeau rouge révolutionnaire. "Sous l'Empire, la tradition du drapeau rouge semble perdue complètement. C'est si vrai que Napoléon Ier donne comme emblème à sa garde à pied un drapeau rouge avec diverses figurines. [...] Le drapeau rouge est plongé dans l'oubli; cependant l'oubli n'est pas total. A la faveur des journées révo-

lutionnaires de 1830, on le voit réapparaître"<sup>208</sup> . A cette constatation d'un historien, Maurice Dommanget, fait écho la remarque suivante de Theodor Oelckers, écrivain réformateur allemand proche des socialistes, qui écrit en 1844: "Der Kommunismus, wie ihn Babeuf angeregt hatte, sollte erst in der neuesten Zeit nach der Julirevolution wieder zahlreiche Bekenner und Vertreter finden. Schon unter dem Konsulat war Babeuf und seine Lehre so gut wie verschollen"<sup>209</sup> . Disparu dans doute de la surface des choses, mais pas rayé de la réalité. Il y a continuité souterraine de 1796/1797 à la monarchie bourgeoise, continuité représentée non seulement par Buonarrot en exil, mais encore par Hésine père et fils à Rouen, par Emile Babeuf à Paris puis à Lyon, Charles Teste en Belgique et à Paris, Joseph Rey à Grenoble et en Grande-Bretagne, les frères Charavay à Lyon, à Paris, puis de nouveau à Lyon, et par des dizaines d'autres. Un observateur de la Monarchie de Juillet notait avec beaucoup de lucidité dans ses Mémoires: "Depuis Babeuf et depuis les conspirations d'associations royalistes, un monde souterrain en révolte contre le monde réel et officiel a toujours vécu en France. Le tableau de ses agitations, de ses évolutions et de ses gouvernements serait une véritable révélation et expliquerait bien des événements qui paraissent presque sans cause"<sup>210</sup> .

En même temps se développent depuis le début du siècle divers courants de pensée qui reprennent le problème de la société et de sa transformation communautaire sous un autre angle que celui de la prise du pouvoir au cours d'une révolu-



tion violente. La perspective en est la transformation progressive de l'humanité toute entière selon le projet reconnu par son auteur comme le seul valable et étayé d'une philosophie morale et/ou d'un savoir encyclopédique plus ou moins rationnel: perspective nécessairement utopique de ce fait et en raison de l'absence de toute réflexion sur l'exercice et le devenir du pouvoir. Utopie surtout pratique de Robert Owen en Angleterre, qui donne naissance au mouvement coopératif ou associationniste; utopies surtout théoriques de Charles Fourier et de Claude-Henri de Saint-Simon en France, qui engendrent, en symbiose ou en opposition avec l'owenisme selon les cas, les différentes écoles du socialisme (école socialiste saint-simonienne, école sociétaire fouriériste; etc.) et du communisme par influences et contaminations réciproques avec l'owenisme et le néo-babouvisme.

L'analyse des systèmes de chacun des trois grands philosophes utopiques du début du 19e siècle, l'étude de l'activité clandestine de Buonarroti et de ses compagnons<sup>211</sup>, celle du développement et de l'écho de la pensée socialiste utopique ou encore celle du vocabulaire afférent, au cours des trois premières décennies du siècle, représenteraient autant d'études spécialisées, qui existent en tout ou partie - la dernière par exemple a été amorcée par Hans Müller dans son ouvrage sur la famille des termes "social/socialisme"<sup>212</sup> - et qui sont ici hors de question, pour cette raison entre autre que le mouvement populaire communautaire et le langage social qui s'y rattache renaissent de l'histoire écrite du babouvisme,

avec les interférences notées ci-dessus, postérieurement à la publication par Buonarroti en 1828 à Bruxelles de la Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf<sup>213</sup>. Cela ne signifie pas qu'il ne se passe rien au cours de ces décennies dans le domaine du langage social, loin de là, mais ce qui advient relève de registres différents ou parallèles. Ainsi trouve-t-on sans doute un certain nombre de néologismes ou d'emplois nouveaux du français "libéral/libéralisme", de l'anglais "mutual", "co-operation", etc. qui ne tardent pas à passer d'une langue à l'autre et de là aux autres langues européennes; cependant, après les créations verbales de la période prérévolutionnaire et révolutionnaire à partir de la racine "commun" - et si on excepte deux tentatives sans lendemain de "communional" et "communionist" en 1827 -, il faut attendre 1839/1840 pour voir naître et se développer "communautaire/communitarian", "communiste/communist/Kommunist", etc. Si "socialiste" émerge en 1797 ce n'est qu'en 1833/1834 avec l'apparition de "socialisme" qu'il devient d'usage courant; si "prolétaire" au sens moderne est fort répandu sous la Révolution, il ne se généralise en "prolétariat" qu'en 1832, et ainsi de suite. Je me contenterai donc de marquer dans ce chapitre quelques jalons obligés, d'indiquer quelques lignes de continuité peu connues, inexplorées ou contestées, de signaler quelques indices de contacts et d'échanges internationaux qui permettent de repérer l'existence de ce "monde souterrain en révolte" qui va des babouvistes de l'an IV aux révoltés de Peterloo en août 1819, aux canuts de novembre 1831

et aux "communautaires" ou communistes" qui, à la fin de 1839, prennent le relais du grand Parlement ouvrier anglais réuni à Manchester et du soulèvement républicain manqué de mai à Paris.

De "socialiste" à "socialisme" et de leur transcription

en anglais et en allemand

Et d'abord, concernant le vocabulaire du socialisme, deux points de langage qui sont aussi des points d'histoire qu'il est nécessaire d'évoquer ici brièvement parce que les deux termes en question, "sociétaire" et "socialiste", vont connaître un usage considérable dans le courant du 19<sup>e</sup> siècle et qu'ils prennent leur source dans la mouvance de la Révolution et du babouvisme: "sociétaire", cas classique d'évolution sémantique selon les locuteurs, puis de régression partielle; "socialiste", cas mal éclairci parce qu'apparemment ambigu dans son origine.

sociétaire

C'est à Babeuf, jusqu'à preuve du contraire, que revient, au début de l'année 1795, le premier emploi de "sociétaire" au sens de membre de la collectivité sociale. A cette date le terme est fort récent puisqu'on ne le trouve pas avant 1787, au sens de membre d'une société commerciale, et quelques années plus tard au sens de membre d'un club ou d'une société révolutionnaires<sup>214</sup>. Développant le thème de la minorité d'exploiteurs au pouvoir qu'il reprendra quelques mois après dans Le Tribun du Peuple, Babeuf écrit alors dans son livre Du système de dépopulation: "je dis que, quand dans un état la minorité des sociétaires est parvenue à accaparer de ses mains les

richesses foncières et industrielles, et qu'à ce moyen elle [...] use du pouvoir qu'elle a de faire languir dans le besoin la majorité, on doit reconnaître que cet envahissement n'a pu se faire qu'à l'abri des mauvaises institutions du gouvernement"<sup>215</sup> . Et Charles Fourier, dans l'oeuvre duquel à partir de la publication en 1808 de la Théorie des quatre mouvements, le terme revient des milliers de fois, le reprend pour la première fois, semble-t-il, comme adjectif et au sens de socialement ou collectivement harmonieux, dans une lettre de décembre 1803, dans laquelle, commentant ses premiers travaux, il dit s'être "arrêté spécialement au calcul le plus urgent, celui du mouvement social et de la destinée sociétair des nations industrielles"<sup>216</sup> . Si le terme a désormais disparu en ce sens - sauf pour l'historien -, il fut d'un emploi courant et parfois abusif dans l'oeuvre de Fourier et de ses disciples puis dans les débats du socialisme des années trente et quarante du siècle dernier: ainsi Léon Faucher qualifie-t-il en 1840 de "théories sociétaires", à rejeter, l'ensemble des idées et des doctrines à tendance socialiste et communiste<sup>217</sup> . Sa création comme son emploi vont d'ailleurs quasiment sans dire: l'origine babouviste du terme en son acception la plus générale et son développement fouriériste sont tout à fait dans la ligne de l'utilisation par Babeuf et d'autres, à la suite de Mably, Morelly, Rousseau, etc. d'un vocabulaire diversifié adapté à l'analyse de la société: "social", "anti-social", "associé", "co-associé", "aggrégé social", "état d'association" "sociétaire", etc.<sup>218</sup>

Socialiste

En revanche le premier emploi attesté de "socialiste" par le jacobin montagnard Jean-Baptiste Drouet pose problème, en ce sens qu'il paraît désigner les royalistes, ennemis de la Révolution et de la République. Ainsi, après la publication du texte de Drouet par G. Laurent, Brunot déclare-t-il sans ambages que "socialiste [y] est pris dans le sens d'adversaire de la Révolution, d'allié des royalistes"<sup>219</sup>. H. Müller de son côté aboutit, à l'issue d'une assez longue démonstration dans laquelle il fait intervenir la possibilité d'une influence des théories du droit naturel sur Drouet, à la conclusion qu'on ne peut savoir comment ce dernier entendait le terme qu'il emploie; démonstration qui serait convaincante ██████████ si Müller tenait compte du contexte politique français de l'époque thermidorienne et de l'effervescence linguistique de toute la période révolutionnaire<sup>7</sup>. Etant donné la complexité de la situation politique sous le Directoire<sup>221</sup>, il est nécessaire à mon avis, avant de se prononcer, de poser deux questions préliminaires: Qui est Drouet? Dans quelles conditions emploie-t-il le terme "socialiste"? Jean-Baptiste Drouet est un personnage haut en couleur et quelque peu hors du commun, militaire de profession et de formation intellectuelle typique des Lumières<sup>222</sup>, disciple de Mably, Rousseau, etc., ce qui peut déjà aider à situer son utilisation d'un terme dérivé de "social". Il emploie le terme "socialiste" dans une lettre adressée au Directoire à son retour dans la Marne, fin 1797, après des mois, voire des années d'absence

2207

hors de France et d'Europe. La lettre en question<sup>223</sup> a pour objet de demander au Directoire le poste de commandant de gendarmerie du département de la Marne, occupé par un fonctionnaire réputé réactionnaire. L'extrait conservé se termine ainsi: "Tous les républicains de la Marne ont le désir de me voir occuper le poste de commandant en chef de la gendarmerie. Celui qui occupe cette place est désigné comme un socialiste." Et dix-huit mois plus tard, le 30 thermidor an VII (17 août 1799), Drouet, qui occupe désormais le poste en question depuis quelques semaines, enjoint à l'administration municipale de Reims de "surveiller les intrigues des socialistes fanatiques et émigrés qui abondent dans cette commune"<sup>224</sup>. On pourrait sans doute penser avec Laurent que le "naïf" Drouet<sup>225</sup>, prisonnier en Autriche de septembre 1793 à novembre 1795, puis évadé à travers le monde d'août 1796 à septembre 1797, a quelque peine à se retrouver dans l'échiquier et le vocabulaire politiques post-thermidoriens lors de son second retour. Ne traitait-on pas dans les journaux proches du pouvoir ou directement inspirés par lui en 1796/1797 Marat, Robespierre ou Babeuf alternativement voire simultanément de terroristes et de royalistes?<sup>226</sup> Mais ce fait doit justement inciter à la prudence dans l'interprétation de la formule utilisée par Drouet. En effet, de novembre 1795 à son arrestation en avril 1796, Drouet est membre du Club du Panthéon, il est lié tant avec les conjurés Montagnards (Amar, Robert Lindet, etc.) qu'avec Darthé, Babeuf, Buonarroti, il est membre du directoire

à  
çon  
hume

secret babouviste qui se réunit d'ordinaire à son domicile<sup>227</sup>  
Voilà qui permet de conclure, me semble-t-il, d'une part que  
même sans qu'il ait été une tête politique de premier plan,  
Drouet était cependant bien placé pour porter un jugement  
motivé sur l'orientation générale de la politique du Direc-  
toire, thermidorien et réactionnaire, et de s'exprimer en  
conséquence lorsqu'il s'adresse à ce dernier; d'autre part son  
engagement politique et sa formation intellectuelle le met-  
taient à même de créer ou d'utiliser un terme entendu et allan-  
de soi chez les partisans sans compromis du contrat social<sup>228</sup>

Que peut donc signifier l'épithète de "socialiste" sous  
la plume de Drouet en 1797 et 1799? Le terme sort de toute  
évidence de l'école jacobine et babouviste à laquelle appar-  
tient Drouet, mais dans la lutte à mort (au sens propre) pour  
le pouvoir que se livrent alors les républicains de toutes  
couleurs, le terme (comme tant d'autres, "anarchiste", "roya-  
liste" "terroriste", etc.) ne sert pas tant à qualifier avec  
précision les opinions de l'adversaire qu'à le disqualifier  
radicalement aux yeux du Directoire en entrant apparemment  
dans les vues de ce dernier<sup>229</sup>. Et le 3 janvier 1798 le com-  
mandant de gendarmerie Luce était destitué, pour être remplacé  
par Drouet, avec quelque retard il est vrai, en juillet 1799.

Voilà pour la filiation babouviste - puis fouriériste -  
de "sociétaire" et de "socialiste". Pour ce qui est de l'appa-  
rition et de l'emploi de "social" avant cette période, le  
point de la recherche a été fait par H. Müller; je reviendrai  
sur son emploi au cours des premières décennies du 19e siècle

Après "socialiste" en français en 1797, il faut attendre 1822 pour qu'apparaisse par écrit le terme correspondant anglais dans une lettre d'Edward Cooper à Robert Owen, où il est question d'une "Mrs. Jones [who] seems well adapted to become what my friend Jo. Applegath calls a Socialist"<sup>230</sup>. Depuis quand, par quels cheminements inconnus de création ou d'imitation, Applegath, avec Cooper un des intimes d'Owen, utilisait-il le terme dans le cercle de ce dernier, c'est ce que nous ne saurons sans doute jamais. Toujours est-il que, comme en français d'ailleurs, "socialist" ne devient d'usage courant qu'entre 1833 et 1835. Depuis son emploi par Applegath/Cooper on le trouve en effet une fois seulement dans une remarque rédactionnelle du Co-operative Magazine d'Owen en novembre 1827 et une autre dans le Poor Man's Guardian d'août 1833<sup>231</sup>. De même, en français, "socialiste" ne réapparaît qu'en avril 1833 dans l'organe officiel de l'Ecole sociétaire, La Réforme industrielle, ou le Phalanstère, sous la plume de Charles Pellarrin, ancien saint-simonien et fouriériste rallié<sup>232</sup>. En 1835 le terme était définitivement implanté dans les deux langues.

### Socialisme

En ce qui concerne l'abstrait français "socialisme", Pierre Leroux écrit dans un texte postérieur, daté de 1858: "J'ai le premier emprunté aux légistes le terme de SOLIDARITE, pour l'introduire dans la Philosophie, c'est-à-dire suivant moi, dans la Religion. J'ai voulu remplacer la charité du Christianisme par la solidarité humaine, et j'ai donné de ces raisons dans un gros livre [De l'Humanité en 1840]. C'est



92

moi aussi qui, le premier, me suis servi du mot de SOCIALISME. C'était du néologisme alors, un néologisme nécessaire. Je forgeai ce mot par opposition à individualisme, qui commençait à avoir cours. Il y a de cela environ vingt-cinq ans"<sup>233</sup>. De fait Leroux utilise le terme pour la première fois en son sens actuel dans un de ses articles d'économie politique prévu pour paraître dans le numéro d'octobre 1833 de la Revue Encyclopédique, qui fut retardé jusqu'en août de l'année suivante. S'en prenant aux tenants du libéralisme politique absolu comme à ceux du fouriérisme et à l'embrigadement dans la caserne phalanstérienne, il écrit: "Nous sommes [...] aujourd'hui la proie de ces deux systèmes exclusifs de l'individualisme et du socialisme, repoussés que nous sommes de la liberté par celui qui prétend la faire régner, et de l'association par celui qui la prêche"<sup>234</sup>. Mais le terme apparaît deux fois auparavant<sup>235</sup>, au sens assez différent toutefois et qui ne s'est pas imposé, de communauté sociale ou religieuse (et non de théorie de la transformation de la société), en novembre 1831 et février 1832, forgé par deux hommes proches du saint-simonisme et de Leroux lui-même, A. Vinet et H. Joncières. Le premier emploi connu du terme est d'Alexandre Vinet, théologien réformé de Lausanne, dans un article curieux sur Catholicisme et Protestantisme pour une revue parisienne proche des saint-simoniens ou inspirée par eux, Le Semeur: "Le protestantisme, en politique, en religion, en littérature, est le droit de s'isoler de la communauté des croyances, pour voir si l'on pourra s'y rattacher, et jusqu'à quel point.

C'est le droit de séparer sa fortune intellectuelle de la fortune indivise et des croyances publiques, pour la compter de nouveau et se rengager de nouveau, mais avec connaissance de cause, dans l'association. Le protestantisme, c'est l'individualisme dans la pensée. Le protestantisme, c'est une forme de la liberté. Or, la liberté n'étant qu'un moyen, [...] le protestantisme non plus n'est qu'un moyen. On ne se sépare pas pour [se] séparer [...]. On se sépare pour se réunir; l'individualisme doit ramener au socialisme; le protestantisme au vrai catholicisme; la liberté à l'unité"<sup>236</sup>. Il est caractéristique que le pasteur lausannois crée dans cette revue le terme "socialisme" (au sens de communauté sociale et religieuse supérieure à l'individu) pour l'opposer à "individualisme" qui est lui-même de création de l'école saint-simonienne<sup>237</sup>. Le terme est repris, au sens social seulement et sans référence religieuse, dans une critique littéraire du journaliste saint-simonien H. Joncières consacrée aux Feuilles d'automne de V. Hugo et parue dans Le Globe, alors organe officiel des saint-simoniens dirigé par P. Leroux: "Dans cette poésie tout individuelle éclate souvent un sentiment profond des maux de l'humanité, dans cette poésie toute d'intérieur il y a une larme pour les souffrances du monde [...]. Honneur donc au poète qui, tout en s'individualisant, garde pour les douleurs du monde un baume consolateur! [...] Au reste, si nous jetons ces observations ce n'est pas pour blâmer le genre de poésie que publie en ce moment M. V. Hugo. Nous ne voulons pas sacrifier la personnalité au socialisme, pas plus que ce dernier à la

94

personnalité. L'harmonisation de ces deux faces de la vie de l'homme est le but de tous nos efforts"<sup>238</sup>. Même si Pierre Leroux n'est donc pas à proprement parler le créateur du terme, le récit qu'il donne de sa genèse est conforme au processus historique tel qu'on peut le reconstituer, et Leroux est à tout le moins le créateur du sens sous lequel "socialisme" s'est imposé depuis 1833/1834: théorie de l'association et de la transformation communautaire et humanitaire de la société<sup>239</sup>. En outre sa qualité de rédacteur du Globe et d'animateur du groupe rassemblé autour du journal, comme son attention portée aux problèmes à la fois sociaux et spirituels, incitent à penser qu'il ne fut peut-être pas étranger aux premiers emplois du terme en 1831 et 1832. La situation d'échange et de création verbale de Vinet et Joncières par rapport à Leroux n'est pas sans analogie avec celle d'Applegath et Cooper vis à vis d'Owen ou encore avec celle de la correspondance de d'Hupay dans l'oeuvre de Restif.

nice sociale

A son tour l'anglais "socialism" commence sa carrière dans la seconde moitié de l'année 1837, date à laquelle il apparaît pour la première fois dans The New Moral World, le grand journal oweniste. Dans le numéro du 2 septembre, à la rubrique destinée à rendre compte de l'activité des socialistes, la manchette "Socialism" remplace la formule habituelle jusque là, et qui sera encore longtemps employée concurremment à ce dernier, de "Progress of Social Reform"<sup>240</sup>. On touche là

d'ailleurs un point qui explique pour une part sans doute la tardive apparition de "socialisme/socialism" comme la tardive diffusion de "socialiste/socialist" dans les deux langues, et le plus tardif emploi encore de "socialistic": l'existence d'un terme ou de formules qui durant deux décennies au moins en tiennent lieu. "Science sociale/doctrine sociale" en français, "Social System/ Social Science" en anglais remplissent en effet dans les écrits de Fourier et de Saint-Simon d'une part, dans ceux d'Owen de l'autre - et de leurs disciples respectifs - la fonction de l'abstrait "socialisme/socialism", tandis que "social" connaît dès le début du siècle en français, dans les années vingt en anglais une évolution sémantique qui l'amène à signifier "socialiste/socialistic". Müller a montré comment l'acception de "social" évolue dans l'emploi de cet adjectif par Owen: alors qu'en 1820 le terme sert encore exclusivement à qualifier tout système de société, à partir de 1826/1827 la formule "Social System" tend de plus en plus à ne signifier que le système de société préconisé par Owen et ses disciples<sup>241</sup>. En décembre 1827 par exemple il est question dans The Co-operative Magazine "of the co-operative or communal, or as accurately as either, of the social (for it is the only truly social) system"<sup>242</sup> - on ne saurait espérer plus de précision! Ainsi l'usage de "social" au sens de "socialistic" que le New English Dictionary (désormais Oxford Dictionary) date de 1841, remonte au plus tard à 1826 et se rencontre dans la presse oweniste en d'innombrables exemples au cours des années trente sous la forme de "Social Reform",

"Social Reformer", "Social Mission", "Social Missionaries"<sup>243</sup>  
etc. Et si le substantif "socialist" perce au début des années  
trente, il faut attendre 1848 pour trouver en anglais le pre-  
mier emploi de l'adjectif "socialistic"<sup>244</sup>. Une démonstration  
similaire - absente des analyses de Müller - peut être aisé-  
ment faite pour le français. Dès les premières années du siè-  
cle, Saint-Simon comme Fourier [ ] font un usage extrêmement  
fréquent de l'adjectif "social" qui d'une part se distingue  
nettement de l'usage antérieur exclusivement politique ou pres-  
que, d'autre part tend de plus en plus à désigner chez eux le  
mode unique de réalisation de leur propre conception sociale,  
le futur "socialisme". De Rousseau à Babeuf le terme est pris  
au sens strictement politique. Qu'il suffise pour s'en con-  
vaincre de citer Rousseau écrivant au livre II du Contrat so-  
cial: "par le pacte social nous avons donné l'existence et la  
vie au corps politique", et plus loin: "des lumières publiques  
résulte l'union de l'entendement et de la volonté dans le corps  
[ ] social"; ou Babeuf définissant le citoyen comme "aggré-  
gé social"<sup>245</sup>. Or lorsque Fourier rédige à Lyon dans les  
toutes premières années du siècle sa Théorie des quatre mouve-  
ments parue en 1808 et qu'il y parle de "l'Homme social", de  
"la propriété sociale", du "Bonheur social", lorsqu'il y dénon-  
ce les "spoliations" du "Corps Social" par l'accaparement, le  
parasitisme commercial, l'agiotage et la banqueroute, qu'il y  
dénonce "la guerre du Pauvre contre le Riche", lorsqu'il récla-  
me "le Droit au travail [...] sans lequel tous les autres sont  
inutiles", lorsqu'analysant la société de son temps il fait

esque }  
jours }

apparaître l'existence d'une "basse bourgeoisie" ou encore de "classes moyennes, les petits bourgeois"<sup>246</sup>, il est évident qu'il rompt avec l'usage ancien purement politique pour donner au terme "social" son sens moderne de: tout ce qui concerne la répartition et les rapports des individus dans la société envisagée du point de vue du fondement économique de celle-ci, de la division du travail et de ses effets, de ce qu'on appelle depuis 1830 environ "la question sociale"<sup>247</sup>. Et lorsque Saint-Simon annonce en 1804 que "la science de l'organisation sociale deviendra une science positive", lorsque, s'adressant quelques années plus tard aux responsables du Bureau des longitudes, il leur dit: "Vous n'êtes, messieurs, que des savants anarchistes; vous niez l'existence, la suprématie de la théorie générale"<sup>248</sup>; lorsque la même année, en 1808, Fourier annonce de "science certaine" l'amélioration de la société, de l'humanité toute entière, grâce à sa "Théorie du mouvement social", appelée aussi "Science Sociale"<sup>249</sup>, les jalons sont déjà posés pour les formules de "Théorie sociale" ou de "Science sociale" au sens strict de "socialisme" et pour "social" au sens de "socialiste" qui s'imposeront dans le langage des saint-simoniens et des fouriéristes au cours des années vingt, et qui se répandront dans le grand public par l'usage qu'en feront les fouriéristes après 1830.

### Sozial, Sozialist, Sozialismus

Les adaptations allemandes enfin de ce vocabulaire social voient le jour entre 1830 et 1841, en deux phases bien distinctes: l'une, qui va de 1830 à 1840, concerne exclusivement

l'adjectif "social/sozial" - rendu aussi par le terme de racine germanique "gesellschaftlich" -, l'autre plus brève, de 1839 à 1841, concerne les termes "societär", "Socialist" et "socialistisch", enfin pour finir "Socialismus". H. Müller note, d'après les études existantes sur l'apparition et la diffusion du terme "sozial" en allemand, que ce dernier, qui est répertorié par Campe dès 1801, ne s'implante réellement dans la langue qu'à partir de 1830 et sous influence française<sup>250</sup>. Il est possible de suivre dans les textes de référence de l'émigration allemande et de sa surveillance ainsi que dans la presse consacrée en Allemagne à la situation anglaise et française (cf. chapitre VI) la rapide évolution de sens de "sozial, gesellschaftlich" au cours des dix premières années de la Monarchie de Juillet. On trouve naturellement dans ces documents un usage qu'on pourrait qualifier de neutre, comme "sociale/gesellschaftliche Zustände", "— Einrichtungen", "— Verhältnisse", etc.<sup>251</sup>, si l'accent n'était mis aussitôt sur la remise en cause politique et sociale que véhicule le terme: ainsi la formule qui revient le plus souvent sous la plume des observateurs extérieurs en complément des précédentes est-elle celle de "sociale Frage(n)"<sup>252</sup>. Si n'apparaissent pas aussi immédiatement, par une sorte d'opposition antithétique, de toutes autres connotations: "sociale/gesellschaftliche Stellung", "sociale Einrichtungen" alternent de façon quasi automatique dans les analyses sociales des Allemands de l'émigration avec la dénonciation des "sociale Vorrechte" et l'exigence de "sociale Befreiung", "sociale Emanci-

pation"<sup>253</sup> . La conclusion de ces réflexions sociales va de soi, pour ainsi dire, tantôt laborieuse, tantôt vive et cinglante, mais sans ambiguïté, que ce soit Th. Schuster écrivant en 1835 au nom de la Ligue des Bannis: "Ihr wollt nichts wissen von der socialen Reform? so beugt Euch denn unter die soziale Revolution"<sup>254</sup> , ou W. Weitling, en exergue au manifeste de la Ligue des Justes en 1838: "Die Namen Republick und Constitution / So schön sie sind, genügen nicht allein;/ Das arme Volk hat nichts im Magen,/ Nichts auf den [sic] Leib, und muß sich immer plagen;/ Drum muß die nächste Revolution / Soll sie verbessern, eine sociale sein"<sup>255</sup> .

Point n'est d'ailleurs besoin que l'adjectif "sozial/gesellschaftlich" soit accouplé à "Befreiung", "Emanzipation", "Reform" ou "Revolution" pour signifier rapidement "sozialistisch", à l'exemple de l'évolution sémantique déjà réalisée en français et en anglais. Ainsi dès 1835 le facteur en piano W. Strähl exprime la revendication, qui est celle de ses compagnons du faubourg St-Antoine, de définir en commun une "Politik des gesellschaftlichen Lebens"<sup>256</sup> tandis que les observateurs hostiles au mouvement blâment les "gesellschaftliche Bestrebungen der Partheien"<sup>257</sup> ; et en 1840 au plus tard était née en Allemagne, pour ■■■■■ désigner l'ensemble des socialistes ou les théories non encore qualifiées en allemand de "Sozialismus", la formule "die sociale Parthey"<sup>258</sup> qui devait rester d'emploi courant jusqu'à la première guerre mondiale sans doute. On notera que jusqu'en 1839/1840 les Allemands de l'étranger - partisans ou adversaires du socialisme et de la



communauté des biens - n'emploient, pas plus que les journaux d'Allemagne, les termes de "Sozialist", "sozialistisch" et "Sozialismus": ces termes ne se trouvent en effet dans aucun des textes allemands connus des organisations ou des individus en Suisse, en France ou en Angleterre de 1832 à 1839 utilisés pour cette étude; il est vrai de surcroît que la période 1839-1841 est fort mal représentée en documents socialistes et communistes allemands précis et datés<sup>259</sup>. Mais encore en 1840 par exemple, la brochure de W. Obermüller, Das Gütergleichgewicht, qui se présente entre autre comme une réplique aux propositions sociales communautaires de celle de W. Weitling, Die Menschheit (1838/1839), et qui traite avec beaucoup de désinvolture, parmi divers sujets, de "Baboeuf, Buonarotti, Fourier [Owen] und alle, die ihnen nachbeten", qualifie tous ces réformateurs ou révolutionnaires, socialistes ou communistes du terme générique et péjoratif de "Gütergemeinschäftler"<sup>260</sup>. Le terme "social", que ce soit en français, en anglais ou en allemand, employé au sens de "socialiste" et concurremment à ce dernier, s'est longtemps maintenu: par exemple dans la formule quarante-huitarde de "République/Révolution démocratique et sociale", "Demokratische und soziale/sozialistische Republik/Revolution"<sup>261</sup>, qui donne naissance dès cette époque à l'adjectif composé français "démocrate-socialiste" souvent abrégé alors en ■■■■ "démoc-soc" et aux formes allemandes "Sozialdemokrat", "sozial-demokratisch" et "demokratisch-sozialistisch"<sup>262</sup>; et en 1917 encore la 3e Conférence de Zimmer-

wald, tenue à Stockholm, bien que s'intitulant "Conférence internationale socialiste", propose dans ses résolutions "la réalisation de la république sociale"<sup>263</sup>.

C'est en 1839 seulement que "societär" est attesté en allemand dans des adaptations du français ou des comptes-rendu sur le mouvement fouriériste<sup>264</sup>; suivent en 1840 "socialistisch" et "Socialist"<sup>265</sup>; et ce n'est qu'en novembre 1841 ██████ que "Socialismus" fait son apparition simultanément à "Communismus" dans les colonnes de l'Allgemeine Zeitung d'Augsbourg, en provenance de correspondants à Paris, à Londres et à Genève<sup>266</sup>. Il est vraisemblable d'ailleurs que ces trois derniers termes étaient devenus d'usage oral plus ou moins courant dès la seconde moitié de 1840 chez les socialistes ou communistes allemands résidant à Londres et à Paris en raison de l'agitation sociale et des débats théoriques qui les accompagnèrent et auxquels ces Allemands prirent part, mais comme je l'ai noté précédemment on n'en possède pas de témoignage écrit.

Vrai et faux "libéralisme", "mutualisme", "collectisme" et

"co-operation" 1815-1828

Il apparaît donc dans la genèse et l'évolution des dérivés de "social" comme de "commun" - si on excepte l'emploi de "sociétaire" par Fourier et les tardifs et éphémères "commu-

102

nional" et "communionist" des owenistes - que les        premières décennies du siècle sont plus une période de gestation prolongée que de véritable création et diffusion de ces termes. Des tentatives eurent lieu cependant pour forger des vocables neufs adaptés à la réalité sociale nouvelle qu'entrevoyaient ces novateurs visionnaires que furent Saint-Simon, Owen et Fourier, mais à partir d'autres racines verbales, tentatives entreprises par eux-mêmes ou par des proches. A lui seul l'océan de cosmogonie fantaisiste, d'utopie sociale, de poésie et de langage neuf de Fourier mériterait mieux qu'une plongée isolée, une exploitation systématique ramènerait sans doute une belle moisson de trouvailles<sup>267</sup>. Laissant à d'autres le soin d'élaborer ce dictionnaire fouriériste des séries passionnelles bi-composées simples ou pivotales, depuis le Groupisme contemporain jusqu'à l'Harmonisme futur en passant par le Garantisme intermédiaire<sup>268</sup>, je me contenterai de considérer ici trois ou quatre termes ou séries de termes développés concurremment aux néologismes issus de "social" et de "commun" pour désigner un mode de société rationnelle et communautaire et qui ont été assimilés à la langue usuelle, parfois en un sens assez différent. D'abord une tentative manquée de Fourier pour donner une coloration sociale au terme "libéralisme" qui émergeait à peine et un essai du docteur Amard, "collectisme"; puis deux créations complémentaires bien que sans lien, "mutualisme" et "mutuellisme", l'une sous influence de l'école mutuelle lancastérienne, l'autre des associations ouvrières lyonnaises; enfin

l'emploi nouveau de l'anglais "co-operation" et "co-operative" par Owen et son école, du français "cooperation" par l'oweniste Joseph Rey.

### libéralisme

"La libéralité est un caractère. Le nom de libéral peut convenir à un homme riche, bienfaisant, généreux; et le nom de libéraux, à une société d'hommes opulents, qui répandraient beaucoup d'aumônes, feraient des constructions et fondations utiles à la classe indigente. Mais le mot de libéralisme n'est applicable qu'à une théorie sur l'emploi général de l'esprit libéral, sur son extension à des mesures qui puissent embrasser la masse du peuple. Or, que veut cette masse? Elle veut, Le plein exercice des douze passions; Les sept droits naturels et le minimum [vital]<sup>269</sup>. Ces deux volontés sont la même, en différentes expressions. Pour être libéral envers la masse du peuple, il faudrait lui garantir ces divers biens; et le libéralisme est la théorie qui les lui garantira en tout ou en partie. Le libéralisme comprend donc deux sciences encore inconnues. 1° Celle de l'Association, qui garantit le plein exercice des facultés précitées. 2° Celle du Garantisme [...] qui ne procure que le demi-exercice de ces facultés"<sup>270</sup>.

Cette curieuse page du Traité de l'association domestique-agricole de Fourier, entrepris dès 1815/1816 et publié en 1822, donne ainsi du "libéralisme" une définition tout à fait originale qui équivaut au futur "socialisme", de type fouriériste cela va de soi: l'auteur y distingue même une phase intermédiaire, le garantisme, que nous nommerions phase de passage au socialisme, et une phase finale, l'Association réalisée

ou socialisme proprement dit. Définition si peu conforme à l'usage déjà établi de "libéralisme"<sup>271</sup> que Fourier est aussitôt obligé de préciser: son propre "libéralisme" étant le "vrai libéralisme", celui des libéraux est déclaré "faux libéralisme" et sur cette lancée les opinions conservatrices et réactionnaires sont qualifiées d'"illibéralisme" ou "anti-libéralisme"<sup>272</sup>. Peu après la publication de l'ouvrage de Fourier, Saint-Simon reprend dans le Catéchisme des industriels (1823-1824) le terme et l'idée de Fourier et, plutôt que de recourir à une définition en opposition à l'usage, il crée le terme "industrialisme" et son complémentaire "industrialiste" pour qualifier sa propre vision de la société nouvelle: "La dénomination d'industrialisme fixe l'attention sur des intérêts et elle est par conséquent très-préférable à celle de libéralisme, ou toute désignation qui n'indique que des sentiments; car les intérêts sont beaucoup moins variables que les sentiments"<sup>273</sup>.

### Collectisme

C'est encore entre les deux pôles de la pensée de Saint-Simon et de Fourier qu'on voit se préciser l'emploi politique et d'économie politique du terme "collectif" et naître la première amorce de "collectivisme" sous la forme plus brève de "collectisme". Dans ses Lettres d'un habitant de Genève, en 1802, Saint-Simon fait un usage fréquent et voulu de l'adverbe "collectivement" pour qualifier le mode d'action de l'humanité telle qu'il la souhaite. Ainsi écrit-il que, désirant le bonheur de l'humanité, il y travaille et adresse à celle-ci "ce projet directement [...] parce qu'il l'intéresse collective-

ment"; pour mettre un frein aux passions particulières, pour réorganiser "socialement" l'humanité, il l'"engage à agir collectivement"<sup>274</sup> . Peu importe que l'objet de cette action collective soit encore assez flou dans l'esprit de Saint-Simon l'idée et le mot font leur chemin, conjointement à "association" dont Fourier note en 1823 que c'est [REDACTED] "un des sujets en vogue"<sup>275</sup> . C'est justement dans un ouvrage intitulé Association intellectuelle. Méthode progressive et d'association que le docteur Amard développe l'idée selon laquelle l'association "comprime et contient la personnalité, passion subversive de l'ordre [...] et [...] développe au contraire le collectisme, passion toute relative à l'espèce, plus véhémente qu'aucune de celles qui regardent l'individu, [...] passion ordonnatrice, pivot de l'industrie humaine, âme et principe de la sociabilité"<sup>276</sup> . On comprend, à lire ces lignes, que Fourier soit entré en relation avec lui (en décembre 1821) et qu'il ait intégré dans ses Sommaires de 1823, destinés à faire connaître le Traité, deux pages de considérations sur le livre de L.V.F. Amard, dans lesquelles il souligne l'intérêt que présente à ses yeux cette théorie "de la passion dite collectisme [...], qui amènerait les [REDACTED] êtres pensants de tous les siècles à opérer comme un seul homme, fortifierait la faiblesse individuelle de toute la puissance collective de l'espèce"<sup>277</sup> . Cependant, si l'emploi de l'adjectif "collectif" reste fréquent dans les milieux socialistes puis communistes des années trente et quarante, c'est seulement en février 1850 que Constantin Pecqueur forge "collectivisme" au sens de

"socialisme", après que le terme ait été utilisé en 1845 une première fois - mais pour son usage privé et au sens de collection plutôt que d'action commune et concertée - par Jules Michelet<sup>278</sup>. Les formes allemande et anglaise du terme, "Kollektivismus" et "collectivism", n'apparaîtront que plus tard, en même temps d'ailleurs que sera réellement diffusé le terme français "collectivisme" et créé "collectiviste"<sup>279</sup>, c'est-à-dire à partir du Congrès de l'Internationale tenu à Bâle en septembre 1869 et des débats qu'il provoqua dans les diverses sections nationales sur les thèses développées par Bakounine<sup>280</sup>

### tualisme

Au début de l'été 1815, dans la dernière semaine de la péripétie napoléonienne des Cent-Jours, un certain nombre de libéraux et d'industriels fondaient la Société pour l'Instruction Élémentaire qui allait d'une part ouvrir, concurrentes des écoles des Frères de la doctrine chrétienne, des écoles primaires organisées sur le modèle de celles d'Andrew Bell et de Joseph Lancaster en Grande-Bretagne<sup>281</sup> en vue d'une formation rudimentaire de masse, d'autre part publier à partir d'octobre de la même année une revue intitulée Journal d'éducation destinée entre autre à diffuser des idées dérivées de celles de Bell et Lancaster et dites de "l'école mutuelle". Il n'est pas inutile de préciser ici quels étaient les fondateurs de la société et de la revue: outre l'abbé Gaultier, éducateur et ancien émigré retour de Londres, on y rencontre principalement Joseph-Marie de Gérando, anti-jacobin lyonnais, baron d'Empire, membre de l'Institut, futur pair de France, Jean-Baptiste Say, l'industriel et fondateur bien connu de

107

l'économie politique libérale en France, le comte Charles de Lasteyrie, agronome, publiciste et philanthrope, Alexandre de Laborde, fils de banquier, émigré, officier dans les troupes autrichiennes de Kinski, comte d'Empire, Edmé-François Jomard, archéologue, géographe, membre de l'Institut, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, qui publia dès 1815 la traduction du livre de Lancaster<sup>282</sup>. Il s'agit donc là d'un groupe de "libéraux" tels que les dépeint Fourier, de fait les représentants intellectuels de la nouvelle classe bourgeoise analysée par Saint-Simon<sup>283</sup>. Et il est nécessaire en outre de ne pas se méprendre sur le terme anglais "mutual", français "mutuel", dans la théorie de l'école mutuelle: la méthode de Bell et Lancaster, pouvant s'appliquer selon ses auteurs jusqu'à mille élèves simultanément (!), est une transposition à l'apprentissage élémentaire de la lecture et de l'écriture chez les enfants des classes pauvres et qui doivent le rester, des mouvements d'ensemble empruntés aux systèmes réunis de la caserne et de la fabrique, les élèves les plus avancés servant de relais (contre-maîtres ou sous-officiers) dans la transmission des ordres donnés au sifflet et au télégraphe à bras par l'entrepreneur d'éducation<sup>284</sup>. Fourier, à l'affût de tout ce qui paraissait en quelque domaine scientifique que ce soit se rapportant de près ou de loin au problème social, prend aussitôt connaissance de l'idée lancastérienne et des débats passionnés auxquels elle donne alors lieu - et dans le même mouvement crée les termes "mutualiste" et "mutualisme"<sup>285</sup> qui, par-delà la critique qu'il fait de ce qu'il appelle le mutua-



lisme lancastérien, lui paraissent tout à fait propres à qualifier le système d'éducation sociétaire, c'est-à-dire communautaire, gradué et réciproque, qu'il a lui-même en vue. "Nous traiterons, écrit-il dans le Traité de 1822, de l'éducation attrayante dont les philosophes [sic], nommés Lancastriens et mieux Mutualistes, paraissent avoir eu quelque légère idée", ou encore: "il me paraît que les mutualistes ont entrevu partie du procédé de la nature, la distribution progressive de l'enseignement." Et il vante à l'avance cette éducation attrayante, infiniment supérieure "aux faibles appâts de quelques méthodes actuelles, dont la plus vantée, le mutualisme, n'atteint pas au véhicule composé, encore moins au bi-composé", autrement dit "le mutualisme composé convergent, bien différent du mutualisme simple, récemment introduit dans les écoles civilisées"<sup>286</sup>.

Fourier n'est d'ailleurs pas le seul à s'intéresser aux idées diffusées par le Journal d'éducation: dès 1816 Marc-Antoine Jullien essaye d'y greffer une réflexion plus large sur la fonction éducative mutuelle qu'il développe à partir d'une présentation du système d'apprentissage grammatical de Pestalozzi<sup>287</sup>. Or les théories du réformateur zurichois, plus proche de Rousseau et de Fourier que de Bell et Lancaster, visaient à développer l'initiative des enfants et à former des citoyens libres et responsables, lui-même ayant pris au sérieux le titre de citoyen français que lui avait décerné la Convention en 1792, date à laquelle émigrerait l'abbé Gaultier<sup>288</sup>.

Les vues de Pestalozzi étant radicalement à l'opposé de celles prônées par le Journal d'éducation, la rédaction tourna la difficulté en assortissant les articles de Jullien de réponses et commentaires qui faisaient de Pestalozzi un partisan avant la lettre de "l'école mutuelle"; Jullien, échaudé sans doute, ne réitéra pas sa collaboration.

mutuellisme

Contrairement au cas précédemment analysé de "libéral" et "libéralisme" dont l'usage était déjà fixé, les formes "mutualiste" et "mutualisme" forgées par Fourier vont connaître une extension de sens social, voire socialiste. Les deux termes sont chez Fourier de formation savante, par alternance vocalique e/a "mutuel" donnant "mutualiste/isme"<sup>289</sup>, et n'ont encore qu'un sens limité au domaine scolaire ou éducatif, bien que susceptible d'extension à tout le tissu social, étant donné le mode même de pensée et d'écriture de Fourier, par analogies et glissements de sens ou de fonction. Cependant l'enrichissement des deux termes, qui se fixeront dans leur sens économique et social moderne au cours des années trente, est sans aucun doute lié à l'apparition de doublets d'origine populaire "mutuelliste" et "mutuellisme" attestés par écrit depuis 1828 dans l'usage de maîtres-artisans et d'ouvriers lyonnais associés. En préparation dès 1826, les statuts de cette association ouvrière, adoptés le 29 juin 1828, déclaraient: "L'association prend le nom de mutuellisme, qui signifie faire mutuellement comme l'on voudrait qu'il fût fait à soi-même. [...] Chaque associé prend le nom de mutuelliste, qui signifie qui fait toujours comme il voudrait qu'il fût ██

fait à lui-même"<sup>290</sup> . Rousseau, Morelly ou Restif ne parlaient pas différemment.

anglais

Le mouvement d'interaction entre les deux langues, qui avait fait naître en français "mutualiste/isme" de l'emploi lancastérien de "mutual", se clôt plus tard par l'adoption en de "mutualist" puis de "mutualism" après la diffusion des termes français dans leur signification nouvelle<sup>291</sup> . Et si les formes allemandes "mutual/mutuell", "Mutualismus" et "Mutualität", non datées par les dictionnaires, semblent d'emploi relativement rare<sup>292</sup> , l'usage de la forme germanique correspondante, "gegenseitig" - déjà utilisée pour qualifier l'enseignement mutuel<sup>293</sup> - se développe dans les associations ouvrières de l'étranger à partir de 1840 sans doute, comme en témoigne l'appellation de Bildungs- und gegenseitige Unterstützungs-Gesellschaft für Arbeiter utilisée au milieu des années quarante pour désigner l'Association communiste de formation ouvrière allemande à Londres<sup>294</sup> .

mutuelle

Il est hors de propos de traiter ici de la pratique de l'école mutuelle en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en France - où le nombre des élèves <sup>dépassa</sup> rarement cent élèves par classe, semble-t-il<sup>295</sup> . Mais, citant le cas bien connu de Proudhon et de certains anarchistes de la fédération jurassienne de l'Internationale, on a souvent affirmé en France de l'école mutuelle qu'elle avait été "la pépinière de la première génération d'ouvriers révolutionnaires"<sup>296</sup> . Affirmation gratuite ou du moins non pertinente à mon avis, pour plusieurs raisons. Que dire d'abord de la formation des

révolutionnaires sans-culottes, bien avant l'existence de l'école mutuelle? A supposer qu'on les écarte comme non-ouvriers, il faudrait noter en second lieu que quelques exemples éparés ne constituent pas une preuve statistique. Enfin et surtout, tous les cadres et les militants révolutionnaires et syndicaux formés avant 1850 - et parfois bien au-delà - n'ont connu en fait d'école en Europe (lorsqu'ils en ont fréquenté une) que celle des Frères, l'école mutuelle ou toute autre équivalente qui ont naturellement fourni chacune leur contingent de "rebelles" pour parler avec Hobsbawm. Autant vaudrait attribuer à tel type d'école royale biblique anglaise la formation athée et antimonarchiste d'un grand nombre de Chartistes du 19e siècle<sup>297</sup> ou aux collèges jésuites la paternité de la Révolution française. De même ce n'est pas grâce à l'enseignement religieux et borné du grand-duché de Weimar que le futur [redacted] ouvrier tailleur Friedrich Leßner devint membre du Conseil général de l'Internationale et le resta de 1864 à 1872, mais bien à l'Association communiste de formation ouvrière allemande de Londres<sup>298</sup>, cette première université populaire internationale qui tenait de l'auberge compagnonique ancienne, des sociétés clandestines néo-babouvistes françaises et des centres de formation ouvrière britanniques, [redacted] "Rational Halls" ou "Halls of Science" des owenistes, "Chartist Halls" des associations chartistes<sup>299</sup>. Le problème n'est pas prioritairement de savoir de quel type d'école - biblique, mutuelle, des Frères, etc. - sortent ces hommes, mais de constater qu'ils en sont sortis; de déterminer ensuite le

lieu et les moyens de leur culture nouvelle. C'est pour une part, à travers l'analyse du langage neuf qu'ils s'approprient ou qu'ils créent et des conditions de cette appropriation ou de cette création, l'objet de cette étude.

## Histoire des Egaux et "exploitation de l'homme par l'homme"

### Buonarroti

Contrairement à l'oeuvre de Fourier, d'Owen et de leurs disciples ou des mutuellistes lyonnais, ce n'est pas à sa puissance de création verbale que doit d'être soulignée ici l'importance de la Conspiration pour l'Egalité de Buonarroti, qui transmet dans une langue très dépouillée - pauvre pourrait-on dire - une mince partie seulement du vocabulaire neuf des Egaux de l'an IV. La raison en est le contenu historique et politique de l'ouvrage qui sert à partir de la fin de la Restauration et tout particulièrement sous la Monarchie de Juillet de référence intellectuelle à la fraction révolutionnaire des "plébésiens" ou "prolétaires" décidés à changer leur sort<sup>300</sup>. De Buonarroti et de son livre, Alexandre Delhasse, un de ses disciples belges, note dans l'article nécrologique qu'il lui consacre en 1837 qu'il "publia son livre admirable dans les premiers mois de 1828"<sup>301</sup> à la Librairie Romantique à Bruxelles fondée peu de temps auparavant par un français exilé, Auguste Feuillet (qui se faisait appeler Feuillet Dumus), futur éditeur-imprimeur, puis gérant du Libéral à Bruxelles, journal "patriotique" - au sens révolutionnaire - des années trente qui, sous sa gérance, passa aux mains des néo-babouvistes

locaux, Pierre Gillo, les frères Delhasse<sup>302</sup>, etc. Quant à l'historien récemment disparu du babouvisme et du blanquisme, Maurice Dommanget, il conclut dans une de ses dernières études sur Babeuf et la conspiration: "L'apparition de ce livre est un événement qui ne le cédera vingt ans plus tard qu'à l'apparition du Manifeste communiste de Karl Marx et [Friedrich] Engels. La sensation est grande dans le monde démocratique. L'ouvrage devient en quelque sorte le bréviaire de la plupart des socialistes du temps. On y trouve avec le récit minutieux de la conspiration un remarquable aperçu synthétique de la Révolution française"<sup>303</sup>. L'année 1828 marque en effet avec ce livre la fin du tunnel pour les démocrates révolutionnaires et le point de départ d'un véritable renouveau de la pensée et de l'action communautaires à visée politique. Caractéristique de l'immense déception, qui avait succédé en Europe à l'enthousiasme suscité par le mouvement révolutionnaire quand celui-ci avait tourné au profit de Bonaparte, est le fait que les grands réformateurs du début du siècle, Saint-Simon, Owen et Fourier, aient cru pouvoir proposer une solution au problème social faisant totalement abstraction du politique - en 1847 encore V. Considerant proposait dans son Manifeste fouriériste l'établissement du socialisme dans le cadre de la monarchie bourgeoise<sup>304</sup>. Or la pensée démocratique révolutionnaire reprend à partir de 1828 rang et fonction aux ██████████ côtés de la pensée sociétaire-utopiste de Fourier, mutualiste-coopérative d'Owen et industrialiste-mystique de

Saint-Simon: il en résulte un échange et des débats d'où naîtront dans les années trente et quarante toutes les théories des diverses écoles du socialisme et du communisme, qui se perpétueront d'ailleurs bien au-delà de leur rencontre avec la pensée néo-hegelienne vers le milieu des années quarante.

### Exploitation de l'homme par l'homme

Outre les exemples précédemment cités de "mutualisme", "coopération", "socialiste", "lutte de classes", etc., un des cas les plus notoires d'analyse sociale, et de création verbale concomittante, effectuée par un individu ou un groupe et qui devient immédiatement bien commun de la pensée socialiste naissante est fourni quelques mois après la parution du livre de Buonarroti par Saint-Amand Bazard dans les conférences d'exposition de la doctrine saint-simonienne<sup>305</sup>. Bazard en effet, systématisant et radicalisant souvent les analyses antérieures de Saint-Simon, diffuse dès la première séance publique, du 17 décembre 1828, un certain nombre de conclusions élaborées au sein de l'école depuis les articles du Producteur en 1825-1826. Là où les babouvistes - et encore Buonarroti - à la suite des utopistes du 18e siècle parlaient de riches et de pauvres sans autre précision, Bazard fait intervenir la distinction opératoire entre producteurs et possesseurs des instruments de production, créant à cette occasion la notion d'"exploitation de l'homme par l'homme", corollaire obligé de celle de "lutte des classes", telle que l'avait définie Saint-Simon au Catéchisme des industriels. Dans l'Exposition de la doctrine Bazard déclare entre autre

qu'un "rapport sous lequel on peut envisager l'industrie est la relation entre les travailleurs et les possesseurs des instrumens de travail ou des capitaux. Mais cette question se rattache à la constitution même de la propriété"; et plus loin développant cette double idée dialectique des rapports de classes et d'évolution de la nature et de la forme de la propriété, il note à propos des communes bourgeoises du Moyen-Age que "les laïques, s'emparant peu à peu de la science et de la richesse, renversèrent, avec ces armes puissantes, la coalition impie [du clergé et de la noblesse] qui croyait à l'éternité de l'exploitation de l'homme par l'homme"<sup>306</sup>. Or la formule, d'origine saint-simonienne indéniable, comme le note L. Reybaud lui-même, et que Prosper Enfantin complète en 1830 par celle d'"exploitation de la femme par l'homme", est qualifiée en 1842 par Jacques-Charles Bailleul dans son Dictionnaire critique du langage politique de "locution ou découverte qui appartient à l'argot révolutionnaire"<sup>307</sup>. Effectivement la formule, redoublée dès 1829 dans un exposé d'Olinde Rodrigues du couple antagoniste "exploitant/exploité"<sup>308</sup>, avait aussitôt été adoptée par Auguste Blanqui, par Albert Laponneraye et mille autres démocrates et républicains socialistes qui en font un usage courant et public à partir des années trente<sup>309</sup>. Ainsi dans son Cours public d'Histoire de France pour les ouvriers, Laponneraye écrit fin 1831: "Je partage la nation en deux classes bien distinctes, l'une qui jouit des droits politiques, et l'autre qui n'en jouit pas; je considère la première comme exploitante, la seconde comme



exploitée; la première comme oppressive, et la seconde comme opprimée. Ceux donc qui, faisant partie de la classe exploitée se font les champions, les gendarmes de la classe exploitante sont des dupes"<sup>310</sup>. Alors qu'il utilise encore les mêmes formulations composées sur "exploitant/exploité" dans son Histoire de la Révolution française de 1838, Laponneraye, révisant son texte pour la réédition de 1844, les remplace par le couple antagoniste désormais classique "exploiteur/exploité" qui est attesté depuis 1837 dans Le Moniteur Républicain<sup>311</sup>. Les deux termes devaient être bientôt repris en allemand, ainsi par Marx dans ses manuscrits économiques et philosophiques de 1844, et la constatation de l'exploitation de l'homme par l'homme généralisée de la situation française à la situation capitaliste internationale. Lors d'un meeting internationaliste tenu à Londres le 29 novembre 1847 Marx déclarait par exemple à propos des projets d'entente internationale avancés par les économistes et les industriels britanniques de la Peoples' International League: "Diese Verbrüderung der Nationen heißt im Grunde nichts anderes als eine Verbindung der Exploiteurs aller Völker gegen die Exploitierten aller Völker, eine Verbündung, deren Zweck die Ausbeutung ist, eine Verbrüderung, die aufhört, sobald die Interessen der Exploiteurs miteinander in Widerspruch geraten"<sup>312</sup>.

## CHAPITRE V

### LES MOUVEMENTS REPUBLICAIN ET SOCIALISTE DES ANNEES TRENTE

La révolution de juillet avec ses répercussions en Allemagne, en Italie, en Pologne représente sans doute une véritable césure dans l'histoire politique du continent; cependant, si elle permet aux mouvements républicains et ouvriers français et allemands en France de s'exprimer et de se développer malgré diverses formes de répression, elle est d'une part sans implication pratique pour la Grande-Bretagne, et, d'autre part les insurgés de juillet ayant été volés de leur révolution au profit de la monarchie bourgeoise, l'événement social décisif en France n'est pas la révolution de 1830 mais le soulèvement des canuts lyonnais de novembre 1831. Or il est intéressant et significatif de constater que le phénomène socialiste coopératif amorcé par Owen et ses disciples, poursuivi entre autre par la British Association for the Promotion of Co-operative Knowledge de William King et William Bryan<sup>313</sup>, plus généralement par le mouvement coopératif trade-unioniste, prend à partir de 1830/1831 une ampleur qu'il n'avait pas connue jusque là. C'est ainsi que se tient à Birmingham du 4 au 6 octobre 1831 - quelques semaines avant que n'éclate l'insurrection de Lyon - le second en titre des "Co-operative Congresses" au cours duquel le futur leader chartiste Bronterre O'Brien fait l'analyse suivante de la situation des ouvriers anglais "en tant que classe": "If it be true that working Englishmen are

now

deprived by existing institutions of four-fifths of their earnings, and if it be equally true that they have no share or consent in the formation of such institutions, it follows that they are as effectually robbed in this way, as they could be by a highway robber. [...] What, then, is the remedy for these evils? My opinion is, Co-operation. By Co-operation they can do collectively what it is impossible for them to do individually. They can become capitalists, and thus intercept the profits of trade in addition to the wages of labour. [...] Without capital they must continue slaves. [...] The law will but protect them as individuals from one another [...], but there is no protection for them as a class, to save them from being the prey of all other classes. The legislature excludes them from all share in the government on the ground that they are too ignorant to vote wisely, and too poor to vote independently whilst at the same time it takes especial care to keep them both poor and ignorant. [...] Between Church and State they contrive to make useful machines of us, letting us use our feet freely [and] our hands, but not our minds, because these we could exercise freely without reaping the benefit ourselves"<sup>314</sup> . Il n'est pas question, cela va de soi, de chercher une explication de cause à effet entre le congrès de Birmingham et le soulèvement lyonnais, il s'agit seulement de constater, à partir d'une situation de révolution industrielle sauvage comparable, la convergence des analyses du phénomène plus général appelé deux ans auparavant par Bazard "exploitation de l'homme par l'homme": en mai et en octobre 1831 se réunissent

justement des exploités pour la première fois en "congrès", réagissant "as a class" à la situation qui leur est faite; en novembre les ouvriers lyonnais organisent une commune insurrectionnelle écrasée par les troupes de leurs exploités; dans les mois qui suivent William Benbow à Londres appelle à un grand "Congress of the productive Classes" tandis qu'apparaissent en France les termes de "socialisme", de "prolétariat", de "classe bourgeoise" en complément de "classe ouvrière", etc. Et un an ou deux plus tard tout le vocabulaire communautaire révolutionnaire français et anglais accumulé depuis la fin du 18e siècle commence, en plus des échanges réciproques entre les deux langues, à passer en allemand grâce à la présence d'intellectuels émigrés, d'artisans et d'ouvriers qui se sont établis principalement à Paris ou en Suisse à cette époque, mais aussi à Londres (je reviendrai sur ce point ████ au chapitre suivant); autant dire l'importance de ces premières années trente pour l'objet qui nous intéresse ici.

#### Le mouvement en Grande-Bretagne: "Congress"

Le mouvement ouvrier britannique des années trente du siècle dernier - owenisme, coopératisme, chartisme - est connu<sup>315</sup>. Je n'en parlerai ici que pour situer le nouvel emploi de "congress" au sens politique moderne qui, dans son origine, appartient tout entier à l'usage du mouvement ouvrier international, socialiste puis communiste<sup>316</sup>. Le terme ancien "con-

grès/congress/Congreß" était utilisé en français, en anglais et en allemand depuis le 17<sup>e</sup> siècle au sens diplomatique et depuis 1774 pour désigner le Corps législatif des Etats-Unis insurgés contre les Anglais; à partir de 1828 l'usage en est étendu aux réunions scientifiques internationales fondées à l'initiative d'Alexander von Humboldt et Arcis de Caumont. Sens caractéristiques l'un et l'autre d'un nouvel ordre de choses: de l'insurrection démocratique contre le colonisateur, de l'insurrection de l'esprit. Opposant les congrès scientifiques aux conciles de l'église et aux réunions diplomatiques qu'ils auraient dépassés et rendus inutiles, l'auteur de l'article correspondant dans le Dictionnaire Universel du XIX<sup>e</sup> siècle de Larousse note fièrement: "Les congrès scientifiques datent du XIX<sup>e</sup> siècle", la science étant la "seule direction de l'esprit que l'homme accepte aujourd'hui." A voir.

Le sens nouveau de "congrès", organe souverain constitué de délégués élus, se réunissant à intervalles réguliers pour définir la politique d'un parti ou d'un syndicat et procéder à l'élection en son sein d'un groupe de personnes responsables devant lui et chargées de l'application de cette politique<sup>317</sup>, se fixe peu à peu entre le "Co-operative Congress" d'octobre 1831 à Birmingham et le "Kommunistenkongreß" de juin 1847 à Londres. Les premiers "congresses" tenus par les délégués des coopératives de XXXXXXXXXX consommation ouvrières britanniques en 1831 et 1832 sont encore de simples assemblées d'information et de discussion sans pouvoir de décision, et ils sont surtout intéressants ici par l'usage du terme ainsi que

par leur composition socio-politique <sup>318</sup> . Le terme de "congress" lancé dans le public est aussitôt repris, par exemple par le cordonnier, cafetier et publiciste londonien William Benbow qui l'utilise à de nombreuses reprises dans sa brochure rédigée fin 1831 et parue sans doute début janvier 1832, Grand National Holiday and Congress of the Productive Classes, dans laquelle, ayant dénoncé l'exploitation éhontée des classes ouvrières et leur misère, il propose d'une part un mois de grève générale en guise de fête, d'autre part la tenue d'un grand Congrès des travailleurs destiné à réformer l'organisation de la société<sup>319</sup> . La brochure contenait en germe l'idée de Parlement ouvrier qui se tiendra à Manchester en 1839 et qui débattit entre autre de la prise du pouvoir, par les moyens légaux ou par la violence: on comprend qu'elle ait été encore longuement discutée alors, de 1838 à 1842, dans les débats du Chartisme naissant.

Or si la proposition de Benbow n'est pas immédiatement suivie d'effet, l'idée de congrès progresse puisque les owenistes, qui se constituent le 1er mai 1835 en Association of all Classes of all Nations, prévoient dans leurs statuts la tenue annuelle d'un Congrès, dont la durée est fixée - deux semaines - mais ni le but ni le fonctionnement: "A congress to be held annually in London on the 1st of May, consisting of the government of the Parent Association, and two or more members of each provincial district: the congress to continue its sitting to the 14th of the same month which to be the Jubilee Day and Social Festival of the Association"<sup>320</sup> . On notera au passage

que ces statuts de l'association oweniste, qui remplissent dix colonnes du New Moral World, démentent l'idée couramment admise selon laquelle seules les associations du continent - où la tradition est de droit écrit - auraient eu recours à des statuts et règlements, les associations britanniques - de droit oral et coutumier - en étant dépourvues. Les statuts des organisations internationales ultérieures où les continentaux sont largement représentés, Fraternal Democrats (1845), Internationale (1864), ne sont donc nullement à considérer comme une importation germanique ou française, mais comme le résultat d'une interaction de longue date. Les statuts de l'association oweniste furent d'ailleurs régulièrement modifiés par les Congrès successifs et les modifications portées à la connaissance du public: le premier, en 1836, précisa que le Congrès pourrait se tenir ailleurs qu'à Londres et que le lieu en serait déterminé par le Congrès précédent<sup>321</sup>. En 1837 est prévue une fonction précise au Congrès, "who shall transact all the general business of the association, and appoint the officers for the following year"<sup>322</sup>. En fait, étant donné la dictature paternelle exercée par le père-fondateur, Robert Owen, le Congrès fit de la gestion, en particulier lors de la liquidation en 1845, mais n'exerça jamais de réelles fonctions politiques.

grès/Kongreß

En français et en allemand le terme "congrès/Congreß" est également utilisé dans les années trente, d'abord en un sens dérivé de l'usage américain: ainsi après la révolution belge de septembre 1830 procède-t-on en novembre dans le nouveau royaume à l'élection d'un "Congrès National"<sup>323</sup>; et on

125

trouve chez les Allemands de l'émigration à Paris le terme "Kongreß" utilisé au sens de "die versammelten Vertreter des Volkes" à partir de 1835<sup>324</sup> ; chez Weitling en 1838 le terme sert à désigner l'assemblée représentative de l'humanité toute entière organisée selon les principes de la communauté<sup>325</sup> . A la fin des années trente, sans doute en relation avec la venue d'Owen à Paris en 1837 et la préparation de l'envoi d'un délégué de France au congrès oweniste de 1840, le terme commence à être utilisé en son sens nouveau en France<sup>326</sup> . On le trouve ensuite régulièrement dans la presse d'opposition, La Réforme, La Démocratie Pacifique, dans les brochures de Cabet, chez Louis Blanc<sup>327</sup> . Dans son article sur les communautés socialistes et communistes rédigé à l'automne 1844 et paru dans le Deutsches Bürgerbuch für 1845 Engels à son tour utilise le terme en son sens oweniste pour décrire le fonctionnement - théorique - de la colonie de Harmony: "Die Ansiedlung steht, wie gesagt, unter der Leitung des Präsidenten und der Direktion der Gesellschaft der Socialisten; diese Direktion wird alljährlich vom Kongreß, zu dem jede Zweiggeseellschaft ein Mitglied schickt, erwählt und hat unumschränkte Vollmachten innerhalb der Statuten der Gesellschaft und mit Verantwortlichkeit gegen den Kongreß"<sup>328</sup> .

Ainsi lorsqu'il fut question à partir de la mi-juin 1846 entre les Comités de Correspondance Communistes/Kommunistische Korrespondenz-Komitees de Bruxelles (Marx, Engels, Gigot), d'Elberfeld (Köppen) et de Londres (Schapper, Bauer, etc. de la Ligue des Justes) d'organiser une rencontre qui devrait



entre autre statuer sur un type d'organisation, d'action, sur un programme, etc., c'est tout naturellement que le terme de "Kongreß" vient sous la plume des correspondants bruxellois, d'autant plus naturellement qu'à même date se tenait à Bruxelles une assemblée des libéraux belges appelée "Congrès libéral". Après diverses tergiversations et péripéties, ce furent les dirigeants londoniens de la Ligue des Justes qui furent chargés de la préparation du Congrès qui se tint du 2 au 8 juin 1847 à Londres<sup>329</sup>. Ces circonstances entraînent deux conséquences importantes tant du point de vue historique que linguistique. En premier lieu l'emploi du terme en son sens nouveau est de prime abord, au sein de la Ligue des Justes dans laquelle se fondent les Comités de Correspondance Communistes au début de l'année 1847, un emploi international, l'organisation comptant non seulement une majorité de communistes allemands, mais aussi des Anglais, des Belges francophones et flamingants, des Français, des Danois, des Suédois, des Suisses, etc. En second lieu les statuts adoptés en juin 1847 au Congrès de la Ligue des Justes qui prend dès lors l'appellation de Ligue des Communistes, instituent le Congrès comme organe législatif souverain de l'organisation<sup>330</sup>. Ses statuts donnent ainsi - pour la première fois dans l'histoire - à la Ligue des Communistes les caractéristiques d'un parti (ou d'un syndicat) démocratique moderne, à savoir: l'appartenance volontaire des membres à l'organisation, l'élection et le renouvellement régulier des responsables à tous les niveaux, la responsabilité des élus devant leurs mandants, la défini-



tion de la ligne politique de l'organisation en un congrès de délégués mandatés qui se réunit à intervalles réguliers (chaque année en règle générale). Ainsi s'achevait par l'emprunt de l'institution du congrès aux socialistes anglais une évolution commencée une quinzaine d'années auparavant à Paris par la constitution d'associations politiques tolérées (Deutscher Volksverein), puis clandestines (Bund der Geächteten, Bund der Gerechten) qui avaient d'abord emprunté aux anciennes organisations plus ou moins clandestines (Franc-maçonnerie puis Charbonnerie) leur système d'adhésion-initiation et d'obéissance absolue; évolution poursuivie ensuite de façon décisive du point de vue démocratique par l'introduction dans les statuts de la Ligue des Justes en 1838 du système d'élection et de responsabilité emprunté aux textes révolutionnaires babouvistes ou néo-babouvistes: "Alle Behörden der Verbindung sind nur auf ein Jahr gewählt, und die Erneuerung der Wahlen geschieht jedes Jahr im Monat Mai. Außerdem haben die Wähler das Recht, ihren Gewählten zu jeder Zeit zurück zu berufen, wenn er dem in ihn gesetzten Vertrauen nicht entspricht"<sup>331</sup>. Cette institution d'élections à tous les niveaux ainsi que celle du congrès en 1847 sont d'autant plus remarquables que, sauf en Grande-Bretagne et en Belgique, les associations politiques étaient interdites partout en Europe et que la clandestinité, pour simple raison de sûreté, s'accommode mal de débats démocratiques. Avec la révolution de 1848 et la tenue de divers congrès démocratiques et ouvriers<sup>332</sup>, le terme devient d'usage courant<sup>333</sup>.

Le mouvement républicain et néo-babouviste en France

L'histoire du mouvement néo-babouviste en France sous la Monarchie de Juillet reste à écrire<sup>334</sup>, pour cette raison entre autres que les documents qui constituent la source principale de sa connaissance possible, les actes des procès politiques devant la Cour des pairs, ceux des procès de presse et la presse elle-même avec les brochures de propagande n'ont jamais été systématiquement dépouillés<sup>335</sup>; et que dans l'histoire existante des soulèvements populaires de 1830, 1831, 1834 et 1839 qui sous-tendent non seulement l'idéologie républicaine mais aussi l'idéologie néo-babouviste, comme dans celle des Sociétés populaires du début de la Monarchie de Juillet, la différenciation entre les républicains proprement dits, héritiers de 1789 ou de 1793, et les "républicains communistes"<sup>336</sup>, héritiers de l'an IV, n'a pas encore été suffisamment approfondie<sup>337</sup>. Il est possible cependant de dégager les quelques lignes de force indispensables à la reconstitution du contexte dans lequel naît le communisme, le point de départ obligé de tout le néo-babouvisme étant la publication de Buonarroti et la formation en exil et à Paris de groupes actifs de partisans de la communauté, parmi lesquels il faut citer Marc-René Voyer d'Argenson, Charles-Antoine Teste, Pierre-François Audry de Puyraveau, René de Kersausie, Xavier Sauriac, Napoléon Lebon, Jean-Jacques Vignerte, Joseph Villain<sup>338</sup>, etc., ainsi que de façon peut-être plus marginale à cette époque Louis-Auguste Blanqui. Il faut y ajouter naturellement l'existence d'autres

groupes à caractère socialiste ou sociétaire, comme celui de l'école saint-simonienne, dont les plus solides représentants restent encore les dissidents Pierre Leroux et Jean Reynaud, alors rédacteurs au Globe et à la Revue Encyclopédique.

C'est au carrefour de l'activité des Sociétés des Droits de l'Homme, des Amis du Peuple, d'Action, de Propagande, de l'activité insurrectionnelle (novembre 1831, juin 1832, avril 1834, mai 1839), du socialisme saint-simonien et fouriériste puis oweniste en France, de la propagande buonarrotiste à l'usage des ouvriers que se poursuit de façon accélérée dès lors, de 1830 à 1839, l'émergence définitive d'une pensée et d'une terminologie nouvelles, non plus limitées seulement au cercle étroit de quelques penseurs dits utopiques et de leurs disciples, mais répandues de plus en plus largement dans les couches populaires auxquelles elles étaient destinées.

Si, comme je l'ai noté, à lui seul le langage de Fourier de 1803 à 1836, mérite une exploitation systématique encore à faire, il en va de même à partir de 1830 du flot de tracts et de brochures républicaines et sociales de la Société des Droits de l'Homme et de ses filiales; cela éviterait par exemple d'attribuer à Musset dans la très conservatrice Revue des Deux Mondes en 1836 la création du terme "humanitaire", employé au plus tard dès début 1832 dans la Revue Encyclopédique de Leroux, terme qui avec celui d'"humanité" joue dans le mouvement démocratique, social, socialiste et communiste un rôle important<sup>339</sup>. C'est l'époque, 1831/1832, où naissent "socialisme" et "prolétariat"; et tandis que dans le courant de 1833

des termes comme "associé" et "association" sont largement diffusés en milieu populaire<sup>340</sup>, "égalitaire" est forgé, au plus tard en avril 1835, de la fabrique de Sainte-Pélagie. C'est en 1835 aussi que, dans la procédure instruite contre divers "républicains radicaux" est employé pour la première fois depuis 1797 et à deux reprises dans le même document juridique à usage interne, resté inédit, le terme de "communiste" au sens de républicain partisan de la communauté des biens: mais à cette date le mot a besoin d'être expliqué, le magistrat instructeur qui l'emploie à la suite des interrogatoires qu'il a fait subir aux accusés, utilisant chaque fois la formule "communistes ou radicaux". Quelques années encore, et font leur apparition en 1839: "babouvisme", à l'occasion du procès de Barbès et des autres insurgés du mois de mai, puis, dans les sociétés secrètes ou en exil, respectivement "communiste", "communautaire" et le plus rare "communautaire" que diffuseront à partir de 1840 des communistes tels Richard Lahautière, Théodore Dezamy, Etienne Cabet, Jean-Jacques Pillot, André-Marie Savary, des démocrates comme Théophile Thoré, puis toute la presse politique.

Après le soulèvement lyonnais: classe bourgeoise, prolétariat,  
socialisme

L'événement social marquant des deux premières années de la monarchie de Juillet n'est pas, comme je l'ai déjà noté, la révolution parisienne de 1830 mais le soulèvement lyonnais

de novembre 1831, daté symboliquement de frimaire an XL<sup>341</sup>. Et il est significatif que c'est dans le même mois et dans ceux qui suivent que se précise le vocabulaire moderne de l'analyse de la lutte des classes, latent depuis la Révolution: "classe bourgeoise", attestée depuis le cours public de Laponneraye le 6 novembre 1831, repris par Blanqui dans son discours du 2 février 1832 devant la Société des Amis du Peuple et qui fait pendant à "classe ouvrière" utilisé par Babeuf dès 1795, à "classe prolétaire" qu'on trouve dans les conférences de Bazard en 1829<sup>342</sup>; "prolétariat", formé sous le choc direct de l'événement puisque Pierre Leroux l'utilise dans un article de la Revue Encyclopédique paru début janvier 1832; Jean Reynaud, le collaborateur de Leroux, reprend les formes de "classe bourgeoise", "classe prolétaire" et "prolétariat" dans un article de la même revue paru en avril où il réaffirme la distinction faite par Bazard en 1829: "Je dis que le peuple se compose de deux classes distinctes de conditions et distinctes d'intérêts: les prolétaires et les bourgeois"<sup>343</sup>. C'est en même temps aussi, par opposition à l'"individualisme" économique bourgeois, qu'est créé le terme de "socialisme"<sup>344</sup>.

### Humanitaire

C'est de 1831 au plus tard que date le terme "humanitaire" qui, s'il ne fut pas créé par des socialistes néo-babouvistes au sein de la Société des Droits de l'Homme, vient lui aussi de l'école saint-simonienne<sup>345</sup>. Lorsque Napoléon Lebon emploie la formule de "la loi humanitaire" dans son Aphorisme De la Communauté au début de 1834, il le fait d'une manière qui pré-

suppose sans ambiguïté que ses lecteurs ouvriers, de la Société des Droits de l'Homme entre autre, connaissent et utilisent déjà le terme<sup>346</sup>. Et en décembre 1836 Musset, dans Les Humanitaires, écrit: "voilà bien quelques cinq ans qu'il est cruellement question de ce grand verbe humanitaire", renvoyant par la formule qui suit de "section humanitaire" de façon quasi explicite à la Société des Droits de l'Homme<sup>347</sup>. Or le terme est attesté de façon assurée et en deux sens légèrement différents dans les livraisons de janvier et février 1832 de la Revue Encyclopédique sous la plume de deux des principaux propagandistes saint-simoniens, Jean Reynaud et Abel Transon, le premier annonçant "la solution générale de tous les termes de la grande série humanitaire" (c'est-à-dire la décroissance de l'exploitation de l'homme par l'homme et la tendance vers l'association universelle) dans les oeuvres à paraître de Saint-Amand Bazard, le second présentant un résumé des "quatre phases de l'enfance humanitaire" (c'est-à-dire simplement de l'humanité) selon Ch. Fourier, à savoir sauvagerie, patriarcat, barbarie et civilisation<sup>348</sup>.

La connotation socialiste du terme à son origine, disparue depuis, est fort bien mise en évidence par la charge anonyme, assez malveillante et au demeurant peu spirituelle que fait Musset en 1836 du terme et de la chose humanitaires, sous la plume supposée de deux bourgeois de province, Dupuis et Cotonet. A ces deux bourgeois à la fois imaginaires et bien réels qui n'avaient pas compris le sens du terme<sup>349</sup>, voici l'explication fournie par un "humanitaire" de la capitale: "Humani-

taire, en style de préface, veut dire: homme croyant à la perfectibilité du genre humain, et travaillant de son mieux, pour sa quote part, au perfectionnement dudit genre humain"<sup>350</sup>. Et Musset de gloser, d'une part sur "celui qui nous a démontré la chose [...] un muscadin de Paris. C'est un gaillard qui en dégoise; il porte une barbe longue d'une aune, des pantalons collans, un habit à larges revers, et un bolivar sur la tête, si bien qu'on ne sait, quand on le regarde, si on voit Ponce-Pilate, ou un truand du moyen-âge, ou un quaker, ou Robespierre"<sup>351</sup>; d'autre part sur l'inventeur supposé du terme, "un étudiant affligé de marasme", ignorant le français, qui "voulut parler d'un philanthrope [et] humanitaire fut fabriqué"<sup>352</sup>. Quant au sens du terme, et malgré la référence faussement naïve à "philanthrope", Musset le situe sans ambiguïté dans la tradition utopique et socialiste: "D'après les renseignemens qui nous sont parvenus, on distingue au premier abord, des humanitaires de deux sortes. Les uns ont un système tout fait, complet, relié, coulé en bronze, comme qui dirait une utopie. [...] Mais, depuis que la terre tourne, jamais utopie n'a servi de rien, ni fait aucun mal, que l'on sache, pas plus Thomas Morus que Platon, Owen et autres. [...] L'autre sorte d'humanitaires est celle dont nous deviserons. Ceux-ci n'ont point de système réglé, écrivent peu, lisent encore moins, et ne créent rien, sinon quelque bruit. [...] Que parmi eux il en soit d'honnêtes, de braves même, il le faut noter; c'est le meilleur de la jeunesse: et qui rêverait sinon les grands coeurs? pauvres jeunes gens qu'un follet emmène, comme Faust



au Brocken [...] Celui-là demande le divorce, celui-ci veut l'abolition de l'hérédité, qu'il n'y ait plus ni nobles ni riches; un tiers réclame les biens en commun, la polygamie [...]. Que veut ce quatrième? il prie pour les pauvres, et qu'on traite les gens selon leur capacité [...]. En voilà un, là-bas, dans un coin, qui a trouvé une façon nouvelle d'envisager l'histoire; il la divise en faits nécessaires et faits transitoires"<sup>353</sup>. On reconnaît là, sous la charge de bonne société bourgeoise Louis-Philippe, toutes les tendances du jacobinisme républicain et du socialisme naissant, de Cavaignac à l'école de Charles Teste, des saint-simoniens aux fouriéristes, de Leroux à Lamennais, de Blanqui à Lebon et aux futurs Humanitaires de 1841<sup>354</sup>.

D'avril 1834 à mai 1839: une Société nouvelle, de Communautaires ou Communistes

Sur la naissance des organisations communistes proprement dites on peut faire appel au témoignage à la fois plus sympathique et plus précis de Théophile Thoré, que confirme d'ailleurs Girod de l'Ain, rapporteur à la Cour des pairs. Thoré, témoin critique envers le babouvisme, le néo-babouvisme et le communisme, mais observateur fidèle, après avoir rappelé le rôle joué par les ouvrages de Buonarroti et de certains de ses disciples, écrit en 1840: "Il faut ajouter aussi la propagation orale qui n'a point cessé depuis quelques années, et dont la source fut à Sainte-Pélagie, avant et pendant le procès d'avril. Les hommes qui sont au courant du parti républicain,

) se rappellent qu'il y avait alors parmi les détenus, deux  
 ) systèmes qui se heurtèrent dans de vives discussions. La jeu-  
 ) nesse militante n'était point d'accord avec les principaux  
 ) chefs de la démocratie. Ceux-ci ne s'en émurent guère, traitan-  
 ) ces idées d'utopie et de divagation. Ce sont cependant ces  
 ) idées étranges qui ont été semées dans le Peuple, qui ont ger-  
 ) mé lentement, et dont le communisme actuel est le fruit<sup>355</sup> .  
 Pour suivre cette "propagation orale" toujours difficile à  
 cerner et ces "idées étranges" que les chefs républicains,  
 c'est-à-dire les Jacques-Charles Dupont (de l'Eure), Armand  
 Marrast, Godefroi Cavaignac, etc. traitaient d'"utopie et de  
 divagation", il faut remonter entre autre à l'activité poli-  
 tique et intellectuelle à la fois trop et trop peu connue d'un  
 proche disciple et collaborateur du vieux Buonarroti, Napoléon  
 Lebon<sup>356</sup> . Galante Garrone est le premier à avoir mis en évi-  
 dence la profonde communauté de vue de Lebon avec Buonarroti,  
 Charles Teste et Voyer d'Argenson, et à avoir analysé l'orga-  
 nisation et le rôle d'une nouvelle formation séparée à l'inté-  
 rieur de la Société des Droits de l'Homme, appelée Comité  
 d'Action ou de Propagande, dans laquelle entraient Lebon, Vi-  
 gnerte, Buonarroti, Voyer d'Argenson, Camille-Louis Berrier-  
 -Fontaine, Félix Mathé et des ouvriers tels le cordonnier Zael  
 Efrahem, le tailleur Grignon, et qui fut fondée en septembre/  
 octobre 1833 pour la formation et l'organisation ouvrières<sup>357</sup> .  
 Mais on ignore généralement que Lebon, Berrier-Fontaine et  
 Mathé étaient incarcérés dès le 8 décembre 1833 en compagnie  
 d'une dizaine d'ouvriers (dont Grignon et Efrahem, ce dernier

arrêté un mois plus tôt) "comme instigateurs de coalitions d'ouvriers"<sup>358</sup>, ce pour quoi ils furent condamnés en avril et octobre 1834 à des peines de 3 à 5 ans de prison<sup>359</sup>.

#### Les Aphorismes de Lebon et la querelle Cabet - Dezamy

Dans les premiers mois de 1834 Lebon rédigeait et faisait diffuser depuis sa prison de brèves brochures anonymes lithographiées, destinées à la formation théorique des ouvriers, les Aphorismes, dont seul jusqu'ici Jules Prudhommeaux a relevé l'existence en raison de la lecture qu'en fit Cabet<sup>360</sup>. Toute la connaissance qu'on avait de leur existence provient d'ailleurs de la polémique publique entre Cabet et Dezamy en 1842, qui apporte des renseignements intéressants sur la formation de la pensée communiste. Dezamy écrit en effet: "il paraîtrait que la réapparition de la doctrine communautaire ne vous serait pas aussi personnelle que vous le répétez si souvent; il paraîtrait que, même avant votre exil, on était tout au moins aussi avancé à Paris que vous le devintes plus tard en Angleterre, où vous vous trouvâtes en contact et fûtes impulsé par quelques communistes. Vous eûtes connaissance des idées de Lebon et vous lûtes ses aphorismes, ainsi que le livre de Buonarroti; comment se fait-il donc que vous soyez si froid et si laconique à l'égard du livre de Buonarroti et ne disiez jamais un mot des Aphorismes de Lebon, ouvrage que je n'ai encore pu me procurer mais dont tous ceux qui le connaissent font un très bel éloge?"<sup>361</sup> Sans doute Dezamy tient-il ces renseignements de l'un ou l'autre des membres de l'école de Charles Teste,

Savary, Stévenot, les frères Dufraisse ou Teste lui-même, avec lesquels il était lié - Cabet ayant fréquenté Teste, Voyer d'Argenson, etc. jusqu'à son départ en exil de 1834. A cette accusation directe, Cabet répond de façon assez embarrassée: "La vérité est que j'avais reçu et lu l'ouvrage de Buonarroti<sup>362</sup> dès 1830; que ses idées de Communauté ne me repoussèrent nullement, mais que je ne m'en occupai qu'un instant et que je n'entendis aucunement parler de Communauté avant mon départ que ce furent les prisonniers de Sainte-Pélagie qui s'en occupèrent les premiers à Paris, seulement en avril, je crois, après mon départ en mars; que ce ne fut que longtemps après que les Communistes Parisiens s'évadèrent de leur prison et se réfugièrent à Londres où j'étais; que je ne parlai de Communauté qu'avec un seul, très légèrement; que ce que j'en appris me refroidit au lieu de m'échauffer pour le Communisme. Ce fut l'UTOPIE de Thomas Morus que je voulus lire en anglais, qui me détermina à étudier le système Communautaire. Ce système me frappa tellement dès les premières lignes que je fermai le livre pour m'enfoncer dans mes propres méditations, qui me conduisirent à la conviction la plus complète. J'adoptai mon plan et commençai la rédaction. Ce ne fut qu'alors que je lus tous les ouvrages, en remontant à l'origine et en suivant l'ordre des temps. Dans ce travail immense qui me procura tant de richesses en matériaux, les écrits de Babeuf et même de Buonarroti ne me parurent que des points et ne m'apprirent rien de nouveau; tous deux me parurent ne pas avoir étudié et ne connaître qu'imparfaitement la science concernant l'histoire

) et l'organisation de la Communauté. Je ne parlai pas de ce  
 ) qu'on appelle les Aphorismes de Lebon, lithographiés sur des  
 ) demi feuilles volantes, parce que je ne les eus que très tard  
 ) et pas tous et parce que, quoiqu'il y eût du bon comme dans  
 ) presque tous les ouvrages, je n'y trouvai rien à analyser et  
 ) à en extraire. Je crois même que j'ignorais alors l'auteur des  
 ) feuilles lithographiées, et je pensai, en les lisant, qu'elles  
 ) étaient l'oeuvre d'un homme âgé plutôt que d'un jeune homme"<sup>361</sup>

Cette page, dans ses réticences, ses aveux, ses demi-vérités, ses franches inexactitudes et ses invraisemblances, est tout à fait révélatrice: elle atteste entre autre de façon irréfutable l'existence des Aphorismes, et de façon vraisemblable que Cabet les a lus avant son départ de France; car qui les lui aurait envoyés et qui lui aurait fourni à leur propos les précisions qu'il apporte?

Laissant de côté la question de la composition - où la rédaction aurait précédé les vastes lectures qui lui procurèrent "tant de richesses en matériaux"! - je me contenterai ici de quelques remarques, utiles non seulement à situer Lebon et ses Aphorismes mais aussi à mieux comprendre les extraits de Cabet proposés aux pièces justificatives<sup>364</sup>. En ce qui concerne les lectures de Cabet, Prudhommeaux, son premier et principal biographe, en a donné une liste quasi exhaustive d'où il ressort qu'une large portion de ses connaissances sur la littérature communautaire ancienne lui vient de compilations du 18<sup>e</sup> siècle, ce que personne ne songerait à lui reprocher s'il ne prétendait à tout prix à l'originalité d'une part, à l'exhaus-

tivité de ses lectures d'autre part; Prudhommeaux note en outre que Cabet ignorait l'anglais: ses contacts avec Owen par exemple eurent lieu en français<sup>365</sup>. En ce qui concerne Babeuf et Buonarroti, Prudhommeaux constate que ce sont eux qui ont gagné Cabet au communisme<sup>366</sup> et signale ailleurs que "Cabet ne pouvait se défendre d'une secrète jalousie à l'égard du Tribun [ie. Babeuf]", auquel il avait beaucoup emprunté, mais "dont la popularité renaissante parmi les travailleurs les plus exaltés compromettait son espoir de voir se constituer en France un vaste parti communiste légalitaire qu'il avait espéré un moment rallier autour de lui"<sup>367</sup>. Cabet n'est donc pas crédible quand il dit n'avoir pas entendu parler de communauté avant son départ en exil, lui qui fréquenta Buonarroti, Teste, Voyer d'Argenson de 1831 à 1833 et qui faisait adopter en novembre 1833 avec d'Argenson le principe d'une enquête industrielle de la Société des Droits de l'Homme destinée à permettre l'organisation d'associations ouvrières<sup>368</sup>. On comprend que le rappel de Dezamy lui ait été désagréable, d'autant plus que Lebon faisait partie, avec Vignerte, Villain, Berrier-Fontaine, Grignon, Efrahem, etc. de ces "jeunes gens" et de ces "simples ouvriers"<sup>369</sup> pour qui, s'ils n'étaient pas à sa dévotion, le républicain puis le communiste Cabet, très gérontocrate et bourgeois, nourrissait un solide mépris; jeunes gens et simples ouvriers qui dès 1832 faisaient opposition à la ligne modérée ou droitnière de Cavaignac, Cabet, etc. au sein des sociétés républicaines et à qui ce dernier fait allusion quand il écrit: "je n'étais pas, au moment de mon exil,

138

maudit par la masse des vrais démocrates et des vrais républicains, à moins qu'on ne considère comme seuls vrais démocrates et seuls vrais républicains une douzaine de jeunes gens qui se trouvaient alors détenus à Sainte-Pélagie comme instigateurs des Coalitions d'ouvriers"<sup>370</sup> . En outre, l'importance des Aphorismes, reconnue de mauvaise grâce dans la brochure de juillet 1842 contre Dezamy, est soulignée par Cabet lui-même dans une réplique, à une brochure de Thoré cette fois, de septembre de la même année; Cabet, dressant une bibliographie "du Communisme moderne", leur assigne la seconde place, après le livre de Buonarroti et avant les publications de Laponneraye: "Quelques pages lithographiées, rédigées par Lebon, répandues en très petit nombre parmi les prisonniers de Sainte-Pélagie, en 1834, très peu connues, très rares, et contenant seulement quelques principes"<sup>371</sup> .

Les informations tant techniques que de contenu ou d'origine supposée données par Cabet dans ces deux passages<sup>372</sup> permettent d'identifier deux pièces anonymes saisies en mai 1835 chez le typographe Henri Stévenot comme faisant partie des Aphorismes de Lebon, pièces qui sont dans la droite ligne des considérations théoriques contenues dans la Conspiration de Buonarroti ou dans la Boutade de Voyer d'Argenson<sup>373</sup> . En outre, les indications approximatives de Cabet sur la date de parution, jointes à ce qu'on sait de l'emprisonnement de Lebon et à l'absence de toute allusion au soulèvement républicain d'avril, permettent une datation approximative à janvier-mars 1834. Il s'agit là de documents particulièrement remarquables

35

dans le développement de la pensée néo-babouviste et qui sont à considérer comme un support de cette "propagation orale" dont parle Thoré, et dont on peut penser qu'ils ne sont pas étrangers aux réflexions théoriques de Theodor Schuster dans ses Gedanken eines Republikaners: Lebon y traite du salaire, des rapports de la nature et de l'industrie humaine, des valeurs créées par le travail<sup>374</sup>, de la terre, de l'industrie et de la culture intellectuelle considérées comme "capital social", etc.; idées qui font date, même si elles ne permettent pas d'affirmer comme on le trouve si souvent écrit - et sans référence aux réflexions de Lebon - que 1834 marque la naissance du néo-babouisme<sup>375</sup>. Etant donné la qualité de ces pièces et leur rareté, déjà soulignée en 1842, on les trouvera reproduites in-extenso dans cette étude<sup>376</sup>.

### Egalitaire

En ce qui concerne la naissance du mouvement communiste en tant qu'organisation, le baron Girod de l'Ain, rapporteur à la Cour des pairs lors de l'attentat de Marius Darmès contre Louis-Philippe (15 octobre 1840), en fait l'historique suivant: "A la suite de l'insurrection de mai 1839, provoquée par la société des Saisons, cette société, qui avait succédé à celle des Droits de l'homme [et à celle des Familles], se trouva désorganisée par la condamnation ou la fuite de ses principaux chefs; mais les sectionnaires dispersés ne tardèrent pas à se rallier et à s'occuper de reconstituer une société nouvelle avec les débris de l'ancienne, sous le nom de société Communautaire ou Communiste. Cette forme fut choisie pour se



140

) rapprocher davantage de la classe ouvrière, et exercer sur elle une action plus énergique en la séduisant par l'appât d'un partage égal et immédiat des biens et de toutes les jouissances sociales<sup>377</sup> [...]. L'idée de ce plan semble remonter à une époque antérieure. Déjà en 1835, des écrits communistes avaient été saisis par suite d'information judiciaire<sup>378</sup>, et, dans le quatrième numéro de l'Homme libre, faisant suite au Moniteur républicain<sup>379</sup>, et saisi le 29 septembre 1838, on lisait: 'Nous demandons enfin la communauté telle ou à peu près telle que l'a comprise Babeuf... Nous remplirons un devoir en détruisant de fond en comble l'édifice social pour l'élever ensuite sur de nouvelles bases... Le temps approche où le peuple exigera, les armes à la main, que ses biens lui soient restitués, car la plus grande partie de ce que le riche possède n'est que le fruit de la rapine... La terre doit appartenir à tout le monde... ceux qui ne possèdent rien ont été volés par ceux qui possèdent'..."<sup>380</sup>

Or en 1834-1835, alors qu'ils étaient encore à Sainte-Pélagie, un certain nombre de dirigeants de l'ex-Société des Droits de l'Homme, Vignerte, Berrier-Fontaine, Lebon, François Delente, Jacques Chilmann d'une part, Xavier Sauriac, Arthur-James Beaumont<sup>381</sup> de l'autre (à supposer qu'ils n'aient pas agi de concert) avaient jeté les bases d'une ou plusieurs nouvelles sociétés républicaines, secrètes cela va de soi, ayant ou non une couverture légale anodine, et qui prirent ou à qui on donna le nom soit de Phalanges démocratiques soit de Légion révolutionnaires<sup>382</sup>. Il reste de ces projets une trace impri-

mée, inconnue jusqu'ici, qui atteste en outre l'usage du terme "égalitaire" chez les républicains et néo-babouvistes au plus tard au milieu des années trente: il s'agit du prospectus pour un périodique, L'Egalitaire, Journal des Mécontents<sup>383</sup>, prospectus publié depuis Sainte-Pélagie par Sauriac et Beaumont en avril 1835 et saisi le mois suivant avec les Aphorismes de Lebon au domicile de Stévenot. Cet emploi d'"égalitaire" est antérieur de cinq ans à la date couramment admise de 1840 par référence à un autre périodique, de Théodore Dezamy, L'Egalitaire, Journal de l'organisation sociale<sup>384</sup>; le terme est d'ailleurs d'usage écrit courant chez les néo-babouvistes dès 1838 comme en témoigne l'Histoire de la Révolution française de Laponneraye<sup>385</sup>. Mais cet emploi de 1835, s'il date l'usage du terme, n'est pas le premier: on trouve en effet "égalitaire" dès 1796 dans une brochure de Mallet du Pan publiée à Hambourg où la Révolution française dans son ensemble est qualifiée d'"insurrection d'égalitaires"<sup>386</sup>; cependant à cette date, la publication de Mallet ne pouvant entrer en France républicaine, les royalistes émigrés honnissant Mallet et ses propositions sur la nécessaire application des méthodes révolutionnaires à la guerre contre-révolutionnaire, le terme ne fut pas reçu, pas plus, pour d'autres raisons, que "communiste/isme" de Restif l'année suivante.

Pour revenir au prospectus de L'Egalitaire de 1835: après avoir constaté, comme loi de tendance, la division de la société en deux classes antagonistes qu'il nomme "Contens" et "Mécontents", Sauriac présente un projet d'organisation et de coti-

sations pour la publication de L'Egalitaire qui semble bien n'être que la reconstitution clandestine sous une couverture encore légale (avant les lois de septembre 1835 sur la presse) de la Société des Droits de l'Homme. En effet, le but de "la chaîne d'actionnaires et d'abonnés"<sup>387</sup>, théoriquement prévue pour soutenir le journal, est l'éducation des prolétaires, avec comme visée plus lointaine une "Réforme sociale" ou "Réforme radicale" et non une simple "mutation de pouvoir"<sup>388</sup>, en fait donc une révolution sociale. Pour ce faire Sauriac et Beaumont proposent que "les mécontents [...] établissent entr'eux une sorte de hiérarchie" comportant un administrateur général à Paris, un receveur général par département, un receveur particulier par arrondissement, un percepteur par canton et un collecteur par commune, ajoutant "qu'on ne s'effraie point surtout de l'idée d'association! Ce que nous proposons ne saurait être envisagé comme tel"<sup>389</sup>. Il ne faut pas cependant s'y tromper, car il suffit de changer les appellations proposées en celles de Familles, Saisons ou Ateliers pour situer politiquement le projet de Sauriac et Beaumont. Il y a plus: étant donné la situation particulière des deux fondateurs, incarcérés à Sainte-Pélagie, les receveurs élus sont "priés de s'adresser au citoyen J.-B. BONNEFOND, rue Bergère, n° 7 bis, qui est chargé par nous de recevoir, et qui se trouve muni de nos quittances"<sup>390</sup>; or en 1839, Jean-Baptiste Bonnefond, traître rue Bergère, était recherché par la police pour avoir reçu chez lui les dirigeants des Saisons avant le coup de main des 12 et 13 mai<sup>391</sup>: dans ces conditions l'hypo-

thèse de l'organisation d'une société secrète sous le couvert du journal L'Egalitaire approche de la certitude. Ce fut d'ailleurs l'avis de la justice: l'instruction ouverte contre Stévenot, Quignot, Beaufour, etc. montre que le Parquet considèrerait ces diverses entreprises comme autant d'essais de reconstitution des sociétés républicaines; mais comme le note le substitut Poinot dans son réquisitoire du 24 juillet 1835, si "les interrogatoires dans ce qu'ils expriment et dans ce qu'ils cachent" fournissaient la preuve morale de l'existence de pareilles sociétés, "la preuve juridique" n'en put être fournie par l'instruction<sup>392</sup>.

Le journal ne parut pas, la filière de sortie des manuscrits républicains et néo-babouvistes de Saint-Pélagie ayant dû être désorganisée une fois de plus par l'arrestation de Stévenot et autres et par l'instruction consécutive qui nous vaut, en 1835, l'emploi inattendu de "communiste" en son sens moderne par le substitut Poinot. Emploi inattendu du fait que le terme n'apparaît pas dans les documents saisis: on ne trouve en effet dans ces pièces que les formules courantes de "communauté", "égalité" ou "égalité réelle", "réforme/révolution radicale"<sup>393</sup>. On peut donc penser que V. Poinot connaissait de par ses études de droit le terme "communiste" en ses sens juridiques divers - tel que l'employait le Conseil d'Etat en 1834, tel que l'enseignait Troplong et qu'il le publiait en 1835 même<sup>394</sup> - et qu'il lui ait fait subir le même glissement de sens que d'Hupay et Restif en 1785, à moins que le substitut Poinot n'ait été lecteur assidu de Monsieur-Nicolas! Le caractè-

tère de néologisme du présent emploi ressort du fait que dans les deux cas où il use du terme, Poinot se sente tenu de redoubler "communistes" par "radicaux", terme alors courant tant chez les intéressés que chez leurs adversaires pour désigner les partisans d'un bouleversement politique et social radical. En outre, et pour conclure sur ce point, l'usage de "communiste" par Poinot reste privé ou confidentiel, le réquisitoire où il apparaît étant destiné à l'usage interne du Parquet<sup>395</sup>. On peut voir une preuve que le terme ne connut alors aucune diffusion dans le fait que "communiste" n'apparaît en 1839 ni dans les pièces saisies chez les inculpés (dont ceux de 1835 à nouveau compromis), ni dans l'instruction, ni dans le procès consécutifs à l'insurrection manquée du mois de mai, mais postérieurement à cette date seulement pour être repris en 1840 par Girod de l'Ain, alors que les communistes l'avaient déjà largement fait connaître par leurs écrits.

Quant aux divers projets d'organisation de Sauriac, Lebon etc. il devait en résulter: premièrement, à Paris, la Société des Familles puis des Saisons de Louis-Auguste Blanqui et

Armand Barbès, l'un - Blanqui - étant parmi les défenseurs non avocats choisis par les accusés d'Avril avec Buonarroti, Leroux, Lamennais, Savary, O'Connell, etc., l'autre - Barbès - l'organisateur extérieur à la prison de l'évasion du 12 juillet 1835; deuxièmement, à Londres, la Société Démocratique Française.

## Travailleurs Egalitaires ou Communistes

Après la défaite de la Société des Saisons en mai, tandis que faisait son apparition le terme "babouvisme" pour caractériser la théorie des participants à ce soulèvement malheureux, l'organisation se reconstituait à Paris et en Province, sans doute dès la fin de l'été ou au début de l'automne 1839 et ses membres se qualifiaient alors eux-mêmes de "communistes".

En ce qui concerne le "babouvisme", encore absent en 1836 et 1839 aux articles Babeuf et Egalité de l'Encyclopédie Nouvelle de Pierre Leroux et Jean Reynaud<sup>396</sup>, il n'apparaît à ma connaissance qu'en juillet 1839 où il est employé par Emmanuel Arago dans sa défense de Barbès devant la Cour des pairs<sup>397</sup>. Le terme est repris et popularisé en novembre de la même année par Thoré à l'article Babouvisme qu'il rédige pour le Dictionnaire Politique (où il apparaît une douzaine de fois) et qui est également publié dans le Journal du Peuple<sup>398</sup>. Lahautière l'emploie à son tour en janvier 1840 dans sa réponse à Thoré<sup>399</sup> à partir de cette date le terme fait partie du vocabulaire politique français<sup>400</sup>.

Parallèlement se reconstituait l'organisation néo-babouviste, en associations distinctes semble-t-il, la plus importante (qui existait peut-être dès 1838 et aurait ainsi servi de lieu de ralliement) étant l'Association des Travailleurs Egalitaires, dont la composition et la direction restent encore fort mal connues<sup>401</sup>, mais dont on possède les statuts. On peut supposer que des hommes comme Alexandre Martin (dit Alber

ou l'ouvrier Albert), Savary, Stévenot, Wahry, Charavay<sup>402</sup>, etc. qui connaissaient bien leurs classiques du 18e siècle et de la Révolution et firent par la suite partie des dirigeants communistes ouvriers, ne furent pas étrangers à ces nouvelles sociétés, que ce soit à leur création, à leur direction ou à la formation de leurs membres. En effet un homme aussi fruste que Marius Darmès était en mesure de déclarer fin 1840 lors d'un interrogatoire sur son emploi du temps le jour de l'attentat contre Louis-Philippe: "J'ai convoqué pour quatre heures mon tribunal révolutionnaire, composé de Rousseau, Mably et moi. Après avoir examiné la position de la France, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, je me suis décidé, armé et je suis parti"<sup>403</sup>. L'Association avait adopté (ou conservé) la structure des Saisons (c'est-à-dire de la Charbonnerie), modifiant seulement le vocabulaire, mais dans un sens remarquable: les anciennes dénominations de "semaines", "mois", "saisons", etc. avaient été remplacées par celles de "métiers", "ateliers", "fabriques", etc., ce qui soulignait le caractère ouvrier de la nouvelle société<sup>404</sup>. Il était précisé dans une Profession de foi qui précédait les statuts: "le but auquel nous tendons est l'égalité réelle, réalisée au moyen de la communauté des biens"<sup>405</sup>, et dans le formulaire de réception des nouveaux membres à la société apparaissait à deux reprises le terme "communiste", adjectif et substantif<sup>406</sup>. D'après Girod de l'Ain ce document non daté serait de la seconde moitié de 1839 et aurait pour origine les sociétés secrètes néo-babouvistes.

Ce dernier point étant évident au vu des documents, la datation pour sa part est doublement confirmée, tant par l'absence du terme dans la langue écrite publiée jusque fin 1839 que par sa présence à partir de janvier 1840. Je m'explique: l'absence de "communiste" des pièces et des débats du procès du soulèvement manqué de mai<sup>407</sup> comme des premiers articles de Thoré et Regnault pour le Dictionnaire Politique, qui fut publié en livraisons à partir de l'automne 1839 par Duclerc et Pagnerre<sup>408</sup> exclut son usage par les néo-babouvistes eux-mêmes jusqu'à l'été 1839 ainsi que par les publicistes démocrates, le Parquet et toute la presse jusqu'à la fin de l'année. En revanche le premier usage - public, écrit et daté - de "communiste" par Cabet et Lahautière en janvier 1840<sup>409</sup> atteste l'emploi du terme, adjectif et substantif, antérieurement à cette date par les partisans de la communauté, mais dans un milieu suffisamment fermé ou secret pour que même un publiciste consciencieux, proche et bien informé comme Thoré (ou à un degré moindre Regnault) n'en ait pas encore eu connaissance. Ainsi, après les apparitions sporadiques et isolées de "communiste" au sens moderne en 1785, 1797 et 1835, la Profession de foi des Travailleurs Egalitaires date donc de la seconde moitié de 1839 l'implantation définitive du terme<sup>410</sup> .

### Communiste et lexicographie

Cependant, les tribulations de "communiste", commencées en ses sens anciens dès le 15e siècle, ne sont pas terminées pour autant. Il faut distinguer ici le sort lexicographique fait au



terme avant et après 1840, date charnière dans la diffusion du mot en son sens moderne.

Malgré l'existence de "communiste" en ses diverses variétés de sens dès avant la fin du 18e siècle, ni Boiste et Bastien dans leur Dictionnaire universel de la langue française (1800) ni L.-S. Mercier dans son ouvrage qui aurait dû le recevoir, Néologie ou Vocabulaire des mots nouveaux (1801), ne relèvent le terme. Plus généralement, le premier à enregistrer le mot dans le plus récent de ses sens anciens, le sens juridique dérivé du Code civil, est Napoléon Landais avec son Dictionnaire général (1834): "communiste, subst. et adj. des deux genres, terme de jurisprudence, celui, celle qui possède en commun, et qui par conséquent est copropriétaire." La notion de copropriété, qui date de 1750<sup>411</sup> et qui - si on fait abstraction de l'ancienne communauté de biens entre époux - découle à partir du 19e siècle de la mise en forme juridique de la propriété bourgeoise, est inadéquate à définir "communiste" en ses premiers sens issus du système féodal, à savoir "de main-morte" d'une part, "usagiste" ou "usufruitier" de l'autre<sup>411</sup>. La définition de Landais ayant été adoptée par Littré et même par les auteurs de dictionnaires<sup>412</sup> qui, à la suite de Brunot, datent le terme de 1769, on peut affirmer que jamais les sens originaux de "communiste" - qui sont d'une importance particulière pour l'évolution historique et sémantique à partir de 1785 - n'ont fait l'objet d'un relevé lexicographique<sup>413</sup>. Cependant les diverses significations anciennes du terme (ou la notion qu'il recouvre quand le terme lui-même est absent),  
étaient

encore parfaitement présent~~es~~ aux juristes du 19<sup>e</sup> siècle qui avaient à traiter des litiges concernant les anciens droits de pacage, de défruitage, de bûcherage, etc. Ainsi l'arrêté du Conseil d'Etat de 1834 sur les droits coutumiers des habitants de Latude distingue-t-il entre "la qualité de communistes" et celle de "propriétaires, à titre personnel et privé"<sup>414</sup> Ou plus nettement encore, Heinrich Marx (le père de Karl Marx) plaidant en 1828 pour les communautés rurales de la Marche de Thalfang dans le Hunsrück près Trèves contre l'Etat de Prusse, à propos de leur ancien droit de bûcherage, précise que, s'agissant de "droits antérieurs à la propriété"<sup>415</sup>, les dispositions du Code civil prussien, dérivé du Code Napoléon,, ne leur sont pas applicables.

Avec la diffusion généralisée de "communiste", dès 1840 et dans les années qui suivent, en son sens socio-politique moderne de partisan de la propriété commune des instruments de travail et de la gestion collective de la production, le terme devient partie intégrante du vocabulaire politique français - et allemand et anglais (pour ces langues on se reportera au chapitre VII). Pour ne citer que les grands dictionnaires du 19<sup>e</sup> siècle, s'il manque encore dans la première édition de Richard (1842), il est présent dans la seconde (1845) et, tour à tour, Bescherel (1845), Larousse (1869), Littré (1872-1877), le dictionnaire de l'Académie (1878), Hatzfeld (1900) l'enregistrent, les plus détaillés ou prudents le qualifiant de néologisme. Le dictionnaire étymologique de la langue française de Gamillscheg par contre, tant dans sa première édi-

tion (1928) que dans la seconde (1969), publiées toutes deux à Heidelberg, ignore le terme sous toutes ses significations.

Dans son dictionnaire étymologique W.von Wartburg (1946) le date de 1840 et l'attribue à Cabet avec sa brochure Comment je suis Communiste<sup>416</sup> ; Bestor (1948), ayant situé le terme dans le courant néo-babouviste, note simplement: "in 1840, finally, the new term was born"<sup>417</sup> . Bloch et v. Wartburg (1950) le datent également de 1840. Les différentes éditions du Robert (1951 à 1977)<sup>418</sup> le donnent sans précision pour un terme de 1841, ainsi que Gason (1954) qui l'attribue avec "communisme" à Lamennais. Malgré la mise au point de Desroche (1954) qui situe l'oeuvre de Lamennais par rapport à "communiste" et "communisme" et fait table rase de l'article de Gason, les choses se compliquent par l'intervention de Dauzat (1954) qui, dans son Supplément chronologique<sup>419</sup> , attribue sans référence exacte le premier usage de "communiste" aux Paroles d'un Croyant de Lamennais, datant ainsi le terme de 1834. Dubois (1962) citant Dauzat, ajoute un emploi par Chateaubriand en 1836. L'une ou l'autre de ces datations et attributions font désormais partie des références couramment admises et citées<sup>420</sup> . Que Cabet, qui fut un propagandiste communiste - et combien! - soit considéré comme le créateur du terme, voilà qui n'est pas pour surprendre, mais situer l'origine de "communiste" dans les Paroles d'un Croyant, dans les Mémoires d'Outre-Tombe, "voilà une étrange généalogie!" comme le dit Candide à son maître Pangloss. Le dépouillement de l'édition critique du manuscrit conservé des Paroles d'un

Croyant, accompagnée des variantes des 23 éditions de l'ouvrage parues du vivant de l'auteur<sup>421</sup>, permet seulement d'y constater l'absence du terme "communiste", qui n'est employé chez Lamennais qu'en 1841, postérieurement à "communisme", utilisé par lui dès octobre 1840<sup>422</sup>. Il s'agit donc là d'un pur effet de contamination, soit dans la lecture des oeuvres de Lamennais, soit même entre Landais et Lamennais. Quant aux Mémoires d'outre-Tombe, qu'il suffise de constater, en premier lieu, qu'il n'existe pas de manuscrit pour 1836; ensuite, que cet ouvrage considérable parut en 1849 seulement, après mainte révision du manuscrit; par conséquent, que la citation, empruntée à la rédaction définitive publiée, n'est pas probante quant à l'état du manuscrit une douzaine d'années auparavant<sup>423</sup>.

#### Communautaire et communautaire

Parallèlement à l'activité politique sourde et linguistique retentissante des Travailleurs Egalitaires à Paris et en province, on doit à la Société Démocratique Française à Londres en novembre de la même année 1839 le premier emploi connu du terme "communautaire" et deux mois plus tard à Etienne Cabet celui de "communautaire", un doublet qui ne s'est pas maintenu.

Lors de l'évasion du 12 juillet 1835, les vingt-cinq accusés du procès d'Avril en fuite (24 parisiens et le marseillais Jacques Imbert) gagnèrent d'abord la Belgique où un certain nombre put s'établir; d'autres, jugés indésirables, tels Berrier-Fontaine, Cavaignac, Chilmann, Jacques Fournier, Auguste Guinard, François Landolphe, Napoléon Lebon, Armand

Marrast, Philippe Rozières, Jean-Jacques Vignerte, Joseph Villain durent poursuivre sur Londres<sup>424</sup> où ils trouvèrent des exilés de la Restauration comme Nicolas Thiéry ou de la Monarchie de Juillet comme Etienne Cabet<sup>425</sup>. Ils y fondèrent, peu après leur arrivée sans doute, une association, club ou comité<sup>426</sup>, connu à partir de l'automne 1839 sous le nom de Société Démocratique Française, qui se réunissait depuis l'origine, et jusqu'en 1845, dans une taverne du quartier populaire de West End, au Red Lion<sup>427</sup>, et qui s'accrut au cours des années jusqu'en février 1848 de l'arrivée successive d'évadés, d'exilés volontaires, de voyageurs et de mouchards, ainsi que d'étrangers. En 1840 par exemple Girod de l'Ain déclare de l'association qu'il s'agit d'une "société composée en grande partie d'individus condamnés ou impliqués dans les procès d'avril 1834 et mai 1839"<sup>428</sup>, ce qui pour une large partie semble vérifié: évadés de 1835, évadés de 1836 (comme Léonard-Jacques-Clément Thomas, le futur rédacteur du National), fugitifs de mai et d'octobre 1839 (affaire de la machine infernale de la rue Montpensier), évadés de 1840, etc. Il faut y ajouter des amnistiés de 1837 soumis à la haute surveillance de police qui préférèrent quitter momentanément la France<sup>429</sup>, des artisans, des ouvriers; parmi les voyageurs qui prirent contact avec la Société, on peut relever Flora Tristan en 1839, Guinard en 1846, rentré en France depuis et devenu rédacteur à La Réforme<sup>430</sup>. En ce qui concerne les mouchards, Delahodde fut certainement en contact avec la Société Démocratique Française, et Michelot en fut membre puis président à partir

de 1845<sup>431</sup>. Les principaux contacts entre démocrates français et étrangers à Londres eurent lieu d'abord avec les Allemands de la Deutsche Demokratische Gesellschaft (appelée par la suite Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein) fondée par Schapper en février 1840 avec l'aide de dirigeants de la Société Démocratique Française; le phénomène d'osmose fut tel par exemple que Schapper présida la Société toute l'année 1844 et qu'il fut question de fusion officielle des deux sociétés en 1847<sup>432</sup>. Les autres contacts eurent lieu surtout avec les Chartistes et aboutirent à la fondation des Fraternal Democrats en septembre 1845<sup>433</sup>.

Sans doute à la suite de l'échec du soulèvement de mai 1839 et peut-être de l'apport de nouveaux venus de France, la Société Démocratique Française nomma à l'automne une commission<sup>434</sup> chargée de préparer un Rapport sur les mesures à prendre et les moyens à employer pour mettre la France dans une voie révolutionnaire, le lendemain d'une insurrection victorieuse effectuée en son sein; le titre est assez parlant. La commission présenta dans la séance du 18 novembre 1839 son rapport, dont les idées et les opinions, comme le déclaraient les auteurs, "sont toutes marquées au coin du système communautaire"<sup>435</sup>, rapport qui fut adopté au bout de dix mois de débats hebdomadaires le 14 septembre 1840<sup>436</sup> et aussitôt imprimé pour être diffusé parmi les républicains français et étrangers à Londres, à Bruxelles, à Paris<sup>437</sup> - où la police en saisissait des exemplaires dès février 1841. Etant donné le retour en France de Cabet depuis la fin mars 1839<sup>438</sup>,

l'opposition de Cavaignac à toute idée de communauté, au babouvisme puis au communisme<sup>439</sup>, c'est au groupe de Lebon<sup>440</sup>, Vignerte, Berrier-Fontaine<sup>441</sup>, Chilmann et peut-être Villain et Imbert, consultés depuis Bruxelles ou venus à Londres pour certaines séances de travail, qu'il faut attribuer la rédaction du Rapport, pour des raisons autant théoriques qu'organisationnelles. En ce qui concerne ce dernier point, les moyens de locomotion entre Londres et Bruxelles sont dès cette époque rapides et faciles et les relations entre exilés français, polonais, italiens et allemands très courantes d'une ville à l'autre par Ostende ou Anvers<sup>442</sup>. Or l'importance que Jacques Imbert attribue encore en 1847 et 1849 à ce document<sup>443</sup> montre assez qu'il participa d'une façon ou d'une autre à son élaboration. Un passage de sa lettre du 24 novembre 1849 à Ledru-Rollin reprend d'ailleurs l'idée néo-babouviste et blanquiste de la nécessaire dictature provisoire dans l'état d'ignorance politique de la société: "Le vote universel nous a chassés, le vote universel nous ramènera. Combien nous regrettons que le gouvernement provisoire ait voulu consulter le peuple avant que celui-ci n'ait été éclairé sur l'usage qu'il devait faire de son vote!"<sup>444</sup> Il faut d'ailleurs ajouter au nombre, sinon des rédacteurs, du moins des participants aux discussions quelques Allemands, dont Carl Schapper, qui entretient des relations avec la Société Démocratique Française dès son arrivée à Londres fin novembre 1839 et qui était acquis aux théories de la communauté des biens au plus tard en 1838<sup>445</sup>. Pour ce qui est des théories sociales et politiques contenues dans le

tenant)

Rapport, la filiation est évidente d'une part avec les Aphorismes de Lebon en ce qui concerne l'idéologie communautaire<sup>446</sup> d'autre part avec la théorie néo-babouviste et blanquiste de la prise du pouvoir, déjà attestée dans un document de Quignot du mois d'août 1834. Parmi les pièces saisies chez ce dernier et conservées avec les documents de Stévenot<sup>447</sup> se trouve de la main de Quignot un fragment de questions/réponses, daté du 9 août 1834, particulièrement intéressant pour l'histoire des sociétés néo-babouvistes sous la Monarchie de Juillet:

Question. Après le succès de nos armes, quelles seront les mesures révolutionnaires à prendre? Organiserons-nous la révolution au moyen d'une dictature provisoire? Le dictateur tiendra-t-il ses fonctions de la nécessité ou de la nation régulièrement consultée? Dans ce dernier cas, quelles seraient la nature et l'étendue des pouvoirs du dictateur?

Réponse. Il est incontestable qu'après une révolution opérée au profit de nos idées, il devra être créé un pouvoir dictatorial avec mission de diriger le mouvement révolutionnaire. Il puisera nécessairement son droit et sa force dans l'assentiment de la population armée qui, agissant dans un but d'intérêt général, de progrès humanitaire<sup>448</sup>, représentera bien évidemment la volonté éclairée de la grande majorité de la nation. [...] " On ne peut même pas parler de parenté entre ce questionnaire de 1834 et le Rapport sur les mesures à prendre de 1839-1840 car il s'agit en fait de la même chose, sous forme fragmentaire dans le premier cas, complète et subdivisée en 18 séries de questions/réponses précises dans le second<sup>449</sup> .



Outre la prise du pouvoir et son organisation révolutionnaire, le Rapport prévoit également les moyens de formation et de culture populaires: clubs, théâtres, journaux, fêtes, etc. Les rapporteurs notent par exemple que s'ils n'ont "pas créé pour les Clubs une question spéciale", "la formation des clubs nous a paru tellement dans la nature des choses que nous n'avons pas pu imaginer qu'elle ne pourrait pas s'effectuer", et ils y reviennent au chapitre des "moyens à employer pour diriger l'opinion publique"<sup>450</sup>. De même écrivent-ils que "les Théâtres, dont il faudra changer entièrement la nature actuelle, pour la remplacer par une destination toute du moment, seront un des moyens les plus puissants pour lui faire embrasser [au peuple] avec ardeur la cause révolutionnaire, parce que dans leur sein, il y a non-seulement la parole, mais encore l'action qui agissent sur lui"<sup>451</sup>. On peut constater à ces quelques traits que le Rapport de la Société Démocratique Française des exilés néo-babouvistes à Londres représente non seulement la charte du parti communiste révolutionnaire<sup>452</sup> dans les années quarante, mais qu'il contient aussi une vision saisissante - et réaliste - des événements de février à juin 1848.

C'est, en revanche, dans l'ouvrage de référence du parti communiste légaliste<sup>452</sup>, le Voyage en Icarie de Cabet, qu'on trouve la création et le premier emploi de l'adjectif "communautaire" qui ne se maintiendra pas en raison de la concurrence de "communiste" et "communautaire". Le terme apparaît deux fois seulement dans tout l'ouvrage<sup>453</sup>, dans les titres de deux chapitres, dont le dernier, qui constitue à lui seul la

troisième partie, surajoutée, du roman utopique de Cabet. Il n'est pas même reporté à la table des matières où est employée la formule "principes de la Communauté"<sup>454</sup> - signe parmi d'autres de sa création tardive par Cabet. Sans doute ce dernier a-t-il forgé le terme comme adjectif correspondant au substantif "Communiste" qu'il emploie une seule fois à cette date, et dans la même partie de l'ouvrage<sup>455</sup>. Le terme est habituellement daté de la deuxième édition du Voyage en Icarie, soit mars 1842, où Cabet l'utilise désormais quatre fois<sup>456</sup>; "communautaire" restera dans les éditions suivantes du Voyage bien que Cabet, ayant commencé courant 1840 à employer "communiste" comme adjectif, ainsi que "communautaire", n'en use plus dans des textes nouveaux. Entre temps d'ailleurs on rencontre un emploi de "communautaire" substantif en 1841. Lors de la création du journal communiste L'Humanitaire<sup>457</sup>, un groupe dissident fonde en juillet 1841 un autre organe de presse intitulé Le Communautaire<sup>458</sup> qui est aussi appelé dans des correspondances particulières comme dans la littérature Le Communistaire<sup>459</sup>, signe qu'à cette date le terme "communautaire" n'était pas encore définitivement fixé.